

Les relations russo-américaines (1776-1922)

La solidité, la validité de la thèse de Yockey selon laquelle il était vital pour l'Europe ruinée d'après-guerre de faire alliance avec la Russie soviétique pour se libérer de l'emprise des États-Unis dépendent évidemment de la nature des relations de la Russie soviétique avec le capital, donc de la question de savoir si elle lui était subordonnée ou non, si le bolchevisme n'est pas un des nombreux faux ennemis qui ont été fabriqués par ou pour les États-Unis au cours de leur histoire. Dès l'instant où l'on admet, après avoir pris connaissance des déclarations des responsables nationaux-socialistes à ce sujet, que l'aide financière apportée par Wall Street à de gros industriels allemands à partir des années 1920 n'impliquait pas de la part des pseudo-élites financières un accord idéologique avec le national-socialisme, il serait intellectuellement malhonnête de conclure a priori de ce que Wall Street finança dans une certaine mesure la révolution bolchevique qu'il existait une collusion idéologique entre les deux parties. Du reste, il peut se révéler acrobatique d'adhérer en même temps aux principes du léninisme et à la Weltanschauung hitlérienne.

Nous ferons ici un tour de la question en quelques paragraphes, en guise d'introduction à la publication de la traduction des deux premiers chapitres du premier ouvrage russe publié aux États-Unis sur les relations entre l'Union soviétique et les États-Unis. Commandité par l'université de Chicago à Nikolai V. Sivachev, alors professeur d'histoire à l'université de Moscou et Nikolai N. Yakovlev, alors chercheur principal à l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS, dont il nous faut prévenir qu'il été écrit du point de vue de la méthodologie historico-matérialiste développée par Marx et Engels et étoffée par Lénine, qui repose sur l'idée d'une succession régulière de structures socio-économiques : le système communal primitif, l'esclavage, le féodalisme, le capitalisme, le communisme ; il ne faut non plus s'attendre à des révélations. Peu importe : il est avant tout le résultat de l'étude des sources primaires, tant soviétiques qu'américaines et est surtout écrit d'un point de vue russe qui ne manque pas de causticité.

Traiter en quelques paragraphes une question aussi complexe ? Oui, car ils contiennent la substance moelle des ouvrages les plus importants qui ont été publiés sur le sujet d'après l'étude des sources primaires : archives officielles du département d'État des États-Unis ; auditions et rapports de diverses commissions du Congrès américain ; documents officiels publiés par le gouvernement de la Grande-Bretagne et celui des États-Unis ; mémoires de personnalités, etc., qui, comme on le verra, doivent cependant être examinés d'un œil critique, recoupés et croisés, si l'on veut obtenir une image aussi conforme que possible et se faire une idée aussi précise et juste que possible de la question. Sans avoir la prétention de la trancher, ils visent à démolir certains des mythes qu'a édifiés l'historiographie de droite au sujet du bolchevisme et auxquels nous devons reconnaître avoir nous-mêmes prêté l'oreille.

Bien que la thèse d'une complicité objective entre le bolchevisme et la haute finance internationale apatride ait été développée dès le milieu des années 1920 dans les colonnes du journal xénophobe et antisémite de François Coty L'Ami du peuple, dont les articles, denses et austères, étaient plutôt destinés à un « public d'élite », elle n'a été véritablement popularisée que par la publication en 1974 de « Wall Street et la révolution bolchevique », qui a connu de nombreuses rééditions et a été traduit en français il y a quelques années.

Dans l'Introduction, Sutton déclare que « l'une des barrières à une véritable compréhension de l'histoire récente est la vue selon laquelle tous les capitalistes sont les ennemis acharnés et inébranlables de tous les marxistes et les socialistes. Cette vue erronée provient de Karl Marx et a sans aucun doute été utile à ses objectifs. En fait, cette vue est absurde. Il existe une alliance continue, bien que cachée, entre les capitalistes politiques internationaux et les socialistes révolutionnaires internationaux – à leur avantage mutuel. Cette alliance est passée inaperçue en grande partie parce que les historiens – à quelques exceptions notables – ont un parti pris marxien inconscient et rejettent donc a priori la possibilité d'une telle alliance. Le lecteur ouvert doit garder à l'esprit deux idées : les capitalistes monopolistes sont les ennemis acharnés des libres entrepreneurs ; et, étant donné les faiblesses de la planification centrale socialiste, l'État socialiste totalitaire est un marché captif parfait pour les capitalistes monopolistes, s'ils peuvent conclure une alliance avec les détenteurs du pouvoir socialiste. Supposons – et ce n'est qu'une hypothèse à ce stade – que les capitalistes monopolistes américains soient capables de réduire la Russie socialiste, avec son économie planifiée, au statut de colonie technique captive ? Ne serait-ce pas le prolongement internationaliste logique au XXe siècle des monopoles ferroviaires Morgan et du trust pétrolier Rockefeller de la fin du XIXe siècle ? » Plus loin, Sutton postule le contraire : « un partenariat entre le capitalisme monopoliste international et le socialisme révolutionnaire pour leur bénéfice mutuel. En définitive, le coût humain de cette alliance a été payé par l'individu russe et par l'individu américain. L'esprit d'entreprise a été discrédité et le monde a été propulsé vers une planification socialiste qui est inefficace en raison de ces manœuvres monopolistiques dans le monde de la politique et de la révolution ». C'est-à-dire qu'il postule non plus une libéralisation des pays du bloc communiste, mais une socialisation des pays capitalistes.

Il convient tout d'abord de revenir sur la manière dont Sutton introduit et présente les documents sur lesquels il s'appuie en grande partie pour le chapitre intitulé « Lénine et l'aide allemande à la révolution bolchevique » : « Au début de 1918, écrit Sutton, Edgar Sisson, le représentant à Petrograd du Comité américain d'information publique, acheta un lot de documents russes censés prouver que Trotski, Lénine et les autres révolutionnaires bolcheviques étaient non seulement à la solde du gouvernement allemand, mais aussi des agents de ce dernier.

« Ces documents, surnommés plus tard 'Documents Sisson', furent expédiés aux États-Unis en toute hâte et dans le plus grand secret. À Washington, D.C. ils furent confiés au National Board for Historical

Service pour y être expertisés. Deux historiens de premier plan, J. Franklin Jameson et Samuel N. Harper, [...] divisèrent les documents en trois groupes. Concernant le groupe I, ils déclarèrent : 'nous n'avons aucune hésitation à déclarer que nous ne voyons aucune raison de douter de l'authenticité ou de la véracité de ces cinquante-trois documents.'

« Les historiens étaient moins confiants quant à l'authenticité des documents du groupe II. Ils ne les rejetèrent pas comme des faux purs et simples, mais suggérèrent qu'il s'agissait de copies de documents originaux. Bien que les historiens n'aient pas 'exprimé leur confiance' en l'authenticité des documents du groupe III, ils ne furent pas prêts à les rejeter comme des faux purs et simples.

« Les Documents Sisson furent publiés par le Comité d'information publique, dont le président était George Creel, ancien collaborateur du journal pro-bolchevique Masses. La presse américaine accepta généralement les documents comme authentiques. Une exception notable fut le New York Evening Post, dont le propriétaire était à l'époque Thomas W. Lamont, associé de la firme Morgan.

« Nous savons aujourd'hui que les Documents Sisson étaient presque tous des faux : seules une ou deux des circulaires allemandes mineures étaient authentiques. Même un examen superficiel du papier à en-tête allemand indique que les faussaires étaient des faussaires exceptionnellement négligents et travaillaient peut-être pour le crédule marché américain. Le texte allemand était parsemé de termes frôlant le ridicule : par exemple, 'Büro' était orthographié 'Bureau' ; 'Zentral' 'Central' ; etc.

« Une étude exhaustive de George Kennan et des études réalisées dans les années 1920 par le gouvernement britannique prouvèrent que les documents étaient des faux. Certains documents contenaient des informations authentiques et, comme Kennan l'observe, ceux qui les ont falsifiés avaient certainement accès à des informations exceptionnellement bonnes. Par exemple, les documents 1, 54, 61 et 67 mentionnent que la Nya Banken de Stockholm servait de canal aux fonds bolcheviques en provenance d'Allemagne, ce qui fut confirmé par des sources plus fiables ». Lesquelles ? « Les documents 54, 63 et 64 mentionnent que le banquier Furstenberg servait d'intermédiaire entre les Allemands et les bolcheviks. Le nom de Furstenberg apparaît ailleurs dans les documents authentiques. Le document 54 mentionne Olof Aschberg et Olof Aschberg, selon ses propres déclarations, était le « banquier bolchevique ». » Certes, mais pas pour la raison que suppose Sutton : « Aschberg a aidé le gouvernement bolchevique en achetant illégalement des devises étrangères et stockait des fonds bolcheviques dans sa banque (1). »

« [...] D'autres documents Sisson, poursuit Sutton, citent des noms et des institutions, comme la German Naptha-Industrial Bank, la Disconto Gesellschaft et Max Warburg, le banquier de Hambourg, mais les preuves tangibles sont plus rares. En général, les documents Sisson, bien qu'ils soient des faux purs et simples, contiennent des informations généralement authentiques ». Sans indiquer au lecteur le critère qu'il suit pour distinguer les informations fausses des « informations généralement authentiques », Sutton passe à un aspect de l'affaire qu'il qualifie à juste titre de « déroutant » : « [...] les documents furent transmis à Edgar Sisson par Alexander Gumberg (alias Berg, de son vrai nom Michael Gruzenberg), agent bolchevik en Scandinavie et plus tard assistant confidentiel de la Chase National Bank et de Floyd Odium de l'Atlas Corporation ». Déroutant à plus d'un titre. « Les bolcheviks, ajoute-il, ont vigoureusement rejeté les documents de Sisson. Tout comme John Reed, le représentant américain à l'exécutif de la Troisième Internationale et qui était salarié par le magazine Metropolitan, propriété de J. P. Morgan. Tout comme Thomas Lamont, l'associé de Morgan, propriétaire du New York Evening Post de New York. Il y a plusieurs explications possibles. Il est probable que les liens entre les Morgan à New York et des agents comme John Reed et Alexander Gumberg étaient très souples. Il pouvait s'agir d'une manœuvre de Gumberg pour discréditer Sisson et Creel en le rendant responsables de la production de faux documents ; ou peut-être Gumberg travaillait-il dans son propre intérêt ». Les « explications possibles » qu'avance Sutton présentent le même caractère que celui qu'il suppose aux liens entre les Morgan, Reed et Gumberg.

« Les documents Sisson, conclut Sutton, 'prouvent' la collusion exclusive de l'Allemagne avec les bolcheviques. Ils furent également utilisés pour 'prouver' une théorie de conspiration judéo-bolchevique sur le modèle de celle des Protocoles des sages de Sion. En 1918, le gouvernement des États-Unis voulait unir l'opinion américaine derrière une guerre impopulaire avec l'Allemagne et les documents Sisson 'prouvèrent' de manière spectaculaire la complicité exclusive de l'Allemagne avec les bolcheviques ». Outre que mettre en guillemets un terme comme « prouver » est des plus ambigu, il est probable que, si Sutton avait été condamné dans telle ou telle affaire sur le fondement de « preuves » de cet acabit, il aurait pour le moins fait appel.

Qu'en est-il de la thèse d'une collusion entre l'Allemagne et les bolcheviks ?

Le soir du 4 juillet 1917, au plus fort du soulèvement contre le gouvernement provisoire russe, le ministre de la Justice, Pavel N. Pereverzev, autorisa un communiqué de presse accusant les dirigeants bolcheviks de trahison. Le rapport, publié le lendemain, prétendait que Lénine avait été envoyé en Russie par le gouvernement allemand « pour saper la confiance du peuple russe dans le gouvernement provisoire » et œuvrer souterrainement à la conclusion d'une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne. L'argent nécessaire à son activité aurait été acheminé de Berlin à Petrograd, via Stockholm. À Stockholm, le transfert aurait été effectué par le bolchevik Jakub Ffirstenberg (Hanecki) et le social-démocrate russo-allemand Alexander Israel Helphand (Parvus). Les principaux bénéficiaires à Petrograd

auraient été l'avocat bolchevik Mieczyslaw Kozlowski et Evgeniia M. Sumenson, parente de Fürstenberg-Hanecki. Cette dernière et Kozlowski géraient une entreprise commerciale qui aurait servi de couverture aux transactions financières avec Fürstenberg. Deux « charges terribles [...] avaient [donc] été réunies contre Lénine et les bolcheviks : ils recevaient de l'argent allemand par l'intermédiaire d'un agent à Stockholm ; en outre, il était établi que Lénine aurait organisé une insurrection dans la capitale en coordination avec la contre-offensive allemande sur le front sud-ouest. [...] Très tard dans la soirée la nouvelle courait toute la ville qu'il avait été prouvé que Lénine était un agent allemand » (2). En 1923, l'auteur à succès Nesta H. Webster qui donnait alors des conférences sur la « révolution mondiale » aux services de renseignements militaires britanniques et dont les travaux d'historienne étaient acclamés par des personnalités aussi diverses que Churchill et H. G. Wells « prouva » la collusion entre Lénine et les Allemands dans un livre intitulé *Boche and Bolshevik*.

« Combien Lénine et ses 'révolutionnaires professionnels' ont-ils reçu d'argent allemand avant le coup d'État ? », demande Thierry Wolton dans une enquête bien sourcée et ficelée (3). « Difficile à préciser », précise-t-il, avant de s'en remettre au témoignage du social-démocrate allemand Eduard Bernstein, « opposant déclaré aux méthodes totalitaires bolcheviques, [qui] a mené l'enquête quelques années plus tard. 'De sources absolument sûres, j'ai acquis maintenant la certitude que la somme était très importante, un montant presque incroyable, certainement plus de cinquante millions de marks-or, somme dont l'origine ne pouvait faire de doute dans l'esprit de Lénine et de ses camarades', écrira-t-il dans l'organe de son parti, *Vorwärts*, le 11 janvier 1921 ». « Par la suite, Bernstein a mis au défi les communistes allemands et les bolcheviks russes de le traîner en justice pour calomnies envers Lénine. Ces affirmations n'ont jamais été démenties ».

Elles ont été sérieusement mis à mal par l'étude très documentée et très serrée de Semion Lyandres *The Bolsheviks' « Gennan Gold » Revisited. An Inquiry into the 1917 Accusations*,

Le rapport publié avec l'autorisation du ministre de la Justice, explique-t-il, « s'appuyait sur deux types de preuves différentes pour les accusations. La première accusation, selon laquelle Lénine travaillait pour les Allemands, reposait sur le témoignage plutôt douteux de l'enseigne Dmitrii S. Ermolenko qui affirmait avoir été informé de l'affaire par des officiers de renseignement allemands alors qu'il était prisonnier de guerre dans un camp allemand. La deuxième accusation, selon laquelle les bolcheviks recevaient de l'argent allemand, était mieux documentée et elle l'était par des communications télégraphiques qui avaient été interceptées entre des personnes qui faisaient des transactions financières entre Petrograd et Stockholm. Pour examiner ces accusations, le gouvernement provisoire nomma une Commission d'enquête spéciale, dirigée par le procureur de Petrograd, Nikolai S. Karinskii. La Commission utilisa l'échange de télégrammes comme principal élément de preuve et, deux semaines plus tard, le 21 juillet, elle accusa formellement les dirigeants bolcheviks de haute trahison. Lorsqu'ils étudient les accusations de Juillet, les historiens occidentaux se réfèrent exclusivement à 29

télégrammes, qui furent reproduits pour la première fois par l'ancien chef du contre-espionnage de Petrograd, le colonel B. V. Nikitin, dans ses mémoires dans les années 1930. Ces documents doivent toutefois être traités avec prudence, compte tenu de leur origine et du fait qu'ils n'ont pas été correctement analysés. Premièrement, Nikitin les reproduisit d'après des notes qu'il avait prises près de deux décennies plus tôt, en 1917, lorsqu'il avait reçu les 29 copies des services de renseignement français. Deuxièmement, les Français les avaient interceptés pendant leur transmission, ce qui rendait impossible la vérification de l'exactitude de la reproduction. Et, enfin, Nikitin n'eut pas assez de temps pour examiner les documents comme il l'aurait fallu, car il ne les reçut que peu de temps avant d'être écarté de l'affaire. Tout cela peut expliquer l'absence des numéros, des dates et des heures d'envoi dans les 29 télégrammes de Nikitin. De plus, les nombreuses erreurs, imprécisions et fautes d'orthographe dans les noms et adresses que portent ces télégrammes ont inévitablement conduit à des conclusions erronées de la part de ceux qui ont tenté d'expliquer leur signification. À ce jour, la seule tentative d'interprétation des 29 télégrammes a été faite par l'historien émigré Sergei P. Mel'gunov en 1940 [Les Bolchéviques, la clé de l'or allemand]. Pourtant, compte tenu des lacunes susmentionnées que présentaient les télégrammes de Nikitin et du peu de sources dont disposait Mel'gunov, l'historien n'a pas pu expliquer de manière adéquate le contenu des télégrammes. En fait, il n'est pas parvenu à des conclusions spécifiques sur la question de savoir si les télégrammes confirmaient le transfert d'argent allemand aux bolcheviks et n'a pu que conjecturer qu'ils représentaient une sorte de correspondance codée qui pourrait avoir servi de couverture à des activités suspectes » (4).

L'étude de Lyandres « vise tout d'abord à fournir une introduction et une analyse des textes complets des télégrammes utilisés par le Gouvernement provisoire comme principale preuve contre les dirigeants bolcheviques en juillet 1917 [et qui étaient en fait au nombre de 66 ; les services de renseignement français n'en avaient intercepté que 29]. Il s'agira de déterminer l'origine et l'authenticité des télégrammes, ainsi que l'identité des personnes et des événements auxquels ils font référence. Ensuite, il s'agira d'évaluer dans quelle mesure le contenu des télégrammes confirme les allégations selon lesquelles les transactions commerciales entre Parvus-Fürstenberg et Kozłowski ont servi de couverture au transfert de fonds allemands au trésor bolchevik. Enfin, cette étude jettera les bases d'une réévaluation de la controverse sur l'argent allemand' dans le cadre de l'historiographie de la Russie moderne » (5).

La conclusion de l'étude commence par l'anecdote suivante : « En août 1917, Carl Moor, socialiste suisse et agent du gouvernement allemand (et avant cela, autrichien), proposa aux membres du Bureau bolchevik des affaires étrangères à Stockholm un soutien financier au parti. Nikolai A. Semashko, futur Commissaire du Peuple à la Santé publique [...], transmet la proposition à Petrograd. Les dirigeants du Parti en discutèrent immédiatement et, selon le procès-verbal publié du Comité central, la déclinerent officiellement. Ce procès-verbal ne reflète cependant pas entièrement les faits. Des documents récemment déclassifiés du Comité central révèlent que, à l'été 1917, le Bureau bolchevik des affaires étrangères reçut en fait de Moor une contribution d'un montant alors évalué à 230 000 marks

allemands. Moor, il convient de l'ajouter, n'était pas en contact avec Parvus. En même temps, les nouvelles informations révèlent aussi que cet argent n'atteignit jamais l'organisation bolchevik à Petrograd. Au lieu de cela, il fut utilisé par le Bureau des affaires étrangères pour financer la Troisième conférence de Zimmerwald des socialistes opposés à la guerre (dont certains étaient allemands !), qui se tint à Stockholm en septembre 1917. Jusqu'à présent, il s'agit du seul document attestant que les bolcheviks reçurent des fonds allemands avant d'accéder au pouvoir (6). » L'auteur n'exclut pas des fonds aient pu leur parvenir par d'autres voies que bancaires, mais indique qu'aucun document ne le prouve.

Mais qu'en est-il des « archives du ministère allemand des Affaires étrangères », dont Wolton soutient que, après la Seconde Guerre mondiale, elles « confirmeront en partie [l]es dires » de Bernstein et dont George Bonnin nous dit dans *Revue historique* qu'elles « ont paru apporter à certains des preuves décisives » ? Précisément, « les archives diplomatiques allemandes sont [...] décevantes en ce sens qu'elles n'apportent pas de preuve définitive de la vénalité et de la trahison des Bolchéviques. Il n'est toujours pas prouvé que Lénine était un agent de l'Allemagne et, en dépit des apparences, le document Kühlmann ne prouve pas que les Bolchéviques ont pris le pouvoir grâce à l'argent allemand » (7). Quant à la période qui a suivi leur accession au pouvoir, Boris Souvarine, dans *Controverse avec Soljénitsyne*, observe : « Une chose est sûre : Lénine et son équipe au pouvoir sont aux prises avec les pires difficultés de toutes sortes, sauf monétaires. Ainsi, relativement peu de marks et de roubles ont été affectés en termes vagues à la 'Révolution russe' avant Octobre, sans qu'on en sache vraiment la destination et l'usage. Les sommes augmentent sensiblement après Octobre, alors que les bolcheviks n'en ont pas besoin (ils ont confisqué quantité de valeurs, étatisé les banques, ouvert les coffres, et ils font travailler la Monnaie » (8).

Enfin, l'écrivain et critique littéraire russe Lev Aleksandrovich Danilkin rappelle qu'« [i]l existe au moins trois études datant de l'époque soviétique [cf. bibliographie] au sujet de 'l'or allemand' de 1917, qui prouvent de manière définitive que les accusations contre Lénine ont été fabriquées par les services secrets de la Triple Entente et du gouvernement provisoire, et que tous les documents faisant référence à de prétendus services payants que les bolcheviks aurait accordés à l'Allemagne (les fameux 'documents Sisson', 'les témoignages de l'aspirant officier Ermolenko', etc.) ont été falsifiés par malveillance ». Tout juste peut-on admettre que Lénine «[a] sans doute été utilisé par les Allemands » (9), mais sans avoir espionné pour leur compte.

Toujours dans le troisième chapitre de « Wall Street », Sutton affirme que « [l]a série de documents sur la conspiration juive apparemment (superficiellement) la plus accablante se trouve probablement dans le dossier décimal du département d'État 861.00/5339. Le document principal est intitulé 'Bolshevism and Judaism', daté du 13 novembre 1918. Le texte se présente sous la forme d'un rapport, qui indique que la révolution en Russie a été conçue 'en février 1916' et 'qu'il a été établi que les personnes et les

entreprises suivantes ont pris part à ce travail destructeur ». Suivent les noms de Jacob Schiff ; Kuhn, Loeb & Company ; Jacob Schiff ; Felix Warburg ; Otto H. Kahn ; Mortimer L. Schiff ; Jerome J. Hanauer ; Guggenheim ; Max Breitung ; Isaac Seligman ; avec, en regard de chacun, la mention « Juif ». « Le rapport affirme ensuite qu'il ne fait aucun doute que la révolution russe a été déclenchée et manigancée par ce groupe et qu'en avril 1917 'Jacob Schiff en a fait l'annonce publique et que c'est grâce à son influence financière que la révolution russe a réussi et que, au printemps 1917, Jacob Schiff a commencé à financer Trotski, un Juif, dans le but d'accomplir une révolution sociale en Russie' ». Ce rapport, dont Poliakov indique dans le quatrième volume de son « Histoire de l'antisémitisme » que l'attention qu'il reçut dans le monde entier ne fut surpassée que par celle dont furent l'objet les Protocoles (11), avait été rédigé par Boris Brasol (1885 – 1963), ancien fonctionnaire de justice et officier militaire de la Russie impériale, « antisémite notoire et partisan des monarchistes allemands », qui était alors employé au service de renseignement du War Trade Board des États-Unis (12). Le rapport fut transmis à nouveau un an plus tard au secrétaire d'État Lansing par la voie suivante : « probablement de Brasol lui-même au prince Youssoupov (le meurtrier de Raspoutine), qui le transmit à Sir Basil Thompson, chef des services secrets, qui, à son tour, le transmit à l'ambassade américaine, qui le remit à Lansing qui le trouva 'hautement suspect' » ; à Thomson qui lui avait demandé de vérifier les accusations de Brasol Lansing répondit le 28 novembre 1919 : « L'auteur de la déclaration a été interrogé depuis la réception de votre lettre et il est incapable d'ajouter quoi que ce soit aux affirmations contenues dans le document lui-même. Il est évident que le document n'a pas de valeur particulière (13)... » Entre-temps, en septembre 1918, un journal nouvellement fondé à Brooklyn, The Anti-Bolchevist – dont le sous-titre était « Magazine américain contre les doctrines juives et bolchevistes de Morris Hillquit et Léon Trotski » (14), reprenait le thème alors classique du complot judéo-maçonique, en y ajoutant un élément nouveau : les Juifs avaient poussé les États-Unis à entrer en guerre et s'ingéniaient à la faire durer.

Dans « Wall Street and the Russian Revolution », qui se veut être un complément au livre de Sutton sur le même sujet, Robert Spence retrace scrupuleusement le voyage de Trotski à New York, où, après avoir été expulsé de France vers l'Espagne et d'Espagne vers les États-Unis, il s'était installé en janvier 1917, son séjour dans la métropole états-unienne, ainsi que son retour en Russie en mai de la même année, trois mois après l'éclatement de la révolution bolchevique. L'historien dédie un chapitre de son livre à un certain Sidney Reilly (Sigmund Georgievich Rosenblum), d'origine ukrainienne, qui participa en septembre 1918 à un complot visant à tuer ou à kidnapper Lénine. Reilly avait travaillé avec un cousin de Trotski, Joseph Davidovich Jivotovsky, sympathisant connu de la révolution et était officiellement employé par Abraham Jivotovski, oncle maternel de Trotski, figure majeure de la banque russe et figure centrale dans le financement du bolchevisme et de la Russie soviétique. Dans ce contexte, il n'y aurait rien eu d'étonnant à ce qu'il ait été membre, comme il le fut effectivement, de la faction trotskyste, si ce n'était qu'il était en même temps un espion du Secret Intelligence Service (SIS). De retour en Russie en 1925 pour y rencontrer un prétendu groupe d'opposants à Staline, Reilly fut arrêté à la frontière finlandaise, emprisonné et exécuté sur ordre exprès de Staline.

L'échec du complot serait-il dû au fait que le complice de Reilly, un espion britannique du nom de R. H. Bruce Lockart, était, selon ses pairs, « passé aux bolcheviks » ?

L'homme de confiance » de Lockhart, Sir William Wiseman, chef des services secrets britanniques à New York pendant la Première Guerre mondiale, est passé à la postérité pour avoir accueilli Trotski à son arrivée à New York et l'avoir regardé partir des quais new-yorkais vers la Russie sur le Kristianiafjord avec sa famille et quelques collègues. Peu avant, en mars 1917, Wiseman avait envoyé à la Maison mère à Londres plusieurs télégrammes codés, dont l'un indiquait que Trotski et d'autres socialistes devraient être autorisés à se rendre en Russie pour contrecarrer l'influence de Lénine, opposé à la guerre ; un autre mentionnait que Trotski avait reçu « des fonds juifs possiblement d'origine allemande », destinés à lui permettre de rentrer en Russie. Étaient-ce les vingt millions de dollars (le multimillionnaire Charles Crane, ami de Wilson et architecte de la politique russe du président états-unien, qui se trouvait par le plus grand des hasards sur le bateau qui avait amené Trotski aux États-Unis, avance, dans ses mémoires, la somme plus modeste de 50 000 dollars) que, selon certains, notamment Henry Coston, Schiff lui aurait remis en mains propres en janvier 1917 ? L'information, divulguée par un proche de Brasol, Casimir Pilenas (15), plus tard connu sous le nom de Casimir Palmer, qui, membre de la communauté des expatriés russes à Londres, avait été recruté en 1898 par Scotland Yard pour espionner ses camarades radicaux, avant de travailler pour l'Okhrana, au service duquel il resta jusqu'en 1913 et, à la fin de 1917, de passer au service de la division des renseignements militaires de l'armée états-unienne grâce à une recommandation élogieuse de son ancien supérieur britannique, Sir William Wiseman, n'a jamais été confirmée de source sûre et Trotski a toujours nié avoir été sponsorisé.

Disons qu'elle semble plausible, compte tenu de ce que le Jewish Communal Register of New York City déclara dans ses colonnes en 1918 : « M. Schiff a toujours utilisé sa richesse et son influence dans le meilleur intérêt de son peuple. Il a financé les ennemis de la Russie autocratique et a utilisé son influence financière pour empêcher la Russie d'accéder au marché monétaire des États-Unis » (il les finança à travers l'organisation qu'il avait créée en 1905 aux États-Unis pour renverser le régime tsariste : the Friends of Russian Freedom).

Cependant, après avoir été averti que des rumeurs attribuaient la révolution d'Octobre aux Juifs, Schiff s'empressa d'écrire au département d'État une lettre dans laquelle il affirma « prendre ses distances (dissociate himself) vis-à-vis des Rouges », comme le révèle Poliakov dans Histoire de l'antisémitisme, qui ne le cite malheureusement pas texto. Si Schiff employa bien le verbe « dissociate », il se trahit, car, pour prendre ses distances vis-à-vis de quelqu'un, il faut avoir été proche de lui. Mais, de manière inattendue, Sutton vient ici à la rescousse de Schiff : « [i]l est significatif, écrit-il, que des documents dans les dossiers du Département d'État confirment que le banquier d'affaires Jacob Schiff, souvent cité comme un sponsor de la révolution bolchevique, était en fait opposé au soutien au régime bolchevique ». Il n'aurait pas non plus nui que Poliakov indique la date à laquelle Schiff envoya la lettre en question

au département d'État, car il s'avère que Schiff salua publiquement la révolution en Russie dès l'annonce de sa réussite. Il déclara ainsi le 18 mars 1917 au New York Times : « J'aimerais exprimer dans vos colonnes ma joie de voir que la nation russe, un grand et bon peuple, a enfin réussi à se délivrer de siècles d'oppression autocratique et que, grâce à une révolution presque sans effusion de sang, il s'est épanoui. Que Dieu soit loué ! »

Qu'en penser ? Que les ennemis de la Russie autocratique ne se limitaient pas aux bolcheviks ; que la faction trotskyste, opposée au bolcheviks, en faisait partie (16).

En tout cas, il est certain que le soutien de Schiff à la révolution russe n'était pas désintéressé. « En réponse, écrivit-il à l'époque à l'Evening Post, à votre souhait de connaître mon opinion sur le nouveau statut de la Russie révolutionnaire sur les marchés financiers mondiaux, je suis tout à fait convaincu que, grâce au développement des énormes ressources du pays, dont, une fois les chaînes enlevées à un grand peuple, les événements actuels accoucheront sans aucun doute, La Russie sera bientôt sur le plan financier parmi les nations les plus favorisées sur les marchés monétaires du monde ». Le New York Times rapporta que les transactions en devises russes avaient augmenté à la bourse de Londres vingt quatre heures avant le début de la révolution et que la plupart des dirigeants financiers et commerciaux les plus importants de Londres et de New York avaient une opinion positive de la révolution. Dans le New York Times du 1er mai 1922, le leader syndical états-unien Samuel Gompers, réagissant aux négociations de la conférence économique internationale de Gênes, déclara qu'un groupe de « prédateurs financiers internationaux » (17) faisaient tout leur possible pour obtenir la reconnaissance du régime bolchevique dans le but de permettre l'exploitation des ressources naturelles russes.

Les relations russo-américaines, 1776-1917

Les relations russo-américaines peuvent être considérées sous trois aspects fondamentaux : (1) l'interaction directe entre les deux nations, (2) les liens économiques et culturels entre les deux peuples et (3) la position de la Russie et des États-Unis dans le système des relations internationales. Dans le système du « concert » des puissances européennes qui déterminait les relations internationales au XIXe siècle, l'adversaire le plus constant de la Russie fut la Grande-Bretagne, bien qu'elle ait souvent eu des conflits avec la France et occasionnellement avec la Prusse et l'Autriche. De même, au cours des cent premières années de son existence, les États-Unis furent en conflit le plus souvent avec la Grande-Bretagne et occasionnellement avec la coalition anglo-française. Il en résulta la politique de l'«équilibre des pouvoirs», qui joua un rôle très important dans les relations russo-américaines jusqu'à la fin du XIXe siècle.

L'intérêt direct de la Russie pour l'Amérique remonte à l'installation de colons russes dans la partie nord-ouest du continent, la région appelée plus tard Alaska. Des liens commerciaux s'établirent entre eux et les colons américains dès l'arrivée de ces derniers sur le continent (1).

Des liens entre les universitaires russes et leurs collègues états-uniens se formèrent dès l'époque coloniale. Les relations russo-américaines naquirent véritablement au cours de la Guerre d'indépendance américaine. La république américaine fut tout de suite un facteur important de la politique étrangère russe, important et complexe, complexe dans la mesure où il présentait des aspects positifs et des aspects négatifs.

Lorsque les treize colonies eurent arraché leur indépendance à l'Angleterre, la grande rébellion paysanne menée par Pougatchev (1773-75) venait à peine d'être matée. Une partie de la société russe avait réagi à la lutte des colonies américaines pour l'indépendance avec enthousiasme. Se faisant l'écho d'une partie de cette société, le *Moskovskie vedomosti*, publié par l'Université de Moscou, prit ouvertement le parti des rebelles américains et ne cessa d'assurer ses lecteurs de la victoire inévitable de la cause de la liberté. Bien que l'éditeur de ce journal, N. I. Novikov, ne fût en aucun cas un révolutionnaire, il accueillait favorablement l'établissement de libertés civiles aux États-Unis et critiquait le servage. Propriétaire de serf, la noblesse russe et l'impératrice Catherine II virent immédiatement rouge. Aux yeux de celle-ci, il existait « un rebelle pire que Pougatchev » : A. N. Radichtchev, le père de la tradition révolutionnaire russe. Il était allé beaucoup plus loin que Novikov dans son ode « Liberté », en faisant ouvertement l'éloge de la Révolution américaine et de son meneur, George Washington. Il avait appelé au renversement de l'oppression des propriétaires terriens et féodaux. Tout en accueillant favorablement la Constitution établie par la Révolution américaine, il avait cependant condamné sévèrement certains aspects de la toute jeune société américaine, en particulier le racisme.

L'hostilité de la noblesse russe à l'égard du républicanisme bourgeois ne joua cependant pas un rôle majeur dans la politique russe envers l'Amérique. De la fin du XVIII^e siècle, où les États-Unis essayèrent d'établir des relations diplomatiques avec la Russie, à 1917, les différences entre le système politique de la Russie et celui des États-Unis n'eurent guère d'influence sur la nature des relations entre les deux pays. Bien que sensiblement différentes par leur superstructure politique et par d'autres aspects, l'Amérique républicaine et la Russie monarchiste étaient toutes deux des sociétés de classe fondées sur l'exploitation et la propriété privée et étaient donc tout à fait capables de s'entendre. En fait, l'antagonisme idéologique entre la Russie et les États-Unis s'avéra très superficiel ; l'idéologie était subordonnée aux intérêts nationaux, si bien que non seulement la Russie tsariste n'entra pas en conflit avec les États-Unis, mais elle contribua même à la défaite de l'Angleterre en proclamant la Déclaration de neutralité armée (1780) (2).

Dans cette déclaration, le puissant Empire russe se présenta comme le défenseur de la liberté des pays neutres sur les mers en temps de guerre. Il porta ainsi un coup à la Grande-Bretagne, le principal antagoniste des États-Unis. Les colons américains en tirèrent un grand avantage. En peu de temps, presque tous les États européens neutres souscrivirent aux principes avancés dans la déclaration russe. La même position fut adoptée par la France et l'Espagne, alliées des Américains. Les Américains, comme l'a fait remarquer Lénine, profitèrent de « la lutte entre les Français, les Espagnols et les Britanniques », combattant « côte à côte avec les forces des oppresseurs français et espagnols contre les oppresseurs britanniques » (3). Les intérêts vitaux opposés des empires russe et britannique l'emportèrent sur la solidarité légitimiste des monarchistes russes et britanniques.

Les dirigeants de la Révolution américaine observèrent les différentes forces en présence sur la scène internationale et évaluèrent correctement la position de la Russie et c'est ainsi que s'établit une tradition de relations amicales entre la Russie et l'Amérique. Les relations commerciales entre les deux pays, qui avaient été sporadiques avant et pendant la Guerre d'indépendance, devinrent permanentes après.

Les deux pays finirent par établir des relations diplomatiques en 1808-09. À cette occasion, l'envoyé russe aux États-Unis lut cette déclaration rédigée au nom du tsar par le ministre des Affaires étrangères N. P. Roumiantsev : « Les intérêts politiques de mon empire renforcent cette attitude amicale. Je voudrais trouver dans les États-Unis une sorte de rival de l'Angleterre. Je crois que leurs propres intérêts les poussent, dans une plus grande mesure que les puissances du continent européen, à limiter sinon à mettre fin au pernicieux despotisme pratiqué par la Grande-Bretagne sur les mers (4). »

Dans le climat de tension de la guerre froide, l'historien Thomas A. Bailey jugea à tort que « le Tsar, comme il était parfaitement naturel, nous a exploités ouvertement pour promouvoir ses propres ambitions (5). » Les hommes d'État américains du début du XIXe siècle avaient un point de vue totalement différent.

Dans son message sur l'état de l'Union du 5 novembre 1811, le président Madison opposa les mauvaises relations entre la Grande-Bretagne et la France aux relations entre les États-Unis et la Russie, qui étaient fondées sur « une amitié solide » (6). Il ne s'agissait pas de phrases : une seconde guerre avec la Grande-Bretagne se profilait déjà à l'horizon. Pour l'administration de Madison, il était extrêmement important que la Russie, engagée avec l'Angleterre dans une guerre difficile avec Napoléon, conserve ses relations amicales avec les États-Unis.

Comme le montre de manière convaincante le livre de N. N. Bolkhovitinov, *Stanovlenie Russko-Amerikanskikh otnosbeniy* (La formation des relations russo-américaines), la diplomatie russe se trouvait dans une position délicate. La Russie devait renforcer l'alliance qu'elle venait de conclure avec la Grande-Bretagne et, dans le même temps, maintenir des relations amicales avec les États-Unis, désormais en guerre contre la Grande-Bretagne. La solution que trouva le gouvernement russe fut de proposer aux États-Unis de servir de médiateur et les États-Unis acceptèrent cette proposition avec empressement. Une impressionnante délégation américaine arriva à Saint-Pétersbourg : John Quincy Adams (le premier ministre américain à se rendre en Russie), Albert Gallatin, le secrétaire au Trésor et le sénateur James Bayard. Bien que les Britanniques aient refusé la médiation, l'initiative russe les mit dans l'embarras et permit aux Américains d'engager les négociations dans de meilleures conditions à Gand.

1815 marque la fin de la période de formation des relations russo-américaines. À cette époque, les relations politiques avaient été établies entre les deux parties ; des liens économiques durables avaient aussi été établis et des contacts avaient été pris dans l'éducation et la culture (7).

L'évolution des relations russo-américaines

La deuxième phase de l'histoire des relations russo-américaines (1815-61) est caractérisée par des conflits entre les deux pays autour de la colonisation du Nord-Ouest américain et leur résolution par la conclusion de l'accord commercial de 1832 et de l'accord sur la liberté de navigation des pays neutres pendant la guerre de Crimée. Ces conflits coïncident avec l'énonciation de la doctrine Monroe (8). Les opposants à la coopération russo-américaine ont affirmé que cette doctrine était principalement motivée par la menace que faisait peser la Sainte Alliance (dont la Russie était considérée comme le principal soutien) sur le mouvement de libération dans les colonies espagnoles d'Amérique et par l'expansion russe en Amérique du Nord.

En ce qui concerne l'intervention éventuelle de la Sainte-Alliance en Amérique latine, il a été démontré qu'elle était totalement hors de question. La question de l'impact de l'expansion russe dans le Nord-Ouest américain sur la formulation de la doctrine Monroe est plus complexe. Pendant les années de la guerre froide, les historiens américains ont affirmé catégoriquement que la Russie était un agresseur séculaire et que la doctrine Monroe constituait une barrière érigée contre les Russes en vue de l'avenir. Ce point de vue a été exprimé avec une franchise et un franc-parler particuliers par Clarence A. Manning, selon qui les Russes constituaient « une menace constante pour tous leurs voisins ». Dans cette perspective, il se fixa pour objectif de « reconsidérer le présent à la lumière du passé » (9).

La source principale de toutes les actions politiques qui aboutirent à l'élaboration de la doctrine Monroe fut l'expansion croissante de la bourgeoisie américaine sur le continent américain. Les partisans de l'expansionnisme américain, rencontrant ou craignant de rencontrer des obstacles sur leur chemin, étaient prêts à exagérer la menace que représentaient pour eux les gouvernements européens. Comme l'écrivit Foster Rhea Dulles, « La position ferme que les États-Unis ont adoptée en 1823, tant dans leurs notes au gouvernement russe que dans la déclaration de la doctrine Monroe, était dirigée contre des craintes largement imaginaires (10). »

Contre qui la Doctrine Monroe était-elle dirigée ? Une logique chronologique superficielle a conduit de nombreux auteurs à affirmer qu'elle était destinée à écarter la menace contenue dans la directive d'Alexandre 1er du 16 septembre 1821 interdisant aux étrangers de commercer dans les possessions russes du Pacifique ou même de s'en approcher par la mer au-delà d'une distance de 100 miles de la côte dans la zone située au nord du 51e parallèle. Le conflit entre les intérêts russes et américains était ici évident. La Grande-Bretagne et les États-Unis protestèrent contre la directive d'Alexandre 1er et c'est pourquoi certains historiens ont conclu que la doctrine Monroe avait son origine dans les actions du tsar et y ont vu comme une contre-attaque conjointe de l'Amérique et de la Grande-Bretagne contre la Russie (11).

En réalité, la poussée expansionniste russe en Amérique cessa au cours du premier quart du XIXe siècle et le gouvernement américain le comprit bien. Il s'efforça d'imposer le principe de la non-colonisation avant tout au gouvernement britannique et non à la Russie (12). Un argument de poids contre la thèse selon laquelle la doctrine Monroe était essentiellement anti-russe est l'accord du 17 avril 1824 sur la réglementation du commerce et des différends territoriaux russo-américains. Il s'agissait du premier accord officiel entre nos deux pays. Le gouvernement tsariste céda facilement sur deux questions importantes : il déplaça vers le Nord la frontière des possessions qu'il revendiquait et accepta le libre-échange dans le Pacifique Nord. Dans son message au Congrès du 7 décembre 1824, Monroe déclara en conséquence : « Il convient d'ajouter que la manière dont l'Empereur a engagé et mené cette négociation a été très satisfaisante (13). » Donc, l'accord de 1824 « écarta tout danger d'une future opposition russe à l'expansion continentale américaine » (14), qui, au contraire, restait entravée par la Grande-Bretagne et d'autres États européens.

L'énonciation de la Doctrine Monroe n'eut pas d'effet négatif sur les relations russo-américaines, car elle concernait une région qui, à l'époque, était devenue plus périphérique que jamais aux intérêts territoriaux russes.

Une étape importante dans l'histoire des relations russo-américaines fut la conclusion du premier accord sur le commerce et la navigation en 1832. Les cercles dirigeants de la Russie avaient accueilli favorablement la proposition d'accord qui leur avait été faite par les Américains. Mais, avant de pouvoir conclure l'accord, le ministre américain, James Buchanan, dut se frayer un chemin à travers le labyrinthe complexe de la bureaucratie russe. Il faut dire qu'il y parvint brillamment. Alors que les négociations s'enlisaient, il décida de combattre le feu par le feu en annonçant qu'il espérait présenter la conclusion de l'accord commercial au tsar Nicolas Ier comme cadeau à l'occasion de sa fête (18 décembre). Cela se sut et dut plaire au souverain (c'était du moins l'avis des hauts fonctionnaires de la cour) ; et la bureaucratie russe démontra que, lorsqu'il fallait faire quelque chose pour plaire aux autorités, elle ne ménageait pas ses efforts. L'accord fut signé à temps pour l'occasion solennelle du 18 décembre 1832 (15).

Les parties contractantes ayant convenu de s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le commerce et la navigation, il leur fut avantageux à toutes deux. Il devint possible pour les citoyens américains et les sujets russes de jouir de tous les droits civils liés à l'acquisition et à la jouissance de biens personnels sur le territoire de l'autre pays (16). Les citoyens américains entreprenants y trouvèrent davantage leur compte que les sujets de la Russie féodale. Les pêcheurs américains faisaient des pêches miraculeuses dans les eaux du Pacifique Nord, tandis que les commerçants de fourrures américains prospéraient en Sibérie.

Les relations politiques entre la Russie et les États-Unis restèrent amicales et se développèrent même pendant la guerre de Crimée (1853-56). Au cours de ces années, le commerce russo-américain connut un essor (17). La Russie et les États-Unis conclurent leur troisième accord officiel avec la Convention concernant les droits des pays neutres. Cet accord, qui visait à protéger ces droits en cas de guerre maritime, fut avantageux pour les deux pays, surtout pour la Russie, alors engagée dans une guerre sur terre et sur mer contre la Grande-Bretagne et la France. Les intérêts politiques des deux parties devinrent si proches que la Russie accepta l'annexion par les États-Unis des îles Hawaï (Sandwich), tandis que les Américains informèrent les Russes d'une attaque prévue par la flotte anglo-française contre les ports russes du Pacifique (18).

Il convient de souligner une fois de plus que les différences entre le système politique russe et celui des États-Unis ne jouèrent aucun rôle dans la détermination de la nature de leurs relations. La démocratie jacksonienne et le régime réactionnaire de Nicolas Ier étaient tout à fait compatibles. Dans son premier message annuel au Congrès, le Président Andrew Jackson qualifia la Russie tsariste d'« ami fidèle », tandis que, dans son dernier message, il déclara que « la meilleure entente existe » (19) entre les deux pays. Le rôle joué par le tsarisme dans la répression de la Révolution de 1848 en Europe centrale ne rendit pas non plus le gouvernement américain hostile à son égard. Au contraire, dans un message au Congrès le 4 décembre 1849, le président Zachary Taylor, après avoir exprimé au passage sa sympathie

avec les insurgés hongrois, annonça que les États-Unis entretenaient des « relations amicales » (20) avec la Russie comme avec les autres États européens.

Bien sûr, les diplomates américains, issus de familles républicaines et puritaines, trouvaient souvent la pompe de l'étiquette de la cour russe usante et se sentaient mal à l'aise dans cette atmosphère. Des choses curieuses se produisaient parfois. Par exemple, lors d'une réception officielle dans un palais du tsar, John Randolph, une figure originale de l'histoire des États-Unis, s'adressa au tsar avec une familiarité démocratique inouïe : « Comment allez-vous, Empereur ? Comment va Madame (21) ? ». Un autre envoyé, John Dulles, fut scandalisé par le fait que les femmes russes apparaissaient aux réceptions et aux bals « en grand décolleté » (22). Dans une certaine mesure, cela devait détourner l'attention de l'envoyé de questions plus importantes lors des réceptions, même si, à l'époque, les diplomates américains en Russie n'étaient pas surchargés de telles questions.

Il faut dire aussi que la démocratie américaine n'était pas sans attrait pour les cercles progressistes de la société russe. Par exemple, les Décembristes calquaient dans une certaine mesure leurs projets de reconstruction de la Russie sur l'exemple américain. Comme le note un historien, « [s]ous le régime policier du tsarisme, les libertés démocratiques bourgeoises dont jouissaient les États-Unis pouvaient en fait apparaître comme une sorte d'idéal et c'est pourquoi il n'est pas étonnant que les Décembristes se soient référés en règle générale à l'expérience américaine pour élaborer leurs projets. Cela ne signifie cependant pas qu'ils fermaient les yeux sur les aspects négatifs de la vie américaine. En règle générale, les Décembristes critiquaient sévèrement l'esclavage, l'extermination des Indiens et bien d'autres aspects sombres de la réalité bourgeoise qu'ils voyaient dans la république d'outre-Atlantique » (23).

La société russe était particulièrement critique à l'égard de l'institution de l'esclavagisme et du racisme. Cela explique en grande partie l'énorme popularité en Russie du livre de Harriet Beecher Stowe, *La Case de l'oncle Tom*, que le magazine *Sovremennik* (Le Contemporain) distribua à tous ses abonnés comme supplément gratuit en 1858. Le démocrate révolutionnaire russe N. G. Chemyshevsky loua avec enthousiasme le sacrifice que John Brown fit de sa vie pour la cause de l'émancipation. Chemyshevsky salua la victoire des Républicains aux élections de 1860. « Le jour, écrit-il, où la victoire a souri au parti dont le candidat était Lincoln a été un grand jour, le début d'une nouvelle ère dans l'histoire des États-Unis, un jour qui a marqué un tournant dans l'évolution politique du grand peuple nord-américain » (24).

La Russie et la guerre civile américaine

La période de la guerre de Sécession peut être considérée comme la troisième phase de l'histoire des relations russo-américaines. Au cours de ces années, il fut démontré une fois de plus que les intérêts étatiques et nationaux des classes dirigeantes l'emportaient sur des facteurs moins essentiels, même sur des facteurs tels que la structure politique de la société et les sympathies et les antipathies de classe et de groupe d'une nation à l'égard des couches, classes et mouvements sociaux de l'autre. Il est clair que la politique de l'équilibre des forces qui avait prévalu dans les années 1775-1815 et 1853-56 revint au premier plan.

On aurait pu penser que le gouvernement russe, qui représentait les propriétaires de serfs, aurait sympathisé avec les esclavagistes américains, d'autant plus que le problème de l'esclavage avait commencé à être traité d'une manière révolutionnaire. Néanmoins, Saint-Pétersbourg se prononça sans hésitation pour le maintien de l'intégrité de la nation américaine, c'est-à-dire en faveur du Nord républicain et révolutionnaire. Le gouvernement russe déclina la proposition de la Grande-Bretagne et de la France d'intervenir conjointement dans les affaires américaines. L'hostilité du tsarisme à la démocratie n'empêcha pas l'envoyé russe, le baron Stoeckl, de faire preuve de modération dans son évaluation des événements dont était le théâtre les États-Unis. Dans une dépêche adressée au tsar, il écrit : « La désorganisation des États-Unis en tant que nation est un événement déplorable de notre point de vue. La fédération américaine avait été un contrepoids à la puissance britannique et, à cet égard, sa pérennité constitue un élément de l'équilibre mondial (25). »

Dans sa politique à l'égard du conflit interne américain, le gouvernement tsariste suivit le concept d'équilibre des forces non seulement dans son interprétation traditionnelle, mais aussi en raison d'une circonstance spécifique importante. En 1863, un soulèvement, qui était imminent depuis longtemps, eut lieu contre l'occupant russe en Pologne. La Grande-Bretagne et la France, dans le droit fil de leur politique anti-russe de la période de la guerre de Crimée, décidèrent rapidement d'intervenir au nom de la « justice ». Elles furent rejointes par l'Autriche, l'un des trois principaux oppresseurs de la liberté polonaise. Mais le gouvernement américain ne critiqua pas la Russie. Le président Abraham Lincoln et le secrétaire d'État William Seward déclinèrent les propositions de Napoléon III, le « défenseur » de la Pologne, en raison de l'amitié traditionnelle entre la Russie et l'Amérique. « Malgré Kosciuszko et Pulaski, les États-Unis furent contraints de devenir anti-polonais ; malgré Lafayette, anti-français. En fait, pendant un temps, ils durent même favoriser la Russie officielle contre le polonisme révolutionnaire d'Alexandre Herzen et de certains autres amis russes de l'Amérique républicaine » (26).

Les intérêts nationaux de la bourgeoisie révolutionnaire des États-Unis obligèrent les États-Unis à fermer les yeux sur la répression de la rébellion polonaise par le régime tsariste, à prendre une position favorable à la Russie et à s'opposer à la Grande-Bretagne et à la France. Les intérêts nationaux des propriétaires bourgeois russes les amenèrent à soutenir de facto la seconde Révolution américaine – qui scella le sort du Sud – en raison du conflit de la Russie avec la Grande-Bretagne et la France. La politique

des cercles dirigeants russes n'avait rien en commun avec la politique de Chemyshevsky et d'autres démocrates révolutionnaires qui contribuaient aux revues *Sovremennik* et *Rousskoïe slovo*. Le ralliement de ces derniers au Nord révolutionnaire découla des liens de ces journaux avec l'intelligentsia démocratique révolutionnaire et paysanne.

Un jour de fin septembre 1863, la frégate russe *Osliaha*, commandée par le capitaine Bourtakoff, entra dans le port de New York. Les autorités de la ville lui réservèrent l'accueil cordial qui était habituellement réservé à un navire de guerre d'une nation amie en visite. Leur mission était à la fois diplomatique et stratégique. Peu après, une escadrille de six navires de la marine impériale russe, faisant partie de la flotte russe du Pacifique, gagna de Vladivostok la côte ouest des États-Unis, afin d'aider à défendre les eaux de cette région contre une éventuelle attaque du Royaume-Uni ou de la France. Par ce geste, le ministère russe de la Marine accomplit une brillante opération militaire et politique. Il n'exclut pas une nouvelle guerre avec la Grande-Bretagne et la France et, en prévision, décida de faire sortir les plus gros bâtiments de sa flotte en haute mer. Comme en témoignent les instructions émises par le chef du ministère, H. Krabbe, les commandants des escadres se virent confier la tâche de mener des actions offensives contre l'ennemi potentiel (27).

L'action du gouvernement russe était logique du point de vue défensif aussi. Il ne voulait pas que sa flotte se retrouve bloquée dans les ports russes, comme cela s'était produit lors de la guerre de Crimée. Le public américain ne sut rien du contenu des instructions secrètes données aux amiraux russes qui avaient jeté l'ancre sur les côtes de New York et de San Francisco. Les Russes furent accueillis avec enthousiasme dans les plus hautes sphères du gouvernement. Stoeckl, l'envoyé russe, informant A.M. Gorchakov, le ministre des Affaires étrangères, de l'accueil cordial qu'avaient reçu les marins russes, fit remarquer qu'un tel accueil n'avait pas été réservé aux navires britanniques et français : « Ce n'est pas sans une certaine envie que les Anglais et les Français ont observé l'attention dont nos marins ont été l'objet et ils ont même exprimé un certain mécontentement à ce sujet » (28). Dans la mesure où l'envoi de ces escadrons était considéré comme une mesure préventive contre une intervention anglo-française, la signification politique de cette visite servit dans l'ensemble cet objectif (29). Le président Andrew Johnson, dans son message au Congrès le 4 décembre 1865, attesta de « la fraternité constante entre les États-Unis et l'empereur de Russie » (30).

Un refroidissement

La quatrième phase des relations russo-américaines (1865-98) commença sous les meilleurs auspices, mais se termina par un divorce qui avait ses racines dans l'impérialisme. Dans le dernier tiers du XIXe siècle, les relations russo-américaines se développèrent. Au début de cette période, la Russie se « retira

» d'Amérique, ayant vendu l'Alaska aux États-Unis pour une somme dérisoire (7 200 000 dollars). L'historiographie soviétique a réfuté la légende américaine selon laquelle le gouvernement tsariste aurait cherché à se débarrasser à tout prix de ce territoire « superflu » en contrepartie de son soutien au Nord pendant la guerre civile (31). Bien que la valeur de l'acquisition ait été considérée aux États-Unis à cette époque comme peu importante, le gouvernement tsariste avait des raisons impérieuses de procéder à la vente. Cette vente fut due à l'affaiblissement de la Russie dans le Pacifique Nord et à l'expansion des États-Unis dans le Pacifique. La perte de l'Alaska attrista le public russe. Le ministre des affaires étrangères Gorchakov, longtemps opposé à cette vente, ne s'en consola que parce qu'il considérait qu'elle portait préjudice aux intérêts britanniques.

Peu à peu, le moment approchait où l'interaction directe entre la Russie et l'Amérique devint un facteur important dans l'élaboration de la politique réciproque des deux États et, dans la mesure où il en était ainsi, la question de savoir comment cela affecterait les relations de chacun d'eux avec les autres puissances devint moins importante. La preuve de l'intensification des relations directes entre la Russie et l'Amérique se trouve dans le fait que, alors que trois accords officiels avaient été conclus avant la guerre civile, huit le furent entre 1867 et 1900 (32).

Nous nous attarderons plus particulièrement sur la Convention sur l'extradition des criminels. Elle fut signée en 1887, mais ne fut ratifiée par les États-Unis qu'en 1893. Même si la convention ne s'appliquait pas aux personnes accusées de crimes politiques, c'est précisément cette question qui constitua la pierre d'achoppement à sa ratification. C'était l'apogée du terrorisme individuel des narodniki (populistes) en Russie et des activités anarchistes dans le monde entier et la convention prévoyait l'extradition des criminels qui avaient commis ou projetaient de commettre des actes terroristes contre des chefs d'État. Aux États-Unis, une campagne fut organisée contre la ratification, dont le militant le plus en vue était George Kennan, éditeur du journal *Svobodnaya Rossiya* (La Liberté russe). À cette époque, il était connu aux États-Unis comme l'auteur de livres et d'articles sur les prisons russes. Critiquer l'état des prisons ne coûte pas cher. Mark Twain eut tout à fait raison de s'exclamer, lors d'une des conférences de George Kennan sur la condition des prisonniers politiques dans les mines de Sibérie : « Si un tel gouvernement ne peut être renversé autrement que par de la dynamite, alors, Dieu merci, il y a de la dynamite ! (33) »

Mais Mark Twain et Walt Whitman et tous les ennemis du tsarisme n'étaient pas les seuls à écouter George Kennan. Ses recherches attirèrent l'attention des partisans de l'expansionnisme américain et eurent des répercussions politiques importantes. Le talent de journaliste de Kennan et ses entreprises audacieuses en Sibérie servirent les intérêts non pas de la « liberté russe », mais de l'Union occidentale, dont il était un agent et des forces expansionnistes qui avaient conçu le projet inouï de construire des lignes télégraphiques et des chemins de fer à travers les étendues inhabitées de la Sibérie. M. Laserson appela Kennan « le premier champion américain de la liberté russe » (34). Il fut effectivement le premier

à se consacrer à cette cause. Il fit de nombreuses émules, dont les « champions » des années 1918-20 et les partisans actuels des « dissidents ».

À partir des années 1880, un autre sujet essentiel s'introduisit dans les relations russo-américaines : l'immigration d'un grand nombre de Russes vers les États-Unis. Celle-ci était étroitement liée au développement du capitalisme. La direction de l'immigration fut déterminée par les caractéristiques spécifiques du développement capitaliste dans les deux pays : suite à la destruction de l'ordre féodal en Russie, la main-d'œuvre russe superflue fut transférée en Amérique, le seul pays où elle pouvait être économiquement utile. Entre 1870 et 1889, environ 250 000 personnes quittèrent la Russie pour s'installer aux États-Unis ; elles furent 450 000 durant la décennie suivante. Entre 1861 et 1900, elles représentèrent plus de 16 % du nombre total des immigrants (35). La population russe revêtit une certaine importance dans la formation de la nation américaine, en particulier la classe ouvrière et l'intelligentsia artistique. Le sort des immigrants russes était peu enviable ; il a été décrit avec une impitoyable crudité par V. G. Korolenko, à son retour des États-Unis, dans *Bez yazyka*, publié en 1895. Les Russes n'en continuèrent pas moins à affluer en masse aux États-Unis. « emportant avec eux leur chagrin, leurs espoirs et leurs attentes » (36). Ils furent très peu à prendre le chemin du retour.

À la fin du XIXe siècle, la Russie était systématiquement associée au despotisme en Amérique. Foster Dulles écrit, au sujet du refroidissement des relations entre la Russie et les États-Unis : « Cette évolution a son origine dans le conflit idéologique entre l'autocratie et la démocratie (37). » Les auteurs qui firent des affirmations similaires ne prirent pas le temps de réfléchir à la raison pour laquelle l'Amérique du Démocrate Jackson avait été émerveillée par la Russie de Nicolas Ier et l'Amérique du Républicain Lincoln avait considéré la Russie d'Alexandre II comme le plus amical des États, alors que Grover Cleveland, Benjamin Harrison et William McKinley, ces conservateurs réactionnaires, ces suppôts des monopoles, regardèrent les choses en face et constatèrent avec indignation que la Russie n'était pas assez démocratique.

Une telle inattention est d'autant plus curieuse que, après la Guerre civile et la Reconstruction, la démocratie russe ne considérait plus les États-Unis comme un modèle de liberté politique. Après avoir analysé tous les articles sur l'Amérique dans les deux périodiques russes les plus progressistes de l'époque, *Delo et Slovo*, I. K. Mal'kova est arrivée à la conclusion que, à partir du milieu des années 1870, les articles qui portaient sur l'Amérique étaient devenus résolument critiques à son égard (38). Comme précédemment, les journaux mentionnaient les libertés politiques qui existaient aux États-Unis et n'existaient pas en Russie. Ils attiraient l'attention non seulement sur la prédominance traditionnelle du racisme aux États-Unis, mais aussi sur quelque chose de nouveau sur la scène américaine – la domination des entreprises et la tyrannie qu'elles exerçaient sur le pays. Un article publié dans le premier numéro de *Slovo* en 1881 soulignait que « les fonctions économiques et politiques aux États-Unis ont été usurpées par des sociétés semblables à des pieuvres ».

Nous abordons ici les véritables raisons de la détérioration des relations russo-américaines à la fin du XIXe siècle. C'était la période où le processus de transformation du capitalisme de libre entreprise en capitalisme monopolistique progressait à un rythme effréné. L'expansion a toujours été une caractéristique du capitalisme, mais la formation de puissants monopoles donna une impulsion gigantesque à l'idéologie et à la politique impérialistes en même temps qu'elle leur permit de réaliser leurs ambitions. L'impérialisme prit une place tellement importante dans la société bourgeoise vers la fin du XIXe siècle que, à cette époque, le terme était celui qui se rencontrait le plus fréquemment dans les ouvrages universitaires et politiques.

L'explication théorique la plus profonde de l'impérialisme apparaît dans l'ouvrage de Lénine, *Imperialism, kak vysshaya stadiya kapitalizma* (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme), paru en 1916. Lénine s'y écarte de l'interprétation traditionnelle et superficielle qui fait de l'impérialisme une simple expansion, en soulignant qu'il ne s'agit là que d'une de ses manifestations. L'impérialisme est un capitalisme monopolistique, qui s'est développé dans les pays bourgeois hautement développés vers la fin du XIXe siècle. La caractéristique la plus importante de l'impérialisme est la concentration de la production et du capital dans des monopoles qui servent de fondement à la vie économique et politique. Lénine insiste sur le fait que l'une des principales caractéristiques de l'impérialisme est la fusion du capital bancaire avec le capital industriel et l'apparition conséquente du capital financier. Il identifie également trois autres traits de l'impérialisme qui sont directement liés à l'expansion : l'exportation de capitaux, contrairement à l'exportation de marchandises, prend une importance considérable ; des monopoles internationaux se forment et se partagent les marchés mondiaux ; la division territoriale du monde entre une poignée des plus grandes puissances impérialistes prend fin, ce qui implique un nouveau partage du monde.

Lénine appelle l'impérialisme américain impérialisme financier et souligne sa puissance économique. Il qualifie l'impérialisme russe, ainsi que l'impérialisme japonais, d'impérialisme militaro-féodal et souligne que l'insuffisance de la puissance économique de la Russie et du Japon est compensée par leur monopole de la puissance militaire, aussi affaiblie qu'elle soit par leur retard économique.

Dans les années 1890, les États-Unis devinrent le premier producteur industriel du monde. Les monopoles américains se fixèrent de grandes tâches de nature expansionniste. Une idéologie impérialiste se développa aux États-Unis dans de larges segments de la bourgeoisie et même dans les classes ouvrières (39). Avant même Théodore Roosevelt, le capitaine A. T. Mahan devint le héros des expansionnistes impérialistes. Dès la fondation en 1895 de la National Association of Manufacturers (Association nationale des fabricants), la question de l'accroissement de sa pénétration sur les marchés étrangers occupa une place centrale dans son programme (40).

L'ouverture des ports japonais à ses produits et l'acquisition de l'Alaska facilita la pénétration américaine en Extrême-Orient. L'expansion américaine dans cette direction eut une incidence sur la Russie à trois égards : d'abord, les intérêts des deux pays se heurtèrent en Chine ; deuxièmement, les Américains s'efforcèrent d'obtenir du gouvernement tsariste l'approbation de vastes projets de construction de chemins de fer en Sibérie, projets aventureux et même manifestement irréalisables ; troisièmement, le capital américain commença à pénétrer les différentes branches de l'économie russe avec le consentement des autorités nationales américaines. Le thème de la protection des monopoles américains en Russie trouva même sa place dans les messages annuels des présidents au Congrès. Par exemple, Grover Cleveland informa le Congrès le 3 décembre 1894 qu'il s'efforçait d'obtenir du gouvernement russe « l'égalité de traitement pour nos grandes compagnies d'assurance vie, dont les opérations ont été étendues dans toute l'Europe » (41).

Les deux pays étaient loin de jouir des mêmes opportunités d'expansion économique : les monopoles américains avaient manifestement l'avantage. Mais l'expansion russe trouvait un terrain plutôt favorable en Extrême-Orient. Elle reposait sur une plus grande force militaire et se déroulait à proximité des frontières de la Russie avec la Chine, établies par des traités bilatéraux équitables bien avant l'apparition de plans impérialistes. En 1891, le début de la construction du grand chemin de fer sibérien suscita une grande inquiétude dans les cercles expansionnistes américains.

Ainsi, les relations russo-américaines ne se refroidirent pas parce que les monopolistes américains, les « barons voleurs », n'étaient pas entièrement satisfaits par ce qu'ils apprenaient sur l'état des prisons russes dans les conférences et les livres de George Kennan ; ou parce que le tsar, qui comptait parmi ses sujets des millions de non-Russes de diverses couleurs, n'était pas en mesure de comprendre pleinement pourquoi les noirs étaient lynchés aux États-Unis. Comme l'affirme avec justesse William A. Williams, « des pressions bien plus importantes étaient exercées pour diviser Washington et Saint-Pétersbourg. Les forces de l'expansion économique américaine et russe entraient en conflit dans la région située juste au sud du fleuve Amour » (42). Même Foster Dulles, après avoir expliqué que le conflit était un affrontement entre la démocratie et le despotisme, remarqua en passant : « Plus important que cette vague de ressentiment populaire envers la politique intérieure du tsar, un conflit direct en matière de politique étrangère opposa pour la première fois la Russie et l'Amérique. Il avait pour théâtre l'Extrême-Orient (43). » Pauline Tompkins l'a fait ressortir de manière particulièrement convaincante, en soulignant que l'exacerbation des conflits russo-américains en Extrême-Orient coïncida avec « l'affaiblissement progressif de l'antagonisme anglo-américain » (44).

Des réserves doivent cependant être émises à l'idée que les relations entre la Russie et les États-Unis se détériorèrent dans une certaine mesure dans le dernier tiers du XIXe siècle. En premier lieu, cette

détérioration relative ne fut que la conséquence de l'accentuation des contradictions impérialistes. Deuxièmement, le placement de capitaux américains en Russie était encore peu important et le conflit qui opposait les deux pays en Extrême-Orient ne conduisit en aucun cas à une rupture entre eux. Troisièmement, le rôle de la Russie dans la politique américaine et le rôle de l'Amérique dans la politique russe étaient insignifiants, leur importance étant largement dépassée par celle des relations de chacun d'eux avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, le Japon et de nombreux autres États. Pour ces raisons, il ne faut pas exagérer le degré et l'importance des conflits russo-américains au début du XXe siècle, ni les dramatiser artificiellement, comme l'ont fait de nombreux historiens américains pendant la guerre froide.

De la guerre hispano-américaine à la Révolution de février

La cinquième période de l'histoire des relations russo-américaines va de 1898 à février 1917. Elle s'ouvrit par la guerre impérialiste hispano-américaine, dans laquelle Lénine voyait la première guerre dont l'enjeu était un « nouveau » partage du monde. Elle constitua un tournant de la politique étrangère des États-Unis et eut un certain impact sur les relations russo-américaines. Non seulement cette guerre permit aux États-Unis de faire une importante acquisition coloniale, mais elle stimula fortement l'idéologie et la politique impérialistes américaines, car elle montra la puissance économique de l'Amérique et ce qu'elle avait à perdre, si elle tardait à employer toute sa force et faisait des concessions à ses rivaux, qui avaient depuis longtemps renoncé à faire des annexions directes. L'Extrême-Orient se rapprocha instantanément des côtes des États-Unis. une situation qui eut un effet immédiat sur la formulation des doctrines impérialistes de politique étrangère. Renonçant au principe de l'établissement de sphères d'influence en Chine par un encerclement militaire (pour deux raisons : le capital américain se serait senti à l'étroit dans toute sphère plus petite que le territoire de toute la Chine et aurait en même temps eu du mal à défendre les limites de cette sphère puisque la force militaire du Japon, de la Russie, de l'Angleterre et de l'Allemagne était plus grande que la force militaire américaine), le gouvernement des États-Unis promut la politique de la porte ouverte et l'égalité des chances en Chine. Sa mise en œuvre ne fut possible qu'à la suite des premiers succès que remporta l'impérialisme dans la guerre hispano-américaine.

La tendance anti-russe de la doctrine coloniale des États-Unis était évidente, bien qu'elle s'adressât dans une mesure non moins grande au Japon et l'Allemagne et dans une certaine mesure à l'Angleterre. Au moment où le Secrétaire d'État John Hay proclama la politique de la porte ouverte (1899-1900), le gouvernement russe avait déjà noté avec attention l'intensification des activités des Américains en Extrême-Orient, qui représentait un danger pour la Russie. Au début de 1898, Nicolas II nomma le comte Cassini, « expert reconnu de l'Orient », ambassadeur aux États-Unis. Dans ses instructions à l'ambassadeur, approuvées de la main même de l'empereur, le ministre des affaires étrangères Murav'ev écrit : « Grâce à votre expérience en Chine, vous connaissez bien la cupidité qui guide les

Américains dans leurs entreprises commerciales sur toute la côte ouest du Pacifique. Il ne fait aucun doute que, étant bien informé de la nature de ces relations, vous ferez une distinction stricte entre les entreprises qui sont souhaitables pour nous et celles qui sont directement nuisibles à notre sphère d'influence (45). »

Dans sa première dépêche à Murav'ev le 22 juin 1898, Cassini rapporte : « Il n'y a pas longtemps, il s'est produit un changement complet dans les idées et les principes politiques de ce pays. Mécontente du passé, qui l'avait rendue riche, heureuse et respectée, elle veut embrasser un avenir qui peut très bien lui réserver de nombreuses déceptions et de graves difficultés. Je n'ai aucune confiance dans l'alliance anglo-américaine. La mentalité du Yankee est trop pratique, trop calculatrice pour aller aussi loin. Mais il ne fait aucun doute qu'un rapprochement a eu lieu entre les deux nations depuis le début de la guerre qui est en cours et cela suffit à nous rendre inquiets (46). »

Considérant que c'était là son premier message, l'ambassadeur russe fit preuve d'un grand discernement, mais il sous-estima tout de même le potentiel de l'alliance anglo-américaine qui s'était formée à la veille de la guerre russo-japonaise. À aucun autre moment de cette cinquième période de leurs relations, si ce n'est en 1917, la Russie et les États-Unis ne furent autant en froid l'un avec l'autre. Les États-Unis adoptèrent une position pro-japonaise dans le conflit russo-japonais : de l'époque qui précéda immédiatement l'éclatement de la guerre jusqu'à la conclusion du traité de Portsmouth en 1905, le gouvernement américain fit jouer à plein les principes de l'équilibre des forces en soutenant le Japon contre la Russie. À l'époque de la guerre russo-japonaise, une vague de russophobie déferla sur les États-Unis. George Kennan, le « champion de la liberté russe », qui exerçait une grande influence sur Théodore Roosevelt et d'autres hommes d'État, autorisa très gracieusement les Japonais à entrer dans le club des nations des peuples de race « supérieure », en concédant qu'ils étaient « à toutes fins utiles des Aryens » (47).

L'issue de la guerre russo-japonaise aplanit dans une certaine mesure les conflits entre la Russie et les États-Unis en Extrême-Orient, mais ne mit pas fin à leur rivalité impérialiste dans cette région. Le gouvernement tsariste, ayant plus ou moins trouvé un terrain d'entente avec son nouvel ennemi, les Japonais, prit des mesures pour restaurer l'équilibre entre la Russie et l'Amérique.

La tension politique dans les relations russo-américaines au début du XXe siècle s'explique en partie par la faiblesse des investissements américains en Russie (48). Avant la Première Guerre mondiale, les capitaux américains en Russie s'élevaient à 118 000 000 roubles, ce qui ne représentait que 5 % de tous les investissements étrangers dans ce pays. La plus grande part (111 000 000 roubles) de ces

investissements appartenait à deux sociétés : l'International Harvesting-Machine Company (une branche d'International Harvester) et Singer (une branche de la Singer Manufacturing Company) (49).

En bref, les relations économique-politiques entre les deux parties consistaient tout d'abord en ce que les Russes cherchaient à obtenir des prêts importants des Américains, tandis que les hommes d'affaires américains exigeaient des concessions substantielles à des conditions favorables, principalement dans le domaine de la construction de chemins de fer. Jusqu'à l'époque de la Première Guerre mondiale, aucune des deux parties ne réussit à atteindre son objectif. Le gouvernement tsariste fit des avances à la Maison Morgan, mais l'amiral des financiers américains ne desserra pas les cordons de sa bourse, car il considérait que la Russie ne remplissait pas encore les conditions voulues. La Maison Morgan et le partenariat entre le magnat des chemins de fer Harriman et le dirigeant de la société financière Kuhn-Loeb, Jacob Schiff avaient l'intention de faire main basse sur le chemin de fer sibérien, y compris sa branche mandchoue.

En 1907, le Conseil des ministres russes rejeta la proposition de donner aux Américains la concession du chemin de fer (50). Cela aida Jacob Schiff et les autres chefs de file de l'expansionnisme américain à prendre davantage conscience de l'insuffisance du développement de la démocratie en Russie et à monter une nouvelle campagne anti-russe au nom de la démocratie. Cette fois, l'objet de l'attaque s'avéra être l'accord commercial de 1832, qui avait conduit à un développement particulièrement dynamique des liens commerciaux entre la Russie et les États-Unis au tout début du XXe siècle. L'importation annuelle moyenne de marchandises américaines en Russie en 1901-3 avait atteint un volume de 46 000 000 roubles. Les exportations russes vers les États-Unis, qui s'élevaient à 4 600 000 roubles, étaient beaucoup plus modestes (51). Les États-Unis se taillèrent la part du lion dans les importations vers la Russie : en 1910, ils occupaient la quatrième place et, l'année suivante, la troisième (52). Au cours de ces années, les deux pays continuèrent à développer leurs relations conventionnelles. En 1904, un accord fut conclu en vertu duquel les droits des sociétés d'un pays étaient reconnus par les tribunaux de l'autre pays. Cela permit de consolider les acquis des Américains en Russie ; quant aux entreprises russes, très rares étaient celles qui s'étaient implantées aux États-Unis. En 1911, les deux pays signèrent un accord concernant la protection des phoques dans la région de la mer de Béring, ce qui porta à treize le nombre de traités russo-américains.

Comment expliquer dès lors la campagne de dénonciation du traité de 1832 qui fut montée aux États-Unis et qui aboutit à sa liquidation à la fin de 1911 ? Si l'on s'en tient aux slogans de propagande de l'époque, la dénonciation doit être considérée comme une action dictée par la dévotion des cercles dirigeants des États-Unis aux principes humanitaristes. Les principaux arguments des partisans de l'abrogation du traité de 1832 étaient le despotisme tsariste en général et la discrimination à l'égard des immigrants juifs qui étaient revenus dans l'empire pour des affaires commerciales en particulier.

Jacob Schiff, le journal de Kennan Svobodnaya Rossiya, financé par lui et tous les groupes qui prirent part à la campagne de dénonciation affirmèrent que le gouvernement tsariste interdisait à un grand nombre de Juifs américains d'entrer en Russie. En 1911, le secrétaire d'État Philander Knox réfuta ces affirmations, en indiquant que, au cours des cinq dernières années, le département d'État n'avait établi que quatre cas de refus d'octroi de visa pour des raisons religieuses à des citoyens américains demandant à être admis en Russie (53). Le gouvernement tsariste mettait effectivement des obstacles à l'entrée en Russie de ceux de ses anciens sujets qui avaient quitté le pays illégalement, sans avoir accompli leurs obligations militaires (54). Dans la mesure où certains d'entre eux avaient prospéré aux États-Unis au point de devenir membre de l'élite financière et commerciale ou d'en être proches, ces refus d'octroi de visa devinrent l'objet de toutes les attentions du gouvernement américain. Lorsque Sergei Witte arriva aux États-Unis avec la mission peu enviable de conclure la paix avec le Japon après que la Russie eut perdu la guerre, Théodore Roosevelt, à la demande des « champions », suggéra que le gouvernement tsariste « examine la question de l'octroi de passeports aux citoyens américains de bonne réputation et de confession juive » (55).

Au début du XXe siècle, la communauté juive des États-Unis représentait déjà une force impressionnante, car elle était devenue l'un des centres les plus importants du sionisme mondial. Suivant la logique selon laquelle tout ce qui est bon pour la juiverie doit aussi l'être pour le pays où elle est établie, les sionistes, dans le but de renforcer leurs positions aux États-Unis et en Europe, montèrent une campagne contre le commerce russo-américain. Elle présentait l'apparence d'une lutte contre le despotisme tsariste, à laquelle il était facile de faire adhérer de larges couches de la population. Dans la mesure où la communauté juive était influente en elle-même et compte tenu du fait que les intérêts de ses dirigeants coïncidaient avec la politique des expansionnistes américains, qui s'étaient heurtés à l'opposition russe, les classes dirigeantes des États-Unis y virent une puissante combinaison de forces avec laquelle il était nécessaire et avantageux de compter. À sa manière, Thomas Bailey eut raison de noter que, dans la campagne de dénonciation de l'accord de 1832, « Les nôtres sont partis en croisade pour des principes américains et non juifs » (56), ce qu'il faut lire entre les lignes comme suit : il était avantageux pour les expansionnistes d'enrôler la communauté juive dans la lutte impérialiste contre la Russie. L'historien soviétique M. Pavlovich a tout à fait raison d'expliquer que « la question de l'octroi de passeports aux 'honorables citoyens américains' de confession juive ne pouvait être en soi qu'un des éléments qui ont conduit à la détérioration des relations russo-américaines, mais certainement pas la raison fondamentale du conflit et de la rupture de l'accord commercial russo-américain de 1832 » (57).

Il est impossible de prendre au sérieux les assurances des participants de cette campagne et d'historiens américains selon lesquels l'accord de 1832 fut torpillé au nom de l'humanisme et des libertés humaines, qui étaient censés être une composante de « l'esprit évangélique » (58) de l'Ère du Progrès. Les États-Unis ouvraient un large champ d'action à l'esprit évangélique. Pour combattre pour l'humanisme, il

n'était même pas nécessaire d'aller en Alabama et au Mississippi, on pouvait rester à Washington et à New York. Il suffisait de favoriser la lutte impérialiste par des slogans humanistes ; les sionistes y prirent une part active et en retirèrent un grand profit, contribuant ainsi activement à la détérioration des relations russo-américaines.

Il fut particulièrement facile pour Jacob Schiff de mener la campagne de dénonciation du traité, car il n'était pas seulement un dirigeant sioniste, mais aussi un expansionniste qui essayait sans succès d'obtenir des concessions en Russie et un ardent partisan de la politique pro-allemande, ce qui avait une importance non négligeable à la veille de la guerre mondiale. Des personnalités politiques américaines qui n'avaient pas de lien avec les intérêts de la communauté juive prirent part à cette campagne en partie parce que c'était pour eux un moyen de combattre l'influence russe en Extrême-Orient. La campagne mobilisa également les efforts de ceux pour qui, à l'approche des élections, elle avait une valeur en matière de politique intérieure, même si, sur le plan international, la dénonciation de l'accord et la détérioration des relations avec la Russie ne servaient nullement à renforcer la position des États-Unis. De plus, cette campagne aboutit évidemment à un renforcement de la position économique de l'Allemagne en Russie au détriment des États-Unis et à un affaiblissement de la position américaine en Extrême-Orient en raison de l'amélioration des relations entre la Russie et le Japon.

Les considérations de basse politique l'emportèrent, en grande partie à cause des dirigeants démocrates qui se présentèrent aux élections de 1912. La grande majorité du Congrès vota pour l'abrogation du traité. Le président Taft n'était pas un partisan de la confrontation brutale avec la Russie et ne voulait pas que la dénonciation de l'accord prît la forme d'une manifestation anti-russe que cherchaient à lui donner les « champions ». Le chef de l'exécutif craignait que cela ne nuise aux intérêts des États-Unis, ne renforce le rapprochement déjà apparent entre la Russie et le Japon et ne confère à ce rapprochement un caractère anti-américain. Il fut donc poliment communiqué à Saint-Pétersbourg en décembre 1911 que le gouvernement des États-Unis considérait que l'accord de 1832 ne serait plus en vigueur à partir du 1er janvier 1913. À la lumière de ces éléments, nous ne pouvons en aucun cas partager l'avis de Max Laserson selon lequel la dénonciation fut pour la Russie « une leçon de diplomatie en matière de droits de l'homme », un choc plus grand que toutes les défaites militaires qu'avait subies l'État russe (59).

L'abrogation de l'accord commercial de 1832 mit un frein à l'expansion du commerce russo-américain, mais pas pour longtemps. Au sein des cercles de la bourgeoisie monopoliste russe et de la haute fonction publique, un parti pro-américain influent se formait pour favoriser un rapprochement avec les États-Unis. Les frères Guchkov en prirent la direction. En 1912, Lénine qualifia même A. I. Goutchkov d'« Américain » (60). En 1913, ce groupe créa la Chambre de commerce russo-américaine, qui fut particulièrement dynamique pendant la guerre. Les industriels et les financiers américains surveillaient également de près le marché russe, car ils se rendaient compte que la détérioration des relations de la

Russie avec l'Allemagne et l'implication de l'Angleterre et de la France dans le conflit imminent en Europe leur ouvraient des perspectives alléchantes en Russie.

Au début du XXe siècle, les contacts entre la Russie et les États-Unis dans le domaine de la culture et de l'éducation se développèrent plus activement. Ces géants de la littérature américaine que sont Mark Twain et Jack London étaient bien connus en Russie. Les œuvres et l'activité d'Henry George, auxquelles Tolstoï s'intéressait beaucoup, firent une grande impression sur le public russe. Le public russe progressiste connaissait les œuvres des utopistes américains. Tolstoï et d'autres écrivains russes remarquables (Tchekhov et Maxime Gorki) étaient de mieux en mieux connus du lecteur américain. À partir de la fin du XIXe siècle, la musique de Tchaïkovski commença sa marche triomphale à travers le pays et Tchaïkovski fut une tournée aux États-Unis. Le fait que les historiens russes de renom M. M. Kovalevsky et P. N. Milyukov donnèrent des conférences aux États-Unis témoigne du développement de ces liens dans le domaine de l'éducation. Ces conférences furent organisées par l'université de Chicago (61), qui joua un rôle important dans l'organisation des études russes aux États-Unis.

La Russie sociale-démocratique révolutionnaire prêtait une attention particulière à la société américaine, non pas dans l'intention d'y trouver une inspiration idéologique, mais parce qu'elle accordait une grande valeur aux réalisations technologiques et économiques de ce pays et à la lutte traditionnelle de la classe ouvrière américaine pour ses droits. En 1906, Maxime Gorki visita les États-Unis dans le but de mobiliser le public américain démocratique en faveur de la première révolution russe. Il n'en ressortit pas grand-chose. Le grand écrivain prolétarien fut stupéfait par le manque de cœur et l'oppression spirituelle qu'il trouva en Amérique. « La lumière de la liberté intérieure, la liberté de l'esprit, ne brille pas dans les yeux des gens », écrivit-il au sujet des New-Yorkais. « Je n'ai jamais vu une ville aussi monstrueuse et jamais les gens ne m'ont semblé si insignifiants, si asservis » (62).

Néanmoins, il faut noter que la faction révolutionnaire des ouvriers américains salua la première révolution russe et essaya de la soutenir autant que possible. L'organisation Industrial Workers of the World, en réponse à l'appel du Bureau Socialiste International du 22 janvier 1906, organisa de grands rassemblements dans de nombreuses villes américaines pour exprimer son soutien aux travailleurs russes et collecter des fonds pour les aider. Dans un certain nombre de villes, ces réunions furent organisées conjointement avec les socialistes. Les dirigeants de l'IWW saluèrent la révolution russe comme « la plus grande lutte pour la liberté humaine de mémoire d'homme » (63). Lénine écrivit un certain nombre d'ouvrages sur les États-Unis. Il fut le premier à réfuter la théorie selon laquelle l'Amérique était exceptionnelle, démontrant dans son analyse du capitalisme prémonopolistique et monopolistique aux États-Unis que son développement avait suivi les lois générales mises en évidence par l'économie politique marxiste. Il écrivit également des articles sur le développement de l'agriculture aux États-Unis et sur le réformisme bourgeois américain pendant l'ère progressiste. Il exposa la nature

de classe du progressisme, en soulignant que le réformisme bourgeois est un moyen de lutte contre le socialisme.

La Première Guerre mondiale amena la Russie à s'ouvrir davantage aux capitaux américains. La destruction du capital allemand et l'affaiblissement des économies française et britannique forcèrent le régime tsariste, affaibli, à se tourner vers les États-Unis pour obtenir de l'aide. Le président Woodrow Wilson, l'un des participants les plus actifs de la campagne de dénonciation de l'accord commercial de 1832 avec le gouvernement tsariste despotique, considérait maintenant la conclusion d'un nouvel accord commercial qui assurerait la prédominance des intérêts américains dans l'Empire russe comme l'aspect le plus important des relations entre les deux pays. Wilson confia cette tâche prioritaire à David R. Francis, homme d'affaires du Missouri, lorsqu'il le nomma ambassadeur à Saint-Petersbourg en 1916 (64). Une fois arrivé en Russie, Francis se mit au travail avec enthousiasme pour accomplir une tâche pour laquelle son prédécesseur s'était avéré ne pas être de taille. Il informa Washington des possibilités illimitées qu'offrait la Russie aux capitaux américains. Cependant, il ne réussit pas non plus à conclure d'accord commercial.

Les importations américaines vers la Russie n'en augmentèrent pas moins à une vitesse étonnante : de 31 millions de dollars en 1914 à 555 millions en 1916 (65). Les commandes militaires occupaient la première place dans les échanges économiques entre les deux parties. John White, secrétaire à l'ambassade des États-Unis en 1915, se souviendra plus tard : « Des hommes d'affaires américains sont venus pendant tout le temps où j'y suis resté en poste et ont conclu de bons contrats de guerre » (66). Profitant des difficultés qui assaillaient le gouvernement tsariste, les monopoles américains imposèrent des conditions désavantageuses à leurs clients russes. Cependant, les nécessités de la guerre rapprochèrent de plus en plus la Russie de Nicolas II et l'Amérique de Wilson.

En 1916, la Chambre de commerce américano-russe fut créée aux États-Unis dans le but d'élargir l'expansion économique des États-Unis en Russie. Pour la première fois dans l'histoire des relations russo-américaines, les banquiers des États-Unis commencèrent à subventionner le gouvernement du tsar ; ils lui prêtèrent 150 000 000 dollars au cours de la guerre (67). C'est ainsi que la Maison Morgan s'implanta en toute confiance en Russie. Le tsarisme, qui pendant des décennies s'était opposé à la pénétration américaine dans l'économie russe, n'avait plus la force de se défendre contre la pénétration des capitaux yankees. Le régime tsariste était préparé à dilapider les ressources naturelles du pays et à satisfaire les exigences des expansionnistes américains, qui, peu de temps avant, étaient considérées comme les prétentions fantaisistes de riches provinciaux. C'était l'un des signes et des présages de l'effondrement prochain de l'autocratie russe.

Les États-Unis et le gouvernement provisoire en Russie

Le sixième et dernier chapitre de l'histoire pré-soviétique des relations russo-américaines s'avéra être le plus court. Il dura de février à octobre 1917. Mais, durant ce court intervalle, les relations furent très intenses (elles furent même frénétiques du côté américain). La littérature américaine donne une présentation unilatérale de la réaction prétendument enthousiaste des classes dirigeantes des États-Unis à la révolution de février en Russie. En réalité, la réaction fut contradictoire et, à mesure que le processus révolutionnaire s'approfondissait, elle devint de plus en plus hostile. D'un côté, le gouvernement et les expansionnistes virent s'ouvrir de grandes opportunités pour eux en Russie sous le gouvernement provisoire. La révolution de février fournit à Woodrow Wilson un atout politique pour sa déclaration de guerre contre l'Allemagne. Le slogan démocratique, qui servit à dissimuler les objectifs impérialistes des États-Unis dans la Première Guerre mondiale, selon lequel il fallait « rendre le monde sûr pour la démocratie », semblait plus respectable à la lumière du fait que l'Amérique était entrée dans la guerre en tant qu'alliée non pas du tsarisme, mais d'une nouvelle Russie, démocratique et bourgeoise. Les expansionnistes considéraient le cours des événements en Russie avec encore plus d'optimisme dans la mesure où le gouvernement provisoire s'était tourné d'abord et avant tout vers les États-Unis.

Cependant, des raisons très importantes refroidirent l'enthousiasme américain pour la Russie telle qu'elle apparaissait en 1917. Même avec tout le battage médiatique autour de l'alliance des « deux démocraties », les cercles dirigeants des États-Unis ne voyaient pas moins de deux inconvénients majeurs aux événements qui se produisaient en Russie. L'un d'entre eux (le danger que la Révolution amène la Russie à sortir de la guerre) était même discuté ouvertement. On parlait moins de l'autre (la menace que la Révolution faisait peser sur l'ensemble du monde bourgeois). Dans les mémoires de David Francis, publiées en 1921, la Révolution de février est qualifiée de « soulèvement remarquable » (68). Mais il ne faut pas oublier qu'elle n'avait mérité ce titre flatteur qu'après le « soulèvement désagréable » du 7 novembre 1917.

Dans ce contexte, les objectifs de la politique de Washington à l'égard de la Russie étaient les suivants : renforcer la position économique, idéologique et politique de la bourgeoisie américaine dans la Russie révolutionnaire-démocratique, utiliser pleinement le potentiel russe dans la guerre contre l'Allemagne et empêcher la Révolution de se transformer en une révolution socialiste.

Grâce aux efforts énergiques de l'ambassadeur Francis, les États-Unis furent le premier pays à reconnaître le gouvernement provisoire. Francis fit tout son possible pour faire l'annonce officielle de la reconnaissance le 22 mars, quatre heures avant que des déclarations similaires ne soient faites par les

Britanniques et les Français. Dans son télégramme au secrétaire d'État, Robert Lansing le 19 avril, l'ambassadeur indiqua que l'ambassade continuait à recevoir des lettres de gratitude pour la reconnaissance, qui arrivait à « un moment très critique » de l'existence du nouveau gouvernement (69). La bourgeoisie libérale, qui avait été portée au pouvoir par la Révolution de février, exprima la gratitude de la Russie. L'ambassade des États-Unis fit tout son possible pour encourager l'attitude pro-américaine des milieux bourgeois de Russie. À son initiative, un organe semi-officiel destiné à favoriser le rapprochement avec l'Amérique (le Comité russo-américain) fut créé (70).

Ce sont les États-Unis qui jouèrent le rôle le plus actif dans les relations russo-américaines en 1917, cette activité se manifestant même dans la sphère économique, principalement par le biais des canaux gouvernementaux officiels. En peu de temps, trois missions furent envoyées en Russie : la mission Root, la mission Stevens et la mission de la Croix-Rouge (71), qui avaient toutes un seul objectif : renforcer l'influence américaine et soutenir la contre-révolution dans toutes les directions. La plus importante de ces missions fut la mission Root (72), qui arriva à Vladivostok le 3 juin 1917. Ses membres avaient été choisis avec grand soin. Elle comprenait des fonctionnaires (Elihu Root), des hommes d'affaires (Samuel Bertron et Cyrus McCormick), des militaires (le chef d'état-major Hugh Scott et l'amiral James H. Glennon), l'expert de la Russie Charles R. Crane, l'ecclésiastique John R. Mott et, enfin, deux délégués des « travailleurs » : James Duncan, vice-président de l'AFL et le « socialiste » Charles E. Russell.

La mission fit clairement comprendre au gouvernement provisoire qu'elle recommanderait à Woodrow Wilson d'apporter une aide financière et autre à la Russie, mais seulement à la condition que la Russie retrouve sa stabilité, c'est-à-dire que le régime mène une contre-révolution et poursuive la guerre. Elihu Root et ses collègues échouèrent complètement dans leur tentative de rééducation de la Russie révolutionnaire dans l'esprit de l'Amérique bourgeoise. Les délégués « ouvriers » se comportèrent de façon honteuse. Le prestige de l'AFL parmi les ouvriers révolutionnaires était faible et les préceptes de Samuel Gompers ne firent aucune impression. Le 2 avril 1917, Gompers envoya encore un télégramme au soviét de Saint-Pétersbourg, que l'ambassadeur Francis remit à P. N. Milyukov pour qu'il l'utilise à sa guise. Dans ce télégramme, le président de l'AFL rappelait au prolétariat russe que la « liberté » est un « produit de l'évolution » et mettait en garde contre l'élargissement de la révolution. « Même dans la République des États-Unis d'Amérique, les idéaux les plus élevés de la liberté sont incomplets, mais nous avons la volonté et la possibilité de les parfaire » (73). Les ouvriers russes ne perçurent pas le vice-président de l'AFL, James Duncan, comme quelqu'un de leur propre classe. Il n'était de toute façon pas en position de force : il venait d'être exclu du parti socialiste des États-Unis et la presse révolutionnaire russe s'en était fait largement l'écho. En conséquence, la mission Root ne prit pas contact avec la Russie révolutionnaire. Par contre, les liens des États-Unis avec la contre-révolution furent renforcés, renforcés par la promesse de prêts.

Le 12 juin 1917, la mission Stevens arriva à Saint-Pétersbourg ; son objectif était de faire main basse sur les principales voies ferrées de Russie, de réorganiser la grande ligne de Sibérie et de mettre tous les moyens de transport russes au service de la guerre impérialiste et de la contre-Révolution. John F. Stevens fut nommé conseiller du ministère russe des Transports et joua dès lors un rôle important dans la lutte contre la Révolution.

La mission de la Croix-Rouge américaine, qui arriva à Petrograd le 7 août 1917, était également chargée d'importantes tâches politiques. R. S. Ganelin écrit dans son étude : « Il ne fait aucun doute que la campagne de propagande de la Croix-Rouge avait des objectifs non seulement militaires, mais aussi politiques. Dirigée contre le parti bolchevik, elle n'était nullement confinée aux questions de guerre et de paix (74). »

Les cercles dirigeants des États-Unis entreprirent d'allouer des prêts au gouvernement provisoire. Au total, 450 000 000 dollars lui furent alloués, mais, en réalité, il en reçut beaucoup moins (75). Il faut dire que les entreprises privées des États-Unis ne manifestèrent pas autant d'enthousiasme pour les investissements en Russie que l'avaient escompté la bourgeoisie russe et son gouvernement provisoire. Ce dernier envoya aux États-Unis une ambassade extraordinaire et très impressionnante, sous la conduite du professeur B. A. Bakhmet'ev, assistant du ministre du Commerce et de l'Industrie, l'ambassadeur du Tsar, Yu. Bakhmet'ev ayant refusé le 17 avril 1917 de reconnaître l'autorité établie par la Révolution de février (76). Bakhmet'ev expliqua à son gouvernement que les entreprises américaines avaient des réserves quant aux investissements en Russie en raison de l' » anarchie » qui régnait dans l'État russe (77). Il se proposa de gagner la confiance du monde des affaires américain et de se tourner plus hardiment vers Washington, pour renforcer les liens avec les détenteurs de capitaux américains. En août 1917, l'amiral A. V. Kolchak se rendit à Washington en tant qu'invité du gouvernement américain (78) et devint rapidement le principal espoir de Woodrow Wilson dans sa lutte pour la « démocratie russe ».

En juillet 1917, la contre-Révolution en Russie remporta une victoire temporaire. Il fut mis fin au pouvoir bicéphale constitué par le Soviet et le gouvernement provisoire issu de la Douma. À partir de ce moment, l'ingérence américaine dans les affaires russes augmenta fortement et même apparut au grand jour. L'ambassadeur Francis exigea que le gouvernement provisoire arrête Lénine, mais celui-ci fit preuve de ce qu'il considéra comme une « grande faiblesse » (79). En août 1917, une conférence nationale fut convoquée pour consolider toutes les forces de la contre-Révolution. Woodrow Wilson adressa un télégramme homilétique à ses participants, dans lequel il exprima « sa confiance dans le triomphe ultime des idéaux de démocratie et d'autonomie contre tous les ennemis intérieurs et extérieurs » (80).

Lorsque les choses se gâtèrent pour la contre-révolution, l'ambassade américaine se démena dans deux directions : elle exigea le rétablissement de la « discipline » dans l'armée et le transfert du pouvoir au général Lavr Kornilov. Francis informa Washington plus d'une fois qu'il avait exigé que Kerensky élève le niveau de la discipline dans l'armée. L'ambassadeur plaça toute sa confiance en Kornilov, qu'il louait comme un « bon soldat, un patriote », une personne instruite qui connaissait dix-sept langues (81). Mais les chefs de la mission de la Croix-Rouge, William Thompson et Raymond Robins, soutenaient l'autre « patriote », Kerensky (82).

L'échec de la faction Kornilov fut une déception pour Francis et les cercles dirigeants des États-Unis dans leur ensemble. La contre-révolution en Russie s'affaiblit rapidement. L'herbe lui ayant été coupée sous le pied, Francis proposa d'organiser une intervention armée, avant même la révolution d'Octobre. Le 6 novembre 1917, paniqué, il demanda à Robert Lansing : « Que diriez-vous d'envoyer deux ou plusieurs divisions de l'armée via Vladivostok ou la Suède pour lui [la Russie] venir en aide, si je pouvais obtenir le consentement du gouvernement russe ou même l'inciter à faire une telle demande (83) ? » Mais le jour suivant, la révolution socialiste eut lieu en Russie. Le capitalisme russe avait pris fin.

Les premières années du régime soviétique

La révolution socialiste d'Octobre eut lieu dans une période marquée par la crise générale du capitalisme, les révolutions socialistes et la crise et l'effondrement de la structure coloniale de l'impérialisme. Dès 1916, Lénine, dans un ouvrage sur l'impérialisme, avait montré que le capitalisme monopolistique prépare la révolution socialiste. Pendant la Première guerre mondiale, le capitalisme entra dans une crise générale qui devint le trait déterminant de l'histoire du monde bourgeois après la révolution d'Octobre. La crise générale du capitalisme n'est pas la crise cyclique de la surproduction, mais une crise de l'ensemble des fondements de la société fondée sur les principes de la propriété privée. Le facteur décisif de la crise générale du capitalisme fut que, dans le plus grand pays du monde, le système bourgeois fut détruit par le socialisme.

Le capitalisme ne fait pas place passivement et automatiquement à un nouveau système social. Ces derniers temps, l'ensemble de l'activité sociale de la bourgeoisie en tant que classe est orientée vers l'opposition au socialisme. Cette opposition prend un nombre infini de formes et obéit à d'innombrables méthodes. Les États capitalistes sont entrés dans l'histoire contemporaine en portant la bannière de l'intervention armée contre le premier État socialiste. Par la suite, des « expéditions » armées contre le socialisme ont été menées plus d'une fois dans toutes les parties du monde, à l'exception de l'Antarctique et de l'Australie. De plus, à chaque heure et à chaque minute, la bourgeoisie mène une campagne idéologico-politique contre le monde socialiste.

Il faut souligner que, dans la période la plus récente, tant objectivement que subjectivement, par les activités conscientes de la bourgeoisie et de ses institutions, le capitalisme s'efforce de s'adapter d'une manière ou d'une autre aux principes de la socialisation. Historiquement, la manière la plus efficace de réaliser le processus objectif d'abandon de la propriété privée est l'établissement du socialisme, ce qui est exactement le sens général et fondamental des révolutions sociales, sous toutes leurs formes. Mais le capitalisme, en utilisant toutes ses ressources et institutions sous la direction de l'État, à travers lequel s'expriment les intérêts collectifs du capitalisme, s'efforce de diriger le développement des principes de socialisation de manière non naturelle, anormale. Pendant une période relativement longue, le capitalisme a réussi à s'adapter au processus objectif de socialisation et à l'orienter vers des structures étatiques monopolistiques. En même temps, la bourgeoisie utilise les réalisations socialistes, en particulier dans des domaines tels que le contrôle de l'économie, la sécurité sociale et l'éducation.

Le plus important dans le développement du capitalisme monopoliste d'État a été l'adaptation de la bourgeoisie aux processus de socialisation. Il est prodigieusement contradictoire que la bourgeoisie se soit tournée vers la catégorie de la socialisation dans le but de préserver les fondations en décomposition de la propriété privée. L'adaptation des relations inhérentes à la propriété privée au processus objectif de la socialisation, tant en ce qui concerne la propriété elle-même qu'en ce qui concerne la solution des problèmes socio-économiques, est la principale explication de la viabilité relative du capitalisme au XXe siècle.

Mais l'application des méthodes du capitalisme monopoliste d'État pour préserver le système bourgeois a une autre facette. Bien que la classe dirigeante obtienne des succès temporaires dans des situations critiques spécifiques en s'engageant dans la voie bourgeoise-collectiviste pour sortir de la crise générale du capitalisme, elle sape en même temps inévitablement les fondements de la propriété privée. Le développement du capitalisme monopoliste d'État, qui reflète la décomposition des fondements de la propriété privée, crée des conditions préalables objectives pour l'établissement d'une méthode de production socialiste. C'est pour cette raison que Lénine a estimé que « le capitalisme monopoliste d'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme » (1).

Après avoir renversé le pouvoir de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers et converti les moyens de production en propriété publique, l'État socialiste soviétique a adopté un nouveau principe en matière de politique étrangère. Le problème fondamental de l'État soviétique en matière de politique étrangère a été d'assurer les conditions extérieures qui favoriseraient la consolidation de la victoire de la révolution socialiste et la réussite de la construction socialiste. En conséquence, la politique étrangère de la nouvelle nation a été indiscutablement révolutionnaire. Ce qui n'est pas à dire que, comme le soutiennent certains historiens, l'État soviétique considérait comme son principal objectif en matière de

politique étrangère de stimuler la « révolution mondiale » et d'« inciter » les travailleurs des pays capitalistes à des grèves, des mutineries et des insurrections. D'ailleurs, le parti bolchevik n'a jamais fait du mot d'ordre de « révolution mondiale » une politique pour saper les régimes d'autres pays ou même pour inciter à une croisade mondiale contre le capitalisme. Si, pendant les années d'intervention militaire, des mots d'ordre de ce genre ont été lancés contre les gouvernements des pays qui ont pris part à l'intervention, il s'agissait d'une forme légitime de réponse rendue nécessaire par la lutte contre des gouvernements qui, de leur propre initiative, sans aucune provocation de notre part, avaient déclenché une guerre pour détruire le système socialiste et s'emparer des territoires d'un peuple souverain. La conception communiste de la révolution elle-même part de la prémisse que la révolution socialiste est le résultat des contradictions internes du capitalisme et non pas quelque chose qui est introduit de l'extérieur.

L'État soviétique s'est toujours considéré comme le rempart du mouvement communiste international dans le sens où, par l'édification du socialisme, il promeut le processus historique mondial de transformation du capitalisme en socialisme par la révolution. Dès le premier jour de son existence, il a déclaré qu'il aiderait les peuples à lutter contre l'oppression coloniale et la discrimination raciale-nationale. En d'autres termes, l'État soviétique n'a jamais contribué à l'exportation de la révolution, sachant que la révolution, contrairement aux Bourbons, ne peut pas être amenée dans un carrosse de l'étranger. Mais en même temps, il a toujours été un facteur important dans le mouvement révolutionnaire international. Il est important de le souligner, car, aujourd'hui encore, certains historiens accusent l'URSS soit d'avoir incité à la « révolution mondiale », soit de s'être écartée de cette position et d'avoir faire preuve d'un nationalisme étroit. Les objectifs internationaux et nationaux de la politique étrangère de l'État socialiste ont toujours été en totale harmonie.

Dès ses premières années, le gouvernement soviétique a essayé de construire ses relations avec les pays capitalistes – et celles-ci ont été la préoccupation majeure de la politique étrangère de notre pays jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale – d'après des principes qui, un peu plus tard, ont été appelés les principes de coexistence pacifique entre des États au système social différent. Les fondements théoriques de ces principes, établis par Lénine, sont passés par trois étapes fondamentales : la période pré-révolutionnaire ; du 7 novembre 1917 à la fin de la guerre civile et à la période de l'intervention armée en 1920 ; et la période qui va de 1921 à 1922, principalement dans le cadre de la conférence de Gênes.

La notion de l'inévitabilité de la coexistence pacifique découle de la théorie de Lénine sur la possibilité que la révolution socialiste triomphe d'abord dans un seul pays. C'était une nouvelle position dans la théorie marxiste, formulée par Lénine pendant la Première Guerre mondiale. Même avant la victoire de la révolution, les bolcheviks avaient pris en compte l'inévitabilité d'élaborer des formes de coopération avec les nations capitalistes après le renversement du système ancien en Russie. Bien qu'aucun

arrangement politique concret n'ait été élaboré avant le 7 novembre 1917, les bolcheviks se sont prononcés contre la poursuite de la guerre impérialiste au cas où ils parviendraient à s'emparer du pouvoir et, ce faisant, à mettre en œuvre les principes de la coexistence pacifique.

En 1917-20, les principes de coexistence pacifique de Lénine se sont concrétisés non sans difficultés dans les activités politiques du gouvernement révolutionnaire. La plus grande de ces difficultés était que les nations capitalistes ne souhaitaient pas coexister avec la Russie soviétique, après avoir déclenché contre elle une guerre sur un large front : du kaiser à Woodrow Wilson. Le peuple soviétique a dû défendre son droit à la coexistence pacifique dans une lutte armée difficile qui lui a été imposée par l'impérialisme mondial.

Il y avait aussi des difficultés intérieures. Les forces révolutionnaires au pouvoir ont eu du mal à élaborer en une seule fois l'ensemble des méthodes de relations avec le monde capitaliste, qui les a accueillies avec hostilité. La situation a été encore compliquée par le fait que, dans les conditions extraordinaires de l'époque, des slogans comme ceux de « guerre révolutionnaire », « révolution mondiale », etc. et d'autres formules petites bourgeoises et aventurières étaient populaires parmi une faction importante du parti et des travailleurs. On ne peut que s'étonner de la rapidité et du succès avec lesquels la révolution s'est détachée de cet aventurisme trotsko-boukhariniste. Elle a choisi tout de suite, infailliblement, le chemin de la paix, résolvant tous les problèmes restants, acquérant de l'expérience en politique étrangère et inculquant la modération aux têtes brûlées.

Les activités de politique étrangère de l'État soviétique ont commencé avec le décret de paix adopté le 8 novembre 1917. Il reflétait avec une remarquable exactitude l'essence de la phase initiale de la politique étrangère révolutionnaire. Il s'adressait d'abord aux peuples du monde et surtout aux travailleurs des pays capitalistes. Il s'adressait aussi aux gouvernements bourgeois en leur proposant d'entamer des négociations de paix. Il était indiqué dans le décret que les Soviets étaient prêts à discuter des contre-propositions. Ce n'était rien d'autre que la manifestation d'une conformité objective à la loi de l'inévitabilité d'une coopération positive entre des États au système social différent.

Durant les premiers mois de son existence, le principal problème spécifique que le gouvernement soviétique a dû résoudre a été la question de la sortie de la guerre. Il faut dire qu'il est sorti de la guerre avec beaucoup de difficultés. Une paix séparée a été signée, mais ce n'était pas la faute de la Russie soviétique, qui a fait preuve de patience et de tact, en permettant aux membres de l'Entente (y compris les États-Unis) de participer aux négociations. Au cours du processus de conclusion de la paix de Brest-Litovsk une étape importante dans la formation des principes de la politique étrangère soviétique a été franchie. Lénine s'est prononcé catégoriquement contre une interprétation mécanique des relations

entre les aspects nationaux et internationaux de la révolution. Lorsque de profonds désaccords sont apparus entre les dirigeants du parti sur la conclusion de la paix de Brest-Litovsk en janvier 1918, il a démontré que ç'aurait été une erreur impardonnable de formuler la ligne de conduite à adopter en comptant sur un soulèvement révolutionnaire immédiat en Europe. Un vrai révolutionnaire, disait Lénine, est celui qui renforce le pouvoir révolutionnaire qu'il a conquis dans un pays et favorise ainsi le progrès du socialisme dans le monde entier, au lieu de se faire des illusions sur une « révolution européenne » ou de céder au désespoir lorsqu'il voit qu'elle ne progresse pas.

Dans la mesure où la révolution prolétarienne n'avait pas eu lieu dans d'autres pays, le pouvoir soviétique en Russie, selon Lénine, devait entrer en contact avec les gouvernements bourgeois, en s'efforçant d'obtenir la paix et de créer les conditions nécessaires au renforcement du bastion socialiste russe. Il a rejeté les vues de ceux qui estimaient que la révolution n'avait pas le droit d'entretenir des contacts avec ces autres gouvernements et a déclaré que, dans ce cas, la république socialiste « ne pourrait pas exister du tout, à moins de s'envoler dans la Lune » (2). Le chef du gouvernement soviétique a condamné résolument la conception aventuriste de l'instigation de la révolution internationale. Ainsi, nous avons devant nous trois conceptions de la révolution mondiale : la conception bourgeoise, utilisée comme un épouvantail de propagande aux fins de la contre-révolution ; la conception opportuniste, aventuriste, essentiellement petite-bourgeoise ; et la position léniniste, qui considère la révolution internationale comme un processus mondial objectif de remplacement du capitalisme par le socialisme, exige le soutien des forces révolutionnaires du monde entier à la révolution dans un pays, souligne que la forme la plus authentique de service que la Russie soviétique puisse rendre à la révolution internationale doit être la consolidation de ses propres réalisations et la réussite de l'édification du socialisme.

La paix de Brest-Litovsk, avec tous les inconvénients qu'elle comportait pour l'État soviétique, a posé une pierre de plus à l'édifice de la politique de coexistence pacifique. Dans la note du 18 septembre 1918, adressée par Georgi V. Tchicherine, commissaire du peuple pour les affaires étrangères, au consul général allemand à Moscou, il dit : « Le Gouvernement ouvrier-paysan souhaite résolument maintenir des relations de bon voisinage et de coexistence pacifique [nous soulignons] avec l'Allemagne, malgré toutes les différences entre les systèmes des deux États et il est convaincu que le gouvernement allemand souhaite également une coexistence pacifique avec lui. Le Commissariat du peuple croit fermement que la Russie et l'Allemagne continueront à avancer sur la voie de la coexistence pacifique (3). »

À peine libérée de la menace d'une intervention allemande, la Russie soviétique au printemps et à l'été 1918 a été envahie par ses anciens alliés. Or des propositions de paix, de cessation de la guerre non déclarée contre l'État soviétique, étaient déjà adressées aux pays de l'Entente. D'août 1918 à décembre 1919, le gouvernement de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) a fait ces

propositions onze fois (4). Cependant, le problème de l'intervention a été réglé sans recourir à des négociations directes ou indirectes : les interventionnistes ont simplement été chassés ou forcés de partir et de retourner d'où ils venaient.

Les années d'intervention n'ont pas du tout favorisé la diffusion des principes de coexistence pacifique. Néanmoins, au cours de cette période, le gouvernement soviétique a considérablement développé cette idée. Il s'est efforcé de ne pas exacerber les relations avec les pays bourgeois et, guidé par les intérêts socialistes, a fait tout son possible pour établir des relations diplomatiques normales avec eux. Tchitcherine, dans son rapport à la réunion du Comité exécutif central des Soviets le 17 juin 1920, alors que l'intervention impérialiste par l'intermédiaire de la Pologne était à son paroxysme, dit : « Notre mot d'ordre était et reste le même : la coexistence pacifique avec les autres gouvernements, quels qu'ils soient (5). »

La conclusion victorieuse de la guerre civile et l'expulsion des interventionnistes étrangers ont grandement amélioré les perspectives de coexistence pacifique. L'État soviétique a cherché à ajuster ses liens économiques avec le monde extérieur. Il s'est efforcé d'utiliser au mieux ces possibilités économiques pour l'édification du socialisme dans les conditions prévues par la Nouvelle Politique Économique (NEP), annoncée lors du dixième congrès du Parti communiste russe en mars 1921. Les principaux pays capitalistes devaient à leur tour rétablir leurs anciens liens avec la Russie, sans lesquels il était difficile de compter sur le fonctionnement normal de l'organisme économique mondial. Les capitalistes espéraient également pouvoir obtenir par la pression économique ce qu'ils n'avaient pas pu obtenir par les armes, à savoir la liquidation du système socialiste en Russie. La propagande bourgeoise a commencé à parler de la renonciation des bolcheviks à la « révolution mondiale » et même de la capitulation interne du pouvoir soviétique au capital russe. En fait, cette même position a été affirmée par l'opposition trotskyste. Ni les capitalistes ni les trotskystes n'ont compris ou voulu comprendre la nature de la NEP. La NEP était destinée à l'édification active du socialisme en URSS. C'est pour cette raison que notre État était le plus intéressé par une paix constructive.

Les activités de politique étrangère du gouvernement soviétique en préparation de la conférence de Gênes de 1922 et sa conduite à cette occasion ont joué un rôle exceptionnellement important dans la formation des principes léninistes de coexistence pacifique. À cette époque, une étape importante a été franchie dans l'élaboration d'une politique étrangère unique pour toutes les républiques soviétiques et, par conséquent, dans la formation d'un État soviétique uni. La délégation de la RSFSR s'est exprimée à Gênes au nom de toutes les républiques soviétiques (Ukraine, Biélorussie, etc.). Elle a repoussé toutes les attaques de la diplomatie impérialiste et fait comprendre que les Soviétiques ne feraient aucune concession sur les questions de principe. Dans l'esprit des principes de coexistence pacifique, qui étaient alors clairement définis, le gouvernement soviétique a en outre annoncé qu'il était prêt à établir des liens solides avec les pays bourgeois sur la base de l'égalité, de la non-intervention et de la réciprocité.

L'annonce programmatique de Tchicherine à l'ouverture de la conférence a été d'une importance fondamentale : « Tout en adhérant aux principes du communisme, la délégation russe reconnaît que, dans l'époque historique actuelle, qui permet l'existence parallèle de l'ancien système et du nouveau système socialiste, qui est en train de naître, la coopération économique entre les nations représentant ces deux systèmes de propriété est impérative pour la reconstruction économique générale. Le gouvernement russe accorde donc la plus grande importance au premier point de la résolution de Cannes concernant la reconnaissance mutuelle des différents systèmes de propriété et des différentes formes politiques et économiques qui existent aujourd'hui dans différents pays. La délégation russe est venue ici non pas pour faire de la propagande en faveur de ses propres vues théoriques, mais pour établir sans réserve des relations économiques avec les gouvernements et les milieux commerciaux et industriels de tous les pays sur la base de la réciprocité, de l'égalité et de la pleine reconnaissance (6). »

Le monopole du commerce extérieur est la pierre angulaire de la politique économique étrangère soviétique. Cette idée a été exprimée par Lénine dès les premiers jours de la révolution, alors que, en avril 1918, il signait un décret sur la nationalisation du commerce extérieur selon lequel aucune opération de commerce extérieur ne pouvait être effectuée sans passer par l'organisme d'État, le Commissariat du peuple au commerce extérieur. Après avoir levé en 1920 le blocus économique qu'elles avaient décrété contre la Russie soviétique, les nations impérialistes ont lancé une attaque contre ce régime de monopole auquel elle avait soumis le commerce extérieur et cette attaque s'est intensifiée avec l'adoption de la NEP par les Soviets. G. E. Zinov'ev, L. B. Kamenev, N. I. Boukharine et d'autres ont critiqué le régime de monopole ou se sont exprimés pour son assouplissement. Mais, grâce aux efforts de Lénine, toutes les tentatives pour l'affaiblir ont été balayées.

La question des « concessions » a occupé une certaine place dans le programme de politique étrangère du gouvernement soviétique pendant ses premières années. Elle était considérée comme importante sur le plan économique et politique. Sur le plan économique, les concessions étaient jugées nécessaires pour attirer les méthodes technologiques plus avancées des pays bourgeois et leurs capitaux, car la république soviétique avait besoin des deux. Politiquement, les concessions pouvaient contribuer à la « rééducation » des cercles les plus agressifs de la bourgeoisie interventionniste, en refroidissant leur ardeur militariste antisoviétique. Cependant, le gouvernement soviétique n'a pas exagéré l'importance des concessions. En général, comme l'a montré l'expérience des années 20, elles ont fait long feu, même si leur nombre n'a pas été négligeable.

L'année 1922 a marqué la fin d'une phase importante de l'histoire de la politique étrangère soviétique, la période de la formation de ses grands principes. L'État soviétique a trouvé la forme optimale pour résoudre ses problèmes nationaux et internationaux. Le parti bolchevik, initiateur de la création de

l'Internationale communiste, a aidé toutes les forces révolutionnaires du monde bourgeois à élaborer les bonnes dispositions programmatiques et théoriques. Ce faisant, le gouvernement soviétique et le parti bolchevik ne se sont pas pris part à l'instigation de révolutions, ni n'ont permis aucune ingérence dans les affaires des autres nations. La coexistence pacifique est une forme particulière de la lutte des classes.

Le peuple soviétique a favorisé le processus révolutionnaire dans le monde par l'édification du socialisme [en Russie]. Il a bénéficié de la paix pacifique et de relations économiques et diplomatiques avec les pays bourgeois. La bourgeoisie mondiale a également tiré des bénéfices économiques de ses liens commerciaux avec le pays des Soviets, tout en espérant circonscrire et surmonter la « contagion russe », pour provoquer la disparition du socialisme.

L'histoire a rendu la coexistence pacifique objectivement inévitable pour longtemps. Et le fait que le capital international n'a pas eu d'autre choix que de s'y plier et que l'un ou l'autre de ses éléments a rejeté plus d'une fois la coexistence pacifique pour revenir aux procédés séculaires de l'interventionnisme a montré clairement laquelle des deux parties était la moins enthousiaste à l'égard ces principes.

Dans la résolution du Comité exécutif central pan-russe du 17 mai 1922 sur l'activité de la délégation soviétique à la conférence de Gênes, il est indiqué que « l'ensemble des relations internationales au cours des derniers temps prouve que, à ce stade du développement historique, l'existence temporaire simultanée des systèmes de propriété communiste et bourgeoise est inévitable et oblige même les ennemis les plus implacables de la Russie soviétique à chercher un terrain d'entente avec le système de propriété communiste, après que leurs efforts de quatre ans pour liquider ce système par la force se sont soldés par un échec » (7).

La Constitution de l'URSS, adoptée en 1977, a intégré ces principes dans la loi fondamentale soviétique. L'un des objectifs fondamentaux de la politique étrangère de l'URSS, selon la Constitution, est celui de « mettre en œuvre de manière cohérente le principe de la coexistence pacifique d'États au système social différent » (article 28).

Les États-Unis face à la nouvelle Russie

Les cercles dirigeants des États-Unis ont généralement accueilli la révolution d'Octobre de la même manière que les bourgeoisies du reste du monde. Pour définir leurs relations avec la Russie soviétique, la bourgeoisie américaine et son gouvernement ont pris en compte les principales considérations suivantes : (1) en ayant nationalisé les avoirs étrangers et annulé les dettes contractées par les gouvernements prérévolutionnaires, la révolution russe avait infligé des dommages à la bourgeoisie américaine et à son gouvernement ; (2) en déclarant son intention de conclure la paix et en y parvenant peu après, la Russie soviétique a cessé d'être un allié dans la guerre contre le bloc allemand et a ainsi perturbé les intentions des États-Unis et de l'Entente d'utiliser les forces armées russes à leurs propres fins ; (3) d'un seul coup, la Révolution a réduit à néant le projet, qui semblait si prometteur lorsque le gouvernement provisoire était au pouvoir, d'exercer une influence américaine en Russie ; (4) la Révolution était de nature socialiste, elle avait renversé le pouvoir de la bourgeoisie dans un sixième de la planète et exerçait une influence révolutionnaire sur le monde entier, même sur son secteur le plus stable, le secteur américain.

Le premier facteur n'a pas été en soi d'une importance essentielle dans l'élaboration de la ligne de conduite des États-Unis à l'égard de la Russie, car les pertes matérielles qu'ils avaient subies en Russie n'étaient pas importantes et, de plus, si le gouvernement américain l'avait souhaité, il aurait pu entamer des négociations directes avec le gouvernement soviétique et minimiser les pertes économiques. Néanmoins, la propagande américaine a considéré cet argument comme valable et l'a mis en circulation, en y ajoutant la thèse selon laquelle le gouvernement soviétique avait délibérément violé toutes sortes d'accords ; il a même continué à utiliser cet argument pendant très longtemps. La deuxième considération a d'abord été plus consistante, mais elle a très vite perdu tout sens. Cependant, c'est dans les deux premières directions que le gouvernement américain a trouvé des justifications à sa politique hostile à l'égard de la nouvelle Russie. Mais les véritables sources de l'hostilité, son moteur, résidaient dans les deux dernières considérations, bien que Washington ait préféré garder le silence à ce sujet pour des raisons tout à fait compréhensibles. Rien n'a été dit sur le troisième facteur, tandis que le quatrième a pris la forme absolument perverse d'une protestation hystérique contre les prétendues tentatives de la Russie soviétique de fragilisation et de renversement des gouvernements étrangers, y compris celui des États-Unis.

Les États-Unis bourgeois ont réservé un accueil hostile, dans le sens le plus strict du terme, à la révolution socialiste d'Octobre,. L'intervention armée américaine en Russie soviétique est un fait bien connu des lecteurs des deux pays et il est inutile d'exposer ces événements en détail. Nous nous contenterons de souligner que les raisons de cette intervention et ses objectifs sont exposés de manière inadéquate dans de nombreux ouvrages américains.

Il faut admettre que certains ouvrages soviétiques ne sont pas non plus dénués d'erreurs à cet égard. Par exemple, le livre de M. Pavlovitch, qui est sorti en 1922, alors que les envahisseurs japonais

n'avaient pas encore été expulsés de nos frontières, contient ce genre d'affirmation non critique : « 'Nous comprenons parfaitement la relative intensification de l'influence américaine au Kamtchatka et sur tout le littoral de la mer d'Okhotsk (8). » En 1934, apparemment enthousiasmé par l'atmosphère amicale qui avait été créée par l'établissement de relations diplomatiques avec les États-Unis, un autre historien soviétique écrivait : « Lorsque la Révolution d'Octobre a chassé Kerensky, les Américains, très pragmatiques, ont tenté d'atteindre leur objectif principal (la reconstitution du front oriental) avec l'aide des Bolcheviks (9). » Dans ce récit, l'objectif principal de l'intervention américaine est présenté d'une manière incorrecte. Et, bien des années plus tard, A. E. Kunina a cédé à un autre extrême en affirmant que « les États-Unis ont initié et participé activement » à l'intervention (10) La participation des impérialistes américains à l'intervention est indéniable, mais, après le traité de Brest-Litovsk, la responsabilité du déclenchement de l'intervention reposait sur les épaules de l'impérialisme anglo-français et japonais.

Ces interprétations erronées et imprudentes ne représentent cependant qu'une influence périphérique sur l'historiographie soviétique. Dans l'ensemble, les auteurs soviétiques ont toujours saisi correctement la raison essentielle de l'intervention américaine et de la participation active des cercles impérialistes des États-Unis à la « croisade » contre le bolchevisme. Les études soviétiques récentes explorent de manière objective et exhaustive le rôle et les objectifs des États-Unis, en s'appuyant sur diverses sources, dont les archives soviétiques et américaines (11).

Les historiens américains ont avancé un certain nombre de théories pour expliquer l'intervention : certains disent que les troupes américaines ont été envoyées en Russie pour rétablir le front oriental dans la guerre contre l'Allemagne, afin d'empêcher la pénétration allemande à l'Est et remplissaient donc une mission contre le kaiser ; d'autres, que l'intervention était dirigée contre le Japon, qui, profitant de la faiblesse de la Russie soviétique, avait décidé de s'emparer d'une partie du territoire russe ; d'autres encore affirment que, en envoyant des soldats en Russie, Woodrow Wilson voulait promouvoir l'« autodétermination » pour laquelle les « Russes » se battaient.

La première à apparaître est la version selon laquelle l'intervention était conçue comme un moyen de restaurer le front oriental, de sauver la Russie du kaiserisme. Le gouvernement des États-Unis a annoncé qu'il espérait au moins assurer la sécurité des dépôts d'approvisionnement militaire dans la région de Mourmansk-Arkhangelsk et empêcher l'armement des prisonniers de guerre allemands en Sibérie. Dans le même temps, il ne s'intéressait pas le moins du monde à la question de savoir si les ports soviétiques étaient menacés par les Allemands. Le sénateur démocrate Claude A. Swanson, dans un discours du 7 janvier 1919, justifiant sans réserve l'intervention et démontrant le faible niveau de ses connaissances géographiques et navales, déclare : « Le port de Vladivostok et ce port d'Arkhangelsk sont les deux ports les plus importants et étaient en grand danger au moment de l'effondrement de la Russie. L'Allemagne essayait de s'emparer des deux » (12). Le gouvernement américain s'est saisi de ce type d'attitude

hostile à l'Allemagne pour justifier son intervention en Russie. Pour plus de vraisemblance, le gouvernement a utilisé la propagande pour promouvoir l'idée que les bolcheviks étaient des « agents allemands ». Pour une somme non négligeable, il a acquis des « documents » qui prétendaient le prouver. Edgar Sisson, un représentant officiel des États-Unis, les a achetés à Petrograd et ils sont entrés dans l'histoire sous le nom de « documents Sisson », « prouvant » que le bolchevisme était le « bras de Berlin » et non de Moscou. Sur les instructions personnelles de Wilson, ils ont commencé à être publiés en septembre 1918.

La thèse du gouvernement américain et des historiens que l'intervention était dirigée contre l'Allemagne est réfutée par toute une série d'arguments. En premier lieu, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne menaçaient pas Arkhangelsk ou Mourmansk et certainement pas Vladivostok. En second lieu, l'affirmation selon laquelle les Américains avaient pour objectif de protéger le corps tchécoslovaque en Sibérie contre les prisonniers de guerre allemands et autrichiens, prétendument armés par les Soviétiques pour lutter contre les Tchécoslovaques, ne résiste pas à un examen critique. Il est bien connu que le chef de la mission de la Croix-Rouge américaine, le colonel Raymond Robins, un ennemi résolu de l'Allemagne, a envoyé le capitaine William Webster (américain) et le capitaine W. L. Hicks (britannique) en Sibérie au printemps 1918 pour vérifier cette affirmation. Ils ont constaté que les Soviétiques de Sibérie n'armaient pas les prisonniers de guerre allemands. Ce fut également le cas plus tard. Mais, comme l'écrit Frederick Shuman, « [o]n aurait pu s'attendre à ce que ce rapport mette fin à ces histoires folles, mais il n'en a rien été. Aucune tentative n'a été faite pour discréditer le rapport ou contester son exactitude. Tous les témoignages montrent la validité de ses conclusions. Les responsables alliés et américains avaient cependant depuis longtemps cessé d'être capables d'observer objectivement les affaires en Russie. » (13). En troisième lieu, si le gouvernement des États-Unis s'était préoccupé avant tout de réactiver le front oriental, il aurait dû accepter d'employer la méthode la plus fiable pour y parvenir : entrer en contact avec le gouvernement soviétique. Cette démarche aurait été d'autant plus logique que le gouvernement soviétique avait officiellement demandé à Washington si elle était prête à apporter son aide à la Russie, si elle refusait de ratifier le traité de paix de Brest-Litovsk ou si elle était victime d'une attaque non provoquée de l'Allemagne et, si oui, comment. Le gouvernement des États-Unis n'a pas donné suite. Le colonel Robins, pensant naïvement que Wilson était surtout intéressé par le sort du front oriental, a alors compris qu'il n'avait plus rien à faire sur place.

De temps en temps, dans la littérature américaine, on trouve une position qui présente l'interprétation anti-allemande d'une manière qui la fait apparaître comme moins rudimentaire, plus recherchée. Par exemple, Christopher Lasch écrit que, « pour le gouvernement des États-Unis, le bolchevisme lui-même n'était qu'une extension du kaiserisme » (14). Cela semble rendre la version anti-allemande invulnérable à la critique. Cependant, pour poursuivre notre argumentation, comme quatrième argument contre la validité de cette thèse, nous pouvons indiquer que l'intervention en Sibérie a commencé à un moment où les jours du kaiserisme étaient comptés et qu'elle a battu son plein après la fin de la guerre mondiale. Elle a atteint son point culminant en 1919, lorsque l'objectif contre-révolutionnaire et antisoviétique de

l'expédition est apparu de manière éclatante. L'hebdomadaire libéral Nation, le 19 juillet 1919, s'est fait l'écho de cette interprétation de l'intervention américaine : « Il est maintenant parfaitement évident que, malgré le fait que nous sommes en paix avec l'Allemagne et que l'Allemagne a ratifié le traité, les Alliés vont poursuivre leurs guerres non autorisées et inavouables contre la Hongrie et la Russie. L'Amérique peut maintenant commercer librement avec l'Allemagne, mais pas, a annoncé le gouvernement, avec la Hongrie ni avec la partie de la Russie occupée par les Bolcheviks (15). » Enfin, nous pouvons également souligner que les États-Unis et leurs alliés ont accepté sans hésiter d'utiliser les anciennes troupes du kaiser pour renverser le pouvoir soviétique dans les pays baltes, c'est-à-dire pour étendre l'influence du kaiserisme dans cette région.

Ainsi, il est impossible de prendre au sérieux l'idée que les véritables objectifs de l'intervention américaine étaient la lutte contre le kaiserisme. En dépit de son caractère contre-révolutionnaire clairement classiste, un mémorandum rédigé par l'une des agences gouvernementales américaines en août 1918 ne comporte aucune allusion à une quelconque collusion des bolcheviks avec le kaiser (16).

Mais l'idée que les bolcheviks étaient des agents du kaiser était nécessaire à des fins de propagande. Il était d'usage à l'époque de qualifier de « pro-allemand » et de bolchevik (17) tout ce qui était répréhensible dans le schéma politique. Quiconque connaît un tant soit peu l'histoire de la politique intérieure des États-Unis à cette époque connaît le véritable sens du terme « allemand » dans la terminologie des cercles dirigeants. Il était employé dans la lutte des classes contre la révolution et contre toute tendance radicale. Même les larges cercles de libéraux qui s'étaient prononcés en faveur de la reconnaissance de la Russie soviétique étaient « Allemands ».

Les bolcheviks n'étaient pas de plus grands « défenseurs du kaiser » qu'Eugene V. Debs ou que n'importe lequel des autres opposants américains à l'intervention contre la Russie soviétique. Aux États-Unis, il était maladroit de qualifier de « kaiseristes » des segments aussi larges de la population, surtout après le 11 novembre 1918, mais ce qualificatif, utilisé pour la première fois pour désigner un bolchevik le 7 novembre 1917, a continué à avoir cours. En janvier 1919, le Washington Post s'est prononcé contre une « Russie germanisée ». Cela avait été jugé nécessaire pour justifier la campagne contre-révolutionnaire en Russie. Le journal s'exprimait très franchement : « L'extermination des bolcheviks est une nécessité vitale pour les hommes libres et les nations libres (18). » La seconde explication, selon laquelle l'intervention était dirigée contre le Japon, était beaucoup plus proche de la réalité objective que le fantasme anti-kaiseriste (19). Il est juste de dire que l'un des objectifs de l'expédition militaire des États-Unis en Sibérie était de contenir les Japonais ou en tout cas de contrôler leur activité excessivement déterminée. Mais ce n'était là qu'un des motifs de l'intervention. Le gouvernement des États-Unis s'est rendu compte qu'il pouvait trouver un allié très fiable pour s'opposer à la pénétration japonaise en Sibérie, mais il n'a fait aucune démarche en ce sens auprès des Soviétiques. Les États-Unis, choisissant le moindre des deux maux pour eux, n'avaient toujours pris aucune mesure décisive contre

le Japon à la fin de l'intervention japonaise. Il faut également rappeler que l'intervention américaine ne s'est pas limitée à l'Extrême-Orient. Elle a commencé encore plus tôt dans la partie européenne du nord de la Russie et l'idée de contenir le Japon à partir de là aurait été aussi peu plausible que celle de frapper l'Allemagne depuis Vladivostok.

Mais certains historiens américains examinent objectivement les véritables raisons de l'intervention. Parmi ceux-ci, on peut citer les travaux de Frederick L. Schuman et William A. Williams, dans lesquels la nature contre-révolutionnaire et antisoviétique de l'ingérence militaire américaine en Russie est mise en évidence de manière assez convaincante.

Une analyse des actions spécifiques du gouvernement américain pendant ces années et une compréhension théorique de l'ensemble de sa politique internationale ces derniers temps montrent que les véritables objectifs pratiques de l'intervention étaient les suivants : premièrement, renverser le pouvoir révolutionnaire ; deuxièmement, consolider les positions américaines dans la « nouvelle » Russie. Dans les conditions qui existaient à l'époque, le deuxième objectif semblait atteignable, car la France et l'Angleterre étaient affaiblies, l'Allemagne en déroute et le Japon se dressait contre la Russie par ses plans et ses actions en Sibérie. Quant au premier objectif, il existait aux États-Unis la conviction que le pouvoir soviétique, déjà précaire, tomberait dès que les Russes verraient que Wilson « lui-même » proposait de rendre la Russie « sûre pour la démocratie ». L'attente de l'effondrement rapide du pouvoir soviétique prévalait dans l'opinion publique bourgeoise aux États-Unis. Selon Walter Lippmann et Charles Charles Merzer, entre novembre 1917 et novembre 1919, le New York Times a répété pas moins de quatre-vingt-onze fois que l'effondrement des Soviets était inévitable (20). Les cercles expansionnistes des États-Unis espéraient que Wilson inciterait le peuple russe à renverser les bolcheviks et que, en retour, en signe de gratitude pour avoir rendu leur pays « sûr pour la démocratie », les Russes ouvriraient grand leurs portes aux Américains. La Chambre de commerce américano-russe, le centre des expansionnistes de cet acabit qui formulaient la politique russe, se représentait l'avenir immédiat en février 1918 comme suit : « Sans aucun doute, c'est la Russie qui offrira à la fin de la guerre le champ le plus vaste et le plus favorable à l'expansion du commerce américain. Dans l'hypothèse d'une Allemagne libéralisée, il ne fait aucun doute que la Russie et l'Allemagne noueront des relations étroites, mais les États-Unis, si les intérêts américains continuent à s'intéresser à la Russie et sont prêts à saisir les occasions qui s'y présentent, devraient tenir un rôle extrêmement important dans l'économie russe (21). » En septembre 1918, le comité exécutif de la Chambre de commerce américano-russe, développant plus avant les principes d'une « politique américaine à l'égard de la Russie » et se déclarant « en plein accord avec l'Administration » sur la question de l'intervention, a demandé instamment de « consolider le travail de cette expédition » et d'adjoindre une « mission civile et économique » à l'armée pour qu'elle consolide ce qui avait déjà été obtenu par des moyens militaires (22). Les expansionnistes ont alors tout fait pour promouvoir un livre de Catherine Breshkovsky intitulé *A Message to the American People* (1919) et préfacé par le vieux champion de la « liberté russe » George Kennan. Le message était on ne peut plus clair : « Américains, venez en Russie ! N'hésitez pas à y investir vos

capitaux et à transformer sur place nos matières premières en produits de toutes sortes (23). » Tout cela, bien sûr, devait se faire après le renversement du bolchevisme.

L'intervention et ses opposants

La campagne contre les bolcheviks a commencé dès leur prise de pouvoir. Le gouvernement des États-Unis s'est immédiatement rendu compte de ce qui s'était passé en Russie. Dès le 10 novembre, Francis a télégraphié à Lansing : « Bien sûr, nous ne devons faire aucun prêt à la Russie pour le moment (24). » Et, le 24 novembre, il a demandé à son chef : « Que pensez-vous de traiter la Russie comme la Chine a été traitée (25)? » Sans hésiter, le gouvernement américain est intervenu dans les affaires internes de la Russie soviétique. Le 19 novembre, Francis a même lancé un appel « au peuple russe » « au nom de mon gouvernement et de mon peuple ». Il avait un caractère anti-soviétique et exhortait les Russes à ne pas se soumettre à la nouvelle autorité. Il proclamait présomptueusement : « Je n'ai jamais douté que le peuple russe était capable de résoudre ses propres problèmes (26). » Le peuple russe n'y a pas prêté attention, pas plus qu'à un appel ultérieur de l'ambassadeur américain (27). Ces documents, ainsi qu'une multitude d'autres, dont certains seront évoqués plus loin, auraient pu satisfaire pleinement les demandes des personnalités politiques et des propagandistes américains, qui s'efforçaient si ardemment dans les années 1920 et 1930 de trouver des exemples de l'ingérence du gouvernement d'un pays dans les affaires d'un autre pays. L'ingérence dans les affaires russes a clairement été dès le départ de nature contre-révolutionnaire. Wilson avait déjà condamné les Bolcheviks dans son discours à la réunion annuelle de l'AFL le 12 novembre 1917 (28). Le message du président au Congrès du 4 décembre, dans lequel il proposait de déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie, mérite d'être analysé. Pour préparer le document en question, le secrétaire Lansing a rédigé un mémorandum (2 décembre) dans lequel il évaluait la nature des bolcheviks : « La seule chose qu'ils s'efforcent de réaliser est la 'Révolution Sociale', qui balayera les frontières nationales, les distinctions raciales, les institutions politiques, religieuses et sociales modernes et permettra aux masses ignorantes et incapables d'exercer une influence prépondérante sur toute la terre. Ils prévoient en effet de détruire la civilisation par la violence populaire (29). » Il n'est pas certain que Lansing et tous les représentants du gouvernement américain aient conçu le kaiserisme de cette façon ! Et pourtant c'est la relative similarité entre le kaiserisme et le bolchevisme qui a été utilisée par l'Amérique comme justification à son intervention imminente en Russie. Le 4 décembre, Lansing a présenté au président le projet d'une déclaration sur la question russe, rédigée en des termes si durs que Wilson l'a rejetée – non pas à cause du contenu, mais de la forme.

Cependant, malgré toute la phraséologie libérale, la partie du message qui concerne la Russie est sans équivoque. Wilson a qualifié la révolution d'Octobre de « triste revers » et n'a pas laissé passer l'occasion de lier les événements en Russie à l'influence allemande : « Le peuple russe a été empoisonné par les mêmes mensonges qui ont maintenu le peuple allemand dans l'ignorance et le poison a été

administré par la même main. Le seul antidote possible est la vérité .(30) » C'est en cherchant à découvrir la « vérité » que Wilson est tombé sur les « documents Sisson ». William A. Williams a conclu à juste titre que « l'intervention en tant qu'opération consciemment anti-bolchevique a été décidée par les dirigeants américains dans les cinq semaines » qui ont suivi le 7 novembre 1917 (31).

L'historiographie américaine a bien montré que ce n'est pas de gaieté de cœur que Wilson a décidé d'intervenir en Russie. Pour le président démocrate, apôtre du libéralisme bourgeois qui, en avril 1917, avait lancé une campagne visant à « rendre le monde sûr pour la démocratie », il devait en effet être difficile d'envoyer des troupes dans un pays révolutionnaire qui s'était rendu véritablement sûr pour la démocratie. Il a été beaucoup plus facile pour le kaiser, Clemenceau, Lloyd George et l'empereur du Japon de prendre cette décision. Depuis six décennies, l'historiographie américaine, ainsi que Wilson, se donne de la peine pour trouver une justification morale ou psychologique à cet acte. Parmi les historiens contemporains, George Kennan, un parent éloigné du « premier champion américain pour la liberté de la Russie », soutient que l'intervention n'a fait que « coïncider » avec la guerre civile et s'indigne de ce que « l'historiographie soviétique » ose déclarer que l'ingérence avait pour objectif le renversement de l'autorité bolchevique, alors que, selon lui, elle découlait des « nécessités de la guerre contre l'Allemagne » (32).

Kennan voit la tragédie de l'intervention non pas dans le fait qu'elle a déclenché une contre-Révolution, une guerre civile qui a entraîné des destructions et des massacres massifs, mais dans le fait que Wilson, en tergiversant si longtemps, en refusant de se résoudre à demander d'urgence aux Alliés d'intervenir au plus vite, a envoyé ses soldats trop tard : « Les forces américaines étaient à peine arrivées en Russie que l'histoire invalidait d'un seul coup presque toutes les raisons que Washington avait trouvées pour les y envoyer (33). » La fin de la Première Guerre mondiale était en vue. Selon Kennan, l'intervention était une erreur, une mesure tardive. Il ne peut contourner le problème de savoir comment l'« erreur tragique » qu'il a découverte dans la politique Wilsonienne a influencé les futures relations soviéto-américaines. Rétrospectivement, il soulage la conscience de Wilson en affirmant que, même sans l'intervention, les relations avec la Russie soviétique auraient mal tourné parce qu'il ne pouvait pas en aller autrement : « De toute façon, le caractère des responsables soviétiques aurait entravé les efforts américains les plus sincères et les plus éclairés pour atténuer les différences (34). »

Bien que Wilson n'ait pas décidé de procéder immédiatement à l'intervention militaire, il a adopté dès le départ une position antisoviétique. Ses Quatorze Points, qu'il a exposé dans un discours devant le Congrès le 8 janvier 1918, avaient une orientation antibolchevique à double titre. Premièrement, l'ensemble de sa plateforme constituait un contrepoids libéral-impérialiste au programme révolutionnaire de paix de Lénine, une tentative d'infléchir le cours de la révolution socialiste. Deuxièmement, le Sixième Point concernait directement la Russie. Il stipulait que les troupes allemandes devaient évacuer le territoire russe, mais sa formulation montrait que la « bonne volonté » promise par

Wilson ne s'adresserait pas à la Russie soviétique, mais à la Russie d'avant le 7 novembre 1917. Le Sixième Point se terminait sur une note très solennelle : « Le traitement accordé à la Russie par ses nations sœurs dans les mois à venir sera le test décisif de leur bonne volonté, de leur compréhension de ses besoins par rapport à leurs propres intérêts et de leur sympathie intelligente et désintéressée (35). » Les événements ont rapidement montré que les « nations sœurs », dont faisait partie l'Amérique, n'ont pas réussi ce test.

L'étape importante suivante de la politique russe de Washington a été l'appel adressé par Wilson au deuxième Congrès des Soviets le 11 mars 1918, qui avait pour objet d'empêcher la ratification du Traité de Brest-Litovsk. « Bien que le gouvernement des États-Unis, dit le président, ne soit malheureusement pas en mesure à l'heure actuelle d'apporter l'aide directe et efficace qu'il souhaiterait lui apporter, je tiens à assurer au peuple russe, par l'intermédiaire du Congrès, qu'il saisira toutes les occasions de garantir à la Russie une fois de plus une souveraineté et une indépendance complètes dans ses propres affaires et le plein rétablissement du rôle important qu'elle joue dans la vie de l'Europe et du monde modernes » (36). À première vue, il peut sembler étrange que Wilson, ne serait-ce que par démagogie, n'ait pas promis d'aider les Soviétiques dans leur lutte contre l'Allemagne à condition qu'ils refusent de ratifier les accords de Brest-Litovsk. Mais Wilson ne pouvait pas le faire. Il s'est comporté comme un homme de « principe ». Toute promesse irresponsable, aussi creuse soit-elle, aurait pu être interprétée comme une sorte de reconnaissance du pouvoir soviétique, ce que Washington ne voulait pas. Il n'est pas allé plus loin qu'un appel à ne pas ratifier le traité de paix.

Le télégramme envoyé en réponse par le Congrès soviétique a montré à Wilson qu'il avait affaire à un gouvernement souverain révolutionnaire-socialiste. Le Président a fini par se convaincre que le « peuple russe » devait être « aidé ». Mais comment en est-il arrivé là ? Il s'est creusé la tête pour trouver un moyen de justifier l'éducation de la Russie par la force. Conscient de cela, Francis a télégraphié de Vologda le 2 mai 1918 ce qui suit : « À mon avis, il est temps pour les alliés d'intervenir (37). » Mais, pour Wilson, ce moment n'était pas encore tout à fait arrivé. Il a cherché à combiner l'idée libérale de l'autodétermination des peuples (dans le but de renforcer l'influence américaine parmi les peuples concernés) à l'idée d'une intervention armée. Contrairement au président semi-fasciste de la Pologne des années 30, qui, selon la constitution de 1935, n'était responsable que « devant Dieu et l'histoire » (38), Wilson, le chantre de la « Nouvelle Liberté » de l'Amérique bourgeoise-démocratique, devait rendre des comptes à un public plus large.

Le gouvernement américain a trouvé une solution à son problème dans la révolte contre-révolutionnaire du Corps tchécoslovaque, qui a débuté à la fin du mois de mai 1918. Cela a considérablement simplifié les choses à Wilson. Il n'a pas tenu compte de l'avis de ses conseillers militaires, qui, croyant naïvement qu'une opération anti-allemande était en préparation, lui avaient déconseillé de la mener à bien en raison de son apparente inutilité stratégique et il a pris la décision d'y donner son feu vert le 6 juillet

1918 (39). Le 17 juillet, le secrétaire d'État a envoyé aux ambassadeurs alliés à Washington un mémorandum exposant le point de vue américain sur l'intervention. La partie principale de ce document dit : « Selon le gouvernement des États-Unis, une action militaire n'est admissible en Russie dans les circonstances que pour aider les Tchécoslovaques à consolider leurs forces et à coopérer avec leurs cousins slaves et pour soutenir toutes les tentatives d'autogouvernement ou d'autodéfense qui feraient les Russes, tentatives qui pourraient les amener à accepter de l'aide. Selon lui, que ce soit à Vladivostok ou à Mourmansk et Arkhangelsk, le seul objectif légitime des troupes américaines ou alliées serait de protéger les dépôts militaires dont les forces russes pourraient avoir besoin par la suite et de fournir aux Russes l'aide qu'ils pourraient être disposés à accepter dans l'organisation de leur propre défense (40). »

La référence à la surveillance des entrepôts militaires et à la protection des Tchécoslovaques, c'est-à-dire les deux mesures que le mémorandum proposait de prendre contre l'Allemagne, doit être considéré comme de la poudre aux yeux propagandiste. Le véritable problème était le projet d'aider les Tchécoslovaques et les « Russes » (on l'aura compris, dans le lexique américain de la période de l'intervention, le terme « russe » ne désignait pas les bolcheviks, les Soviétiques et était synonyme d'« anti-soviétique ») à assurer leur « légitime défense » contre la Révolution et leur « autodétermination » dans une optique contre-révolutionnaire. La teneur antijaponaise du document doit également être notée, en particulier lorsqu'il dit que l'intervention doit aider les Tchécoslovaques à coopérer « uniquement » avec leurs « cousins slaves ». Il s'agissait d'indiquer aux Japonais et, dans une certaine mesure, aux Britanniques et aux Français que les États-Unis étaient opposés à la division de la Russie en sphères d'influence, qu'ils étaient en faveur d'une politique de la porte ouverte. Cependant, afin de ne pas freiner l'enthousiasme interventionniste et contre-révolutionnaire de leurs alliés, le gouvernement des États-Unis a également stipulé qu'il ne permettrait pas « la moindre critique » à l'égard de leur comportement (41).

L'armée interventionniste américaine en Russie n'était pas une force très importante – environ 5 500 hommes dans le Nord et jusqu'à 12 000 dans l'Extrême-Orient (42). Elle n'a pas livré de batailles majeures contre l'Armée rouge, mais a pris part à des escarmouches, pour un total de 244 tués et de 305 blessés dans le seul Nord (43), selon les chiffres américains. Les Américains ont contribué à la tentative de renversement du pouvoir soviétique en approvisionnant, conseillant et dirigeant l'armée blanche en Sibérie et en protégeant ses lignes de communication. Le Général William S. Graves, le commandant américain en Sibérie, a affirmé avec une apparente sincérité que ses soldats ne se battaient pas contre les Rouges, qu'ils n'étaient pas des interventionnistes (44), en faisant valoir que le Congrès n'avait pas déclaré la guerre à la Russie (à cette époque, les Américains ne s'étaient pas encore habitués à des guerres non sanctionnées par le Congrès) et que ses troupes ne se battaient quasiment pas contre l'Armée rouge. Cependant, le général lui-même a reconnu que, grâce aux Américains, les chemins de fer de Sibérie n'étaient ouverts qu'aux Blancs et que la Croix-Rouge n'aidait que les contre-révolutionnaires (45) De plus, au tout début de ses Mémoires, Graves écrit : « Sans le soutien de troupes étrangères, je doute que Kolchak ou son gouvernement ait jamais possédé une force suffisante pour

exercer des pouvoirs souverains (46). » La mission ferroviaire américaine, dirigée par John F. Stevens, n'a pas ménagé ses efforts pour organiser le transport du « gouvernement » Kolchak et a profité de l'occasion pour renforcer l'influence américaine en Sibérie. Pour Stevens, la « valeur » de son Corps des services ferroviaires russes résidait dans l'aide qu'il apportait à Kolchak (47). Le contrôle du chemin de fer équivalait au contrôle de la Sibérie, de sorte que les efforts américains n'ont pas été vains.

La principale contribution des « mesures » qu'avait prises Wilson et qui avaient pour prétendu objectif de rendre la Russie « sûre pour la démocratie », mais qui servaient en fait les banques d'investissement des Etats-Unis, n'a pas consisté en une action militaire directe dans notre pays, mais en l'octroi de toutes les formes d'aides possibles à nos « champions de la démocratie » russes. Kolchak était presque entièrement dépendant des Américains. Denikine, Wrangel, les Polonais blancs et toutes les forces antisoviétiques recevaient d'outre-Atlantique tout le soutien matériel dont ils avaient besoin, ainsi que des conseils en matière de stratégie militaire. G. N. Tsvetkov écrit qu'« il n'y avait pas une seule force de la Garde Blanche que le gouvernement américain n'aurait pas été prêt à aider militairement ou financièrement dans la lutte contre l'État soviétique » et que le total général de cette aide s'est élevé à environ quatre millions de dollars (48).

En collaboration avec ses alliés, le gouvernement des États-Unis n'a pas non ménagé ses efforts pour lutter contre les Soviétiques sur le front diplomatique. Grâce à leurs efforts combinés, la conférence de Versailles devient le quartier général des interventionnistes et des « gardes blancs ». Ce n'est pas un hasard si Herbert Hoover a décrit la question russe comme étant « parmi les pires problèmes qui se posent à la Conférence de la paix » (49). Le 22 janvier 1919, Wilson a proposé un plan de convocation d'une conférence de tous les gouvernements qui avaient vu le jour sur le territoire de l'ancien Empire russe et qui participaient à la guerre civile, afin de discuter des conditions d'une cessation rapide des hostilités. Lorsque les gardes blancs et leurs parrains de l'Entente ont fait échouer le plan, Wilson et Lloyd George ont envoyé William Bullitt à Moscou avec pour mission de s'enquérir des conditions de paix que posaient les Soviétiques. L'envoyé américain a été reçu par Lénine lui-même et un projet de paix soviéto-américain a très vite été accepté.

Lorsque Bullitt est retourné à Paris, Wilson n'a même pas voulu lui parler, prétendant qu'il ne savait rien de la mission. Pourquoi le président a-t-il fait volte-face ? Bullitt a répondu de manière détaillée à cette question lors de la réunion de la Commission sénatoriale des relations étrangères du Sénat en septembre 1919. Lorsque le sénateur Warren Harding lui a demandé pourquoi la proposition soviétique n'avait pas reçu un accueil favorable, Bullitt lui a répondu : « Kolchak a fait une avance de 100 miles et toute la presse parisienne a immédiatement donné un grand retentissement à la nouvelle, annonçant même que Kolchak serait à Moscou d'ici deux semaines ; et par conséquent, tout le monde à Paris, y compris, j'ai le regret de le dire, les membres de la commission américaine, s'est mis à considérer avec

beaucoup moins d'enthousiasme la perspective d'une paix en Russie, car ils pensaient que Kolchak arriverait à Moscou et anéantirait le gouvernement soviétique (50). »

Wilson pensait que le sort de la « démocratie russe » était étroitement lié à Kolchak. Non seulement il était plus dépendant des États-Unis que les autres chefs de la Garde Blanche, mais il convenait davantage aux Américains. L'idée de Kolchak d'une Russie unie et indivisible jouait avant tout en faveur des Américains et ne convenait pas particulièrement aux Britanniques et aux Japonais. Dans les jours qui avaient suivi la prise du pouvoir par les Soviétiques, les cercles dirigeants des États-Unis n'avaient pas encore compris les avantages de cette idée pour eux, mais ils n'ont pas tardé à s'en emparer et à s'y accrocher. Ils ont vu que les Britanniques et les Français étaient fermement établis dans les zones nationales périphériques de la Russie européenne, tandis que les Japonais et les Britanniques rêvaient d'une partition de la Russie orientale. Les Américains avaient besoin d'une Russie unie et indivisible comme contrepoids au Japon et à la Grande-Bretagne. Mais là n'était pas l'essentiel pour eux, car les forces libérales-expansionnistes très actives de l'Amérique wilsonienne ne voulaient pas se contenter de contrôler les ambitions de leurs alliés. Elles espéraient que, dans une Russie unie et indivisible, les capitaux et les institutions démocratiques bourgeoises américaines occuperaient une place prépondérante. En décembre 1920, dans la « Déclaration de la politique américaine à l'égard de la Russie », après avoir condamné avec force l'idée de démembrer l'État russe et soutenu tout aussi fermement la décision de ne pas reconnaître les Soviets et exprimé sa confiance dans la chute rapide des bolcheviks, la Chambre de commerce américano-russe a brossé un portrait idéal de la Russie en ces termes : « Une Russie forte et unie est de la plus haute importance pour l'avenir économique de l'Amérique. Elle nous demandera des crédits et des conseils pour le développement de ses ressources physiques inouïes (51). » Bien sûr, ce n'était pas tant d'une Russie forte et unie dont les expansionnistes des États-Unis avaient besoin, mais d'une Russie vaste et unie, afin qu'elle ne soit pas soumise à l'influence de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne ; d'une Russie vaste et unie qui ne serait pas assez forte et indépendante pour résister à l'ingérence américaine et choisir la voie socialiste du développement socio-économique.

La défaite complète des Gardes Blancs et des interventionnistes et le renforcement de la puissance soviétique sur la quasi-totalité du territoire de l'ancien Empire russe a signifié l'effondrement total de la politique russe de Washington. La Russie s'est avérée dangereuse pour la démocratie bourgeoise wilsonienne. Le libéralisme impérialiste wilsonien était tenu en échec par le démocratisme socialiste et le patriotisme du peuple russe. Le grand doctrinaire ne pouvait pas le comprendre et a décidé que les Russes n'étaient tout simplement pas suffisamment mûrs pour accepter sa « nouvelle liberté ».

Wilson a subi un échec à la fois politique et personnel. L'effondrement du wilsonisme a résidé avant tout dans l'échec des desseins contre-révolutionnaires et expansionnistes de l'Amérique et non dans des brouilles historiques comme le refus du Sénat de ratifier le traité de Versailles. « Ainsi, écrit E. I.

Popova, ce fut plus que l'échec de l'intervention, plus que l'échec d'une ingérence militaire – ce fut l'échec complet du libéralisme wilsonien, sa capitulation devant une nouvelle idée et un nouveau système (52). »

La défaite de Kolchak et de Denikin a servi de leçon au gouvernement américain. Il a renoncé à poursuivre son intervention directe en Russie et en a retiré ses troupes en 1919-20. Le 7 juillet 1920, le Département d'État a annoncé la levée des restrictions sur le commerce avec la Russie pour les biens non militaires. Il était stipulé qu'il ne s'agissait pas d'une « reconnaissance politique » d'une « quelconque autorité russe » et que les personnes et les sociétés qui faisaient du commerce prenaient « leurs propres responsabilités » et le faisaient « à leurs propres risques » (53). Cette décision a été influencée par l'appréhension du gouvernement des États-Unis des négociations anglo-soviétiques qui avaient commencé au printemps 1920 ; il ne voulait pas laisser la Grande-Bretagne s'emparer du marché russe.

Confronté à l'inévitabilité de formuler une nouvelle politique à l'égard de la Russie, le gouvernement démocrate s'est révélé incapable d'avancer la moindre idée constructive. La note du secrétaire d'État Bainbridge Colby à l'ambassadeur d'Italie, le 10 août 1920, s'est contentée de réaffirmer la politique russe de 1917-20 et de tracer la voie que les États-Unis allaient suivre pendant treize ans, jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement démocrate. Rédigée en pleine guerre polono-soviétique, la note était une réponse à une demande du gouvernement italien sur l'attitude américaine dans ce conflit et constituait une démarche diplomatique contre l'État soviétique.

La note Colby (54) a été le document le plus éloquent et le plus fondamental du Département d'État pendant toute la période où les États-Unis refusèrent de reconnaître non-reconnaissance le pays des Soviets. Deux thèmes principaux ressortaient de l'ensemble du message – la malhonnêteté du gouvernement soviétique et la notion d'intégrité territoriale de l'État russe. Selon Colby, « le régime russe actuel est fondé sur la négation de tous les principes d'honneur et de bonne foi, de tous les usages et conventions, qui sous-tendent l'ensemble de la structure du droit international, en bref, la négation de tout principe sur lequel il est possible de fonder des relations d'entente et de confiance, que ce soit entre nations ou entre individus ». Il attribue aux bolcheviks l'affirmation fantaisiste selon laquelle l'existence même du pouvoir soviétique en Russie dépendait du renversement des gouvernements « de toutes les autres grandes nations civilisées, y compris les États-Unis ». « Le service diplomatique du gouvernement bolchevik », avertissait le secrétaire d'État, « deviendrait un canal d'intrigues et de propagande de la révolte contre les institutions et les lois des pays avec lesquels il est en paix, ce qui constituerait un abus d'amitié auquel les gouvernements éclairés ne peuvent se soumettre. » Inutile de dire que l'histoire des relations soviétiques avec les États bourgeois jusqu'à cette époque avait rendu ces conclusions sans fondement.

Outre la justification de la politique de non-reconnaissance, l'idée de l'intégrité territoriale de la Russie occupe une place importante dans la note. Le secrétaire Colby était prêt à exclure de la Russie unie la Finlande, la Pologne (du moins les territoires polonais dont la population était polonaise) et, avec certaines réserves, l'Arménie (où il espérait encore établir une influence américaine). Washington ne voulait pas d'une Russie encore plus divisée et désapprouvait ouvertement le programme du Conseil suprême des Alliés en faveur de l'indépendance des États baltes et du Caucase et les activités des Japonais, qui occupaient militairement une partie de l'Extrême-Orient russe. Selon Vera Dean, Wilson « s'était opposé à la reconnaissance de l'indépendance de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie et avait exprimé en privé l'opinion que ces pays finiraient par être réincorporés dans le territoire russe » (55). Comme nous le savons, les États-Unis n'ont reconnu les États susmentionnés qu'en juillet 1922. Le gouvernement de Wilson était encore plus opposé à un changement du statu quo en Extrême-Orient. Reconnaissant comme permanentes les frontières historiques dans cette région, il ne voulait pas que les Japonais ou toute autre puissance conçoivent l'idée d'empiéter sur le territoire russe.

Nous avons déjà noté pourquoi les États-Unis ont adhéré à la position de l'intégrité territoriale de la Russie. Il ne fait aucun doute que cette attitude a suscité un certain intérêt de la part du gouvernement soviétique, qui percevait une certaine différence entre l'approche des États-Unis et celle des autres nations impérialistes du problème de nos frontières. Mais, dans la note de Colby, même cette idée, qui était dans une certaine mesure positive, revêtait un caractère nettement antisoviétique. Au cours de l'intervention et de la guerre civile, ceux qui faisaient partie des cercles dirigeants des États-Unis ont pris conscience, au moins partiellement, de la grande inquiétude de notre peuple pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale et politique de son pays. Les Américains ont appris beaucoup de leur expérience dans l'Extrême-Orient russe, où la population a démontré que, même si elle n'était pas en contact avec les principaux centres et était isolée au milieu des Gardes Blancs, elle ne concevait pas pouvoir vivre en dehors de la famille unie des peuples de notre pays. Les Américains ont compris qu'une des raisons de la victoire des bolcheviks était que les peuples de Russie avaient trouvé en eux leur parti le plus national. Bainbridge Colby a décidé de « priver » les communistes de ce type de soutien populaire ; d'« empêcher le régime bolchevique de jouer fallacieusement, mais efficacement, sur le nationalisme russe et de le contraindre à relever l'inévitable défi de la raison et du respect de soi que le peuple russe, à l'abri des invasions et des violations territoriales, ne manquera pas d'adresser à une philosophie sociale qui le dégrade et à une tyrannie qui l'opprime ».

Si la note de Colby était un libelle antisoviétique malveillant, tout ce qui s'y rapportait aux possessions territoriales a permis aux représentants américains de prétendre ensuite que, pendant les années difficiles de la Russie, ils avaient défendu les intérêts de la Russie et avaient empêché beaucoup de gens de s'enrichir aux dépens du pays. Ainsi, Franklin Roosevelt a déclaré à M. M. Litvinov en novembre 1933 que les États-Unis avaient « protégé » l'Extrême-Orient russe de l'expansionnisme japonais pendant les

premières années du régime soviétique. La note de Colby a mis un point final à l'interventionnisme actif du gouvernement des États-Unis en Russie soviétique et a marqué le début d'une nouvelle phase de la politique américaine, dans laquelle les cercles dirigeants ont compté principalement sur la croyance que, s'il n'était pas reconnu par les États-Unis, le régime bolchevique s'effondrerait ou, à tout le moins, perdrait de sa force.

Dans la mise en œuvre de sa politique anti-soviétique, le gouvernement de Wilson a reçu les encouragements et le soutien d'une grande partie de la bourgeoisie, dont les attitudes contre-révolutionnaires et interventionnistes allaient souvent plus loin que les mesures officielles prises par le Président. À quelques exceptions près, la presse était résolument contre les Soviétiques. Un flot de calomnies a été dirigé contre la Russie révolutionnaire, y compris l'affirmation selon laquelle les femmes y étaient devenues des biens publics. L'un des ennemis les plus actifs de la Russie soviétique était la National Civic Federation, qui comprenait un large éventail de réactionnaires et de conservateurs, des plus grands monopolistes aux bureaucrates des syndicats. Les sionistes, qui s'étaient d'abord montrés favorables à la « démocratie russe », ont également rejoint le chœur antisoviétique. Louis Marshall, président de l'American Jewish Committee, a déclaré : « Tout ce que représente le vrai bolchevisme est détestable au Juif (56). »

L'expression d'opinions antisoviétiques belliqueuses était de mode au Congrès. On entendait souvent parler d'un « état de guerre » entre la Russie et les États-Unis au Capitole, bien que la Maison Blanche et le Département d'État se soient efforcés d'éviter d'employer ces mots « durs » parce qu'ils ne cadraient pas avec le camouflage libéral de l'intervention armée. Le 14 janvier 1919, le sénateur Charles S. Thomas, sénateur du Colorado, a affirmé dans un discours dévastateur que « les bolcheviks nous ont déclaré la guerre depuis longtemps », que « la Russie est le foyer des attaques contre tous les gouvernements » (57). Porter J. MacCumber, sénateur du Dakota du Nord, est allé le plus loin dans les appels belliqueux, proposant le 14 février que le président porte l'effectif de l'armée américaine en Russie à 500 000 hommes afin de « libérer » le peuple russe « des assassins qui le tiennent actuellement sous leur coupe » (58). Le 3 mars, alors que Kolchak commençait son attaque, il a réitéré son appel, demandant que l'effectif de l'armée d'intervention soit porté à un demi-million d'hommes (59).

Bien sûr, d'autres voix se faisaient entendre entre les murs du Capitole. Le 12 décembre 1918, le sénateur Hiram Johnson de Californie a introduit une résolution dans laquelle il soulignait l'existence d'un « état de guerre » entre la Russie et les États-Unis sans la sanction du Congrès et demandait que le secrétaire d'État fournisse au Sénat, « si cela n'est pas incompatible avec l'intérêt public », toutes les informations sur la base desquelles le gouvernement américain avait envoyé des troupes en Russie (60). Le 7 janvier 1919, un autre sénateur très prestigieux, Robert M. La Follette, du Wisconsin, a déclaré que « le Congrès et le pays doivent savoir pourquoi nous faisons la guerre au peuple russe » (61).

Et le 9 janvier, le sénateur de l'Idaho William Borah a mis en garde la Maison Blanche : « Si nous entrons en Russie pour y établir un gouvernement par la force, nous y laisserons des millions de nos garçons dans des tombes sans nom, nous mettrons notre Trésor en faillite et, à la fin, nous nous en sortirons comme Napoléon. » Dans un esprit de coexistence pacifique, il a ajouté : « Je suis d'avis que le peuple russe a le même droit d'établir un État socialiste que celui que nous avons d'établir une République (62). »

Les Américains de tendance révolutionnaire et progressiste, ainsi que certains libéraux et même quelques conservateurs, se sont prononcés contre l'intervention et pour la reconnaissance de la Russie soviétique et une coopération amicale avec elle (63). Naturellement, les sections révolutionnaires de la classe ouvrière et de l'intelligentsia américaines ont salué la révolution socialiste en Russie avec un enthousiasme particulier. La plupart des socialistes se sont prononcés pour la défense de notre révolution et ont lutté résolument contre l'intervention. La fondation du Parti communiste aux États-Unis en 1919 a jeté les fondements les plus solides de la lutte pour le rapprochement soviéto-américain, pour l'amitié entre nos peuples. Dix jours qui ébranlèrent le monde, écrit par John Reed, le fondateur du Parti communiste des États-Unis, a joué un rôle majeur dans la dénonciation des fausses informations sur la Russie soviétique. L'éminent publiciste et écrivain américain, Lincoln Steffens, a également beaucoup fait pour diffuser la vérité sur l'État soviétique.

D'une manière générale, le mouvement en faveur de la fin de l'intervention et de la reconnaissance de la Russie soviétique a pris de nombreuses formes organisationnelles et politiques aux États-Unis. Il s'est avéré être l'un des véritables facteurs de la fin de l'intervention et du blocus.

Premiers contacts

Dans la lutte contre l'impérialisme mondial, le gouvernement soviétique ne faisait pas de distinction de principe entre le comportement des cercles dirigeants des États-Unis et leurs complices dans la campagne contre-révolutionnaire. Les représentants soviétiques parlaient souvent du Président Wilson en termes peu flatteurs, mais exacts. Parmi le peuple, l'impression que les Américains étaient des interventionnistes a également pris racine. En 1919, le poète révolutionnaire le plus populaire, Vladimir Maïakovski, s'est adressé au président des États-Unis en ces termes :

Je viendrai le voir,

je lui dirai :

« Wilson, . . . bien,

Woodrow,

Voulez-vous un seau plein de mon sang (64)? »

Néanmoins, le gouvernement soviétique avait des raisons de s'attendre à ce que les cercles dirigeants des États-Unis n'adoptent pas une position aussi hostile envers lui que l'Allemagne, l'Angleterre, la France et le Japon. Cette attente découlait du fait que les capitalistes américains avaient moins à perdre que les Britanniques, les Français ou les Belges, que les États-Unis n'avaient pas de revendications territoriales en Russie, contrairement à l'Allemagne et au Japon. Dans une certaine mesure, le gouvernement soviétique comptait sur la générosité des Américains et plus encore sur leur sens pratique et leur sens aigu des affaires. Il s'attendait à ce que les États-Unis, voyant que les positions de ses concurrents étaient affaiblies, essaient de faire du commerce avec la Russie.

Comme nous l'avons noté précédemment, pendant les jours critiques de la ratification du traité de paix de Brest-Litovsk, le gouvernement soviétique n'excluait pas de se tourner vers les États-Unis pour leur demander de l'aide si l'agression allemande devait se poursuivre. En mai 1918, le Comité du Conseil suprême de l'économie nationale a élaboré un projet de relations économiques entre la Russie soviétique et les États-Unis, que Lénine a remis au colonel Robins pour qu'il le fasse suivre aux parties intéressées aux États-Unis. Le plan note que « aujourd'hui et dans un avenir immédiat, après la conclusion d'une paix générale, l'Allemagne devra céder sa place de premier fournisseur de biens industriels et de consommation à la Russie. Un autre pays, hautement développé en capitaux, mais moins ravagé par la guerre, prendra sa place. Dans l'avenir immédiat, ce pays ne peut être que l'Amérique » (65).

En dépit du fait que les États-Unis aient participé à l'intervention, Lénine a constamment œuvré à l'établissement de relations commerciales entre les deux pays. Lorsqu'un correspondant américain lui a demandé : « Quelle est la position du gouvernement soviétique au sujet d'un accord économique avec l'Amérique ? », il a répondu : « Nous sommes résolument pour une entente économique avec l'Amérique, avec tous les pays, mais surtout avec l'Amérique 74. » C'est aux Américains que Lénine a adressé les premières déclarations explicites qu'il a faites sur la coexistence des deux systèmes. En septembre 1919, répondant à une question que lui avait posée sur la paix et les concessions le correspondant du Christian Science Monitor Isaac McBride, le chef du gouvernement soviétique a expliqué : « Une paix durable serait un tel soulagement pour les masses laborieuses de Russie que ces masses accepteraient sans aucun doute que certaines concessions soient accordées. L'octroi de concessions à des conditions raisonnables est également souhaitable pour nous, car c'est l'un des

moyens d'attirer en Russie l'aide technique des pays les plus avancés à cet égard, tant que durera la coexistence entre États socialistes et capitalistes. » En même temps, Lénine a ajouté qu'il ne fallait pas voir dans ce souhait un signe d'un quelconque affaiblissement de la foi en la victoire mondiale du socialisme, avant de souligner que « le pouvoir soviétique triomphera dans le monde entier » (66).

En février 1920, il a déclaré à un autre journaliste américain : « Apparemment, certains entrepreneurs américains commencent à comprendre qu'il est plus logique pour eux de faire des affaires avec la Russie que de faire la guerre à la Russie et c'est un bon signe... Je ne vois pas pourquoi un État socialiste comme le nôtre ne pourrait pas avoir de relations commerciales illimitées avec les pays capitalistes (67). »

C'est à Washington que le gouvernement soviétique s'adressait le plus souvent pour faire des propositions de paix, car il estimait que, s'il y avait la moindre chance qu'elles aboutissent, c'était là qu'elle se trouvait. Le 24 décembre 1918, M. M. Litvinov, le représentant soviétique à Stockholm, a envoyé une note spéciale à Wilson. Dans cette note, il a saisi l'occasion pour informer le président que, « outre la proposition de paix générale transmise récemment par le gouvernement soviétique aux Alliés, j'ai formellement notifié aujourd'hui aux ambassadeurs des États-Unis et des Alliés à Stockholm que je suis habilité à entamer des négociations en vue de la résolution pacifique de toutes les questions qui constituent des motifs d'actions hostiles contre la Russie. Les principes que vous avez proclamés comme base possible pour la solution des problèmes européens, vos déclarations ouvertes sur vos efforts et votre détermination à parvenir à un règlement qui réponde aux exigences de la justice et de l'humanité m'incitent à vous adresser les présentes observations, dans la mesure où la plupart des points de votre programme de paix s'intègrent dans le programme plus vaste et d'une portée considérable des ouvriers et des paysans russes qui sont aujourd'hui les maîtres de leur terre » (68).

Le 12 janvier 1919, une question tout aussi complexe a été posée à Lansing par le commissaire du peuple Georgi V. Tchichérine. Il lui a demandé pourquoi les troupes américaines restaient sur le territoire russe, puisque la guerre avec l'Allemagne était terminée. Il n'a obtenu aucune réponse du gouvernement des États-Unis. « Ma perplexité sur les raisons de la présence des troupes américaines en Russie », a-t-il écrit ensuite, était partagé par les officiers et les soldats américains et nous avons parfois eu l'occasion d'entendre les hommes eux-mêmes l'exprimer. Nous avons fait remarquer à ces Américains que leur présence équivalait à une tentative de réimposer au peuple russe le joug de l'oppression dont il s'était débarrassé et notre franc-parler a contribué à l'établissement de bonnes relations entre nous » (69). Les États-Unis n'ont réussi à sauver la face que parce que, ne reconnaissant pas le gouvernement soviétique, ils n'étaient pas obligés de répondre à ces questions embarrassantes.

Le gouvernement soviétique a pris une autre initiative importante pour normaliser les relations avec les États-Unis. En 1919, il a nommé L. Martens comme représentant officiel aux États-Unis. Il a montré plus de dynamisme en Amérique que n'en avait montré Francis Dana dans la Russie du XVIIIe siècle. Martens ne s'est pas immiscé dans les affaires intérieures des États-Unis, ni n'a enfreint aucune de leurs lois et coutumes. Selon les instructions de son gouvernement, il s'en est tenu à établir des relations économiques avec les entreprises et les particuliers américains intéressés et à leur fournir des informations sur les conditions économiques et commerciales en Russie. Dans un mémorandum adressé au Département d'État le 19 mars 1919, il a proposé de « mettre fin à la politique actuelle de boycott de la Russie soviétique et d'établir un programme d'échange matériel et culturel » (70). La mission de Martens a cependant été entravée de toutes les manières possibles, y compris par des descentes de police dans son bureau. Dans de telles conditions, il n'était évidemment pas question pour la Russie d'obtenir la reconnaissance officielle des États-Unis. Le ministère du Travail a exigé son expulsion du pays et il a finalement quitté les États-Unis sur les instructions de Moscou. Lui ordonnant de rentrer chez lui en décembre 1920, Tchicherine a écrit à Martens : « Transmettez au peuple américain, en particulier aux ouvriers, l'assurance de notre bonne volonté inaltérable, notre gratitude pour leurs nombreuses manifestations de sympathie et de coopération et dites-leur également notre volonté de reprendre nos relations amicales historiques avec l'ensemble du peuple américain (71). »

Le gouvernement soviétique ne s'attendait pas à ce que les démocrates normalisent les relations avec la RSFSR avant de quitter la Maison Blanche. En revanche, il a placé certains espoirs dans la nouvelle administration républicaine. Tchicherine a déclaré lors de la réunion des membres du Parti communiste du Congrès des Soviets que les Républicains, « influencés par des considérations commerciales, établiront très probablement des relations commerciales avec nous » (72). Au cours de cette période, l'intérêt des entreprises américaines pour les concessions d'exploitation en Russie s'est intensifié. À l'automne 1920, Washington Vanderlip est arrivé à Moscou pour négocier des concessions ; il avait des projets d'expansion de grande envergure. Lénine a évalué ses propositions comme suit : « Nous avons ici un impérialisme sans fard, qui ne juge même pas nécessaire de se voiler, car il se trouve magnifique tel qu'il est (73). »

Un contrat de concessions n'entrerait en vigueur que lorsque des relations normales de facto auraient été établies entre la Russie et les États-Unis, ce qui devait avoir lieu avant le 1er juillet 1921. Cette condition n'ayant pas été remplie, l'accord ne s'est pas concrétisé. Mais, sous la pression des milieux d'affaires intéressés, le Département du Trésor et le Système de la Réserve Fédérale ont levé le 20 décembre 1920 l'interdiction d'exporter des devises vers la Russie. L'interdiction d'accepter l'or soviétique en paiement est cependant restée en vigueur.

Lorsque, en mars 1921, les Républicains se sont installés à la Maison Blanche, le gouvernement soviétique a estimé que le moment était propice pour présenter au Congrès et au président Warren

Harding une proposition de normalisation des relations. Washington n'a pas tardé à donner sa réponse. Le 25 mars 1921, le Secrétaire d'État Charles Evans Hughes a envoyé un télégramme à Maxim Litvinov par l'intermédiaire du consul américain à Revel, dans lequel il informait la Russie que sa proposition d'échanges commerciaux avait été rejetée pour deux raisons : d'abord, la Russie n'a rien à échanger ; ensuite, avant d'avoir l'audace de parler d'échanges avec l'Amérique, les Soviétiques devraient apporter des « changements fondamentaux » dans leur conception de la propriété.

Désormais, les Républicains eux aussi s'étaient exprimés officiellement sur la question russe. En général, ils ont suivi la voie tracée par les démocrates : les relations ne pouvaient être normalisées qu'avec la restauration du capitalisme. C'était une politique à courte vue, même du point de vue des intérêts économiques commerciaux des États-Unis.

Les hommes d'affaires qui étaient intéressés par le commerce avec la Russie ne considéraient pas le secrétaire d'État Hughes comme l'un des leurs. Ils ont fait pression sur le Secrétaire au Commerce Herbert Hoover, plus proche des milieux commerciaux et industriels. Hoover a protesté officiellement auprès du Département d'État, auquel il a fait remarquer qu'il répétait son erreur d'avant-guerre en laissant le commerce avec la Russie entre les mains de l'Allemagne. Il a insisté pour que les États-Unis commercent avec la Russie directement, sans l'intermédiaire de l'Allemagne et s'est battu pour « l'installation de la technologie américaine dans les industries russes » (74). Mais une haine aveugle du système soviétique et son manque de confiance dans le potentiel économique de la nouvelle Russie l'ont empêché d'avoir une vision sensée des perspectives des relations américano-soviétiques.

Les années 1921-22 ont été marquées par un accroissement de l'activité américaine en Russie soviétique, en raison de la sécheresse et de la famine dans la région de la Volga. Le peuple américain a réagi avec compassion au malheur qui frappait la Russie, usée par les guerres et les invasions étrangères. Un vaste mouvement d'aide à la population affamée de notre pays a été lancé aux États-Unis. Les organismes officiels ont également pris part à ces activités. L'entreprise présentait de nombreux aspects, qui doivent être pris en compte pour l'évaluer.

Le président de l'American Relief Administration (ARA), Herbert Hoover et ses associés, partageant le point de vue de ceux qui avaient auparavant organisé l'intervention, le blocus et le boycott de la Russie révolutionnaire, pensaient que le moment était venu d'exercer une véritable pression politique sur les Soviétiques, d'intervenir dans affaires russes et de réaliser ce qu'ils n'avaient pas pu accomplir par des moyens militaires : affaiblir l'autorité soviétique, aliéner le peuple et restaurer l'ordre bourgeois. Mais nombreux étaient ceux dont la motivation était au contraire d'aider le gouvernement soviétique. C'était la position du mouvement de secours populaire, qui a atteint une ampleur considérable et a également

démasqué les intentions antisoviétiques d'Herbert Hoover. L'organisation 'Friends of Soviet Russia' a annoncé que son slogan était « l'aide à la famine sans conditions contre-révolutionnaires » et que son principe était « de donner sans imposer de conditions impérialistes et réactionnaires comme le font Hoover et d'autres » (75). Avec d'autres, elle s'est rendue compte que la politique de Hoover n'était pas sa politique personnelle, mais le reflet des intentions antisoviétiques des cercles dirigeants. L'appel de l'une des organisations de gauche soulignait que « La politique de Hoover est la politique du gouvernement américain » (76).

Outre les considérations contre-révolutionnaires des cercles dirigeants, un point important, qui est généralement négligé dans les travaux des auteurs américains, est l'intérêt économique que les agriculteurs américains avaient à envoyer à la Russie une partie des réserves de leurs produits agricoles, dont les prix pouvaient augmenter pendant les crises et les dépressions. Benjamin C. Marsh, l'un des dirigeants de la National Farmers' Union, a constamment exprimé ce point de vue dans ses lettres à Herbert Hoover et dans ses apparitions publiques, expliquant que l'aide à la Russie affamée soulagerait « nos agriculteurs, qui vivent une tragédie » (77). Il a condamné Hoover pour ne pas s'être intéressé au sort des agriculteurs américains. Dans le même temps, Marsh a noté que Hoover essayait, à travers les activités de l'ARA, « de tuer le gouvernement soviétique » (78).

Cette observation est particulièrement importante dans la mesure où elle a été faite par un ennemi du pouvoir soviétique qui pensait, comme Hoover lui-même, que l'aide américaine aiderait les Russes à « comprendre l'inanité du système soviétique de gouvernement » (79).

Le gouvernement soviétique, bien qu'il se soit trouvé dans des circonstances exceptionnellement difficiles, n'a fait aucune concession de nature politique. Connaissant Herbert Hoover pour ce qu'il était, il a dit très clairement aux dirigeants de l'ARA que, en portant secours à la population affamée, ils devaient s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures de la Russie. Dans ces conditions, un accord a été conclu à Riga par Litvinov et Walter Lyman Brown, directeur de l'ARA pour l'Europe, le 20 août 1921.

Dans l'ensemble, les Américains se rendaient compte qu'ils avaient affaire à une autorité établie. James P. Goodrich, l'ancien gouverneur de l'Indiana, a informé en avril 1922 Herbert Hoover depuis la Russie que, « à l'heure actuelle, il n'y a aucun espoir d'une contre-révolution ou d'un changement soudain de gouvernement » (80). Bien qu'il ne faille pas négliger les aspects politiques sombres de l'activité de l'ARA en Russie, il faut aussi reconnaître qu'elle a apporté une aide précieuse à la population affamée de notre pays.

La valeur des marchandises envoyées en Russie par l'ARA s'est élevée à 62 millions de dollars, frais de transport compris. Sur cette somme, 14 millions de dollars ont été couverts par le gouvernement soviétique. En outre, environ 5 millions de dollars ont été versés à l'ARA par d'autres organisations agissant séparément. Il faut noter que même le gouvernement des États-Unis, sans avoir reconnu la RSFSR, lui a alloué 20 millions de dollars et a remis cette somme à l'ARA. Lorsque les activités des services américains d'aide aux victimes de la famine en Russie ont atteint leur pic en août 1922, 10 000 personnes y participaient (81). Le 22 novembre 1922, Lénine a reçu Haskell en tant qu'invité avant que celui-ci ne parte pour les États-Unis et a exprimé officiellement la gratitude du peuple et du gouvernement soviétiques au peuple américain. Il a été très intéressé d'apprendre de Haskell l'intention d'Herbert Hoover de visiter la Russie pour se familiariser directement avec son économie. Sur instruction de Lénine, une lettre favorable à la visite de Hoover a même été envoyée au secrétaire du Commerce. Conformément à une résolution du Soviet des Commissaires du Peuple de l'URSS, une lettre de gratitude à l'Amérique pour son aide au peuple soviétique a été adressée à Hoover le 10 juillet 1923.

Au début des années 1920, une campagne s'est développée parmi les ouvriers américains, les agriculteurs et l'intelligentsia américains pour étendre l'aide technologique et économique à l'URSS. Une Society for Technical Aid for Soviet Russia (Société d'aide technique à la Russie soviétique) a été créée ; elle comptait 10 000 membres en 1921. Le 22 juin 1921, le gouvernement de la RSFSR a adopté une résolution « concernant l'émigration industrielle américaine », qui encourageait les groupes d'assistance technique américains à venir en Russie, mais sous certaines conditions. Le gouvernement craignait que les Américains, emportés par un enthousiasme romantique éphémère, ne soient désillusionnés, lorsqu'ils seraient confrontés aux difficultés pratiques de la Russie. Tchicherine était particulièrement sceptique quant à ce type d'aide (82). Mais Lénine a soutenu avec enthousiasme l'initiative américaine, en stipulant toutefois que tous ceux qui arrivaient devaient d'abord être pleinement conscients des difficultés auxquelles ils seraient confrontés.

Les dirigeants de la plupart des groupes américains qui sont arrivés en Russie étaient communistes; il s'agissait entre autres de William Haywood et de S. Rutgers (un Hollandais). L'organisation de la colonie industrielle autonome du Kouzbass, qui a fonctionné de 1921 à 1927 (83), a constitué une entreprise particulièrement importante dans laquelle les travailleurs américains ont apporté une assistance technologique à la Russie soviétique (84). Bien entendu, il ne faut pas exagérer l'importance de tous ces groupes dans le développement économique de l'État soviétique au cours des années 1920. Le gouvernement de l'URSS a pris en compte leur potentiel, n'a pas encouragé l'immigration de masse et a déclaré à plusieurs reprises qu'il était souhaitable que seul un petit nombre de corps bien organisés d'ouvriers de production viennent dans notre pays.

En ce qui concerne les concessions, les choses ont évolué quelque peu différemment, mais le résultat a été tout aussi modeste. Les Soviétiques se souciaient peu de l'éventuelle déception des hommes

d'affaires américains à l'égard du système socialiste, mais tenaient compte du fait qu'un concessionnaire ne serait actif que dans la mesure où il ferait des profits. Ils ont essayé de créer une situation mutuellement bénéfique. Le 2 novembre 1921, le premier accord de concession a été signé à Moscou entre le gouvernement soviétique et la compagnie américaine United Medical and Pharmaceutical pour l'exploitation des gisements d'amiante dans l'Oural. Les premiers concessionnaires étaient Armand Hammer et B. Mishel. Parmi les autres concessionnaires américains, il faut mentionner Averell Harriman, exploitant des mines de manganèse Chiatura dans le Caucase.

L'Extrême-Orient russe, avec la création de la République d'Extrême-Orient (REO), un État tampon ami de la RSFSR, occupe une place particulière dans les relations soviéto-américaines de cette période. Le gouvernement de la REO comprenait non seulement des bolcheviks, mais aussi des représentants des partis de la petite bourgeoisie. La politique américaine envers la République d'Extrême-Orient était fondamentalement contradictoire. Conscients que la République d'Extrême-Orient n'était pas séparée de la RSFSR par une Grande Muraille de Chine, les États-Unis n'ont pas voulu établir de relations diplomatiques normales avec elle. Ils espéraient toujours que les éléments socialistes-révolutionnaires et mencheviques prendraient le dessus en Transbaïkalie. Si des changements fondamentaux devaient avoir lieu en Sibérie orientale, cela conviendrait parfaitement aux États-Unis, mais seuls les Japonais pouvaient « changer » la situation et leur présence dans cette région ne promettait rien de bon pour les Américains. C'est ce qui explique les hésitations de la politique extérieure américaine à cet égard. Les Américains ont reconnu de facto la République d'Extrême-Orient ; ils ont envoyé à Chita, sa capitale, leur consul, John K. Caldwell et ont reçu à Washington le représentant de la REO, B. E. Skvirsky, ainsi qu'une délégation commerciale spéciale dirigée par A. A. Yazykov.

L'ambivalence de la politique américaine est apparue clairement à la conférence de Washington de 1921-22. Les États-Unis n'ont permis ni la RSFSR ni la REO d'y participer. Les organisateurs de la conférence se sont arrogés le droit d'être les « représentants moraux » du peuple russe. Le gouvernement de la RSFSR a protesté à deux reprises contre le fait d'avoir été tenu à l'écart des discussions sur le Pacifique et tout particulièrement d'avoir été tenu à l'écart de l'examen de la question du chemin de fer de la Chine orientale, qui concernait exclusivement la Chine et la Russie. Mais le gouvernement des États-Unis n'a pas rompu ses relations avec la REO, dans l'espoir d'influencer le cours des événements en Sibérie. Lorsque la délégation de la REO est arrivée à Washington, elle a été reçue par le Département d'État. Les contradictions de la position des États-Unis ressortent aussi clairement de l'analyse de l'attitude américaine à l'égard de l'occupation japonaise des provinces maritimes russes. L'administration Harding s'opposait à tout accroissement de l'influence japonaise dans ces régions, mais, à la conférence, elle s'est contentée d'inclure dans le protocole une expression de son hostilité aux annexions auxquelles le Japon avait procédé en Sibérie.

Le sort de l'Extrême-Orient et de la Russie a été décidé par le peuple soviétique lui-même, qui, à la fin de 1922, avait chassé de son pays les derniers interventionnistes qui s'y trouvaient encore. Le projet américain d'une Sibérie bourgeoise autonome comme prototype de la future Russie unie et le projet des Japonais de s'emparer de la région côtière étaient définitivement enterrés. Par une résolution du Congrès des Peuples de la République d'Extrême-Orient du 14 novembre 1922, le pouvoir a été transféré aux Soviets, tandis que la République elle-même a été intégrée à la RSFSR. Skvirsky, resté à Washington, y est devenu le représentant des intérêts de la RSFSR.

Un chapitre notable des relations russo-américaines pendant la période en question a été les négociations sur la possibilité d'envoyer à Moscou une commission d'enquête américaine à la suite de l'échec des efforts déployés pour nous imposer des conditions économiques inacceptables lors des conférences de Gênes et de La Haye. Bien que les États-Unis n'aient pas pris part aux conférences, ils ont tout fait pour qu'elles échouent. Immédiatement après la fin de la conférence de La Haye, une demande officielle est parvenue à Moscou en provenance des États-Unis ; ils voulaient savoir dans quelles conditions il serait possible d'entamer des négociations sur le rétablissement des relations commerciales et si Moscou acceptait l'envoi en Russie d'une commission américaine d'experts (85). Cette enquête cachait des objectifs qui étaient désormais connus : essayer de modifier la situation en Russie par des moyens non militaires, s'assurer une position prédominante dans l'économie russe, écarter les concurrents, notamment les Britanniques et les Allemands.

Mais les cercles dirigeants aux États-Unis n'avaient toujours pas compris que la partie soviétique ne coopérerait que sur un pied d'égalité. Les principes généraux de la réponse au gouvernement des États-Unis ont été énoncés publiquement par L. M. Karakhan, assistant du Commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères, dans une interview accordée à un correspondant du New York Times le 19 août 1922. Il a déclaré : « Notre gouvernement n'a aucune objection à ce que des hommes d'affaires américains et des groupes d'affaires viennent en Russie dans des conditions générales pour des négociations sur des questions économiques. Quant à la venue d'une commission spéciale d'experts ou d'une commission d'enquête, elle ne peut être admise qu'à la condition que nos représentants soient autorisés à se rendre en Amérique pour faire une étude du marché américain. En général, nous favoriserions de toutes les manières possibles le début de négociations commerciales avec le gouvernement américain (86). » Le gouvernement soviétique a maintenu cette position également lors des négociations en Allemagne entre l'ambassadeur des États-Unis, Alanson B. Houghton et Tchicherine qui s'y trouvait pour des raisons de santé.

Les Américains se sont offusqués de la proposition de la Russie de négocier d'égal à égal et, le 18 septembre 1922, ils ont rompu les négociations en raison d'un prétendu « refus soviétique » (87). Il n'y avait vraiment pas de quoi s'offusquer. Le comportement du gouvernement soviétique avait été irréprochable. « Le gouvernement soviétique, » lit-on dans la réponse de Moscou, « serait extrêmement

réceptif à toute mesure, fondée sur la réciprocité, qui permettrait à chaque pays de se familiariser avec la situation économique de l'autre. Mais c'est précisément parce que le gouvernement soviétique s'efforce d'établir des relations stables avec l'Amérique que, sans contrepartie, il ne peut pas considérer la venue d'une commission d'enquête américaine comme une mesure appropriée. Il est évident que l'opinion publique russe considérerait un tel arrangement unilatéral comme incompatible avec le principe de l'égalité des deux parties et que, de ce fait, il en résulterait des attitudes préjudiciables à la stabilité de nos relations futures » (88).

Certaines hautes personnalités du gouvernement américain en étaient également conscientes. James Goodrich, membre du Comité National du Parti Républicain et partisan de la reconnaissance de la RSFSR, a proposé une solution qui était acceptable pour la partie soviétique et qui ne posait aucune difficulté au gouvernement des États-Unis dans la mesure où elle reposait sur le principe de l'égalité. Mais le plan de l'ex-gouverneur de l'Indiana n'a pas reçu de soutien à Washington (89).

Telle est, dans ses grandes lignes, l'évolution complexe des relations tendues entre la Russie soviétique et les États-Unis au cours des cinq années qui ont suivi la Révolution.

Il est facile de constater qu'elles étaient plutôt actives. Les autorités soviétiques élaboraient les principes socialistes de sa politique étrangère, de la coexistence pacifique entre des pays qui avaient des systèmes socio-économiques différents et les appliquaient dans leurs relations avec les États-Unis.

Les cercles dirigeants des États-Unis avaient également des relations actives avec la Russie soviétique, si actives qu'ils ne se sont pas abstenus de l'usage de la force. Mais cette activité était fondamentalement négative. Et cela explique le fait que les Américains n'ont rien obtenu de la Russie et se sont brouillés pour longtemps avec notre pays.

Nikolai V. Sivachev et Nikolai N. Yakovlev, *Russia and the United States*, traduit par Olga Adler Titelbaum, The University of Chicago Press, Chicago et Londres, 1980, traduit de l'anglais par B. K.

Notes de l'Introduction

(1) Semion Lyandres, *The Bolsheviks' « Gennan Gold » Revisited. An Inquiry into the 1917 Accusations*, The Carl Beck Papers in Russian & East European Studies, n° 1106, 1995, p. 58.

(2) Marc Ferro, la Révolution de 1917, Albin Michel, p. 510.

(3) Thierry Wolton, Une histoire mondiale du communisme, t. 1 : Les bourreaux, Bernard Grasset, Paris, 2015. Il en va de même du chapitre The Money for the Revolution dans Yuri Felshtinsky, Lenin and His Comrades: The Bolsheviks Take Over Russia 1917-1924, Enigma Books, New York, 2010, dont la première partie détaille les sources du financement russe du Parti bolchevique et affirme que celui-ci reçut des fonds des Japonais vers 1905 (voir à ce sujet Vadim Medish, Lenin and Japanese Money, The Russian Review, vol. 24, n° 2, avril 1965 [p. 165-76].

(4) Semion Lyandres,, op. cit., p. 3-4.

(5) Ibid., p. 5.

(6) Ibid., p. 104.

(7) Georges Bonnin, Les Bolchéviques et l'argent allemand pendant la première guerre mondiale, Revue Historique, t. 233, fasc. 1, 1965 [p. 101-26].

(8) Boris Souvarine, Controverse avec Soljénitsyne, Allia, 1990, p. 147, qui fournit (p. 52-3) ce témoignage capital au sujet des fonds qu'auraient versés Parvus à Lénine : « Le seul million de marks versé à Parvus, et que celui-ci prétend avoir envoyé à Petrograd (selon les documents allemands, et non pas cinquante millions), n'a laissé aucune trace nulle part, même après soixante ans de recherches, et alors que personne n'a pu formuler la moindre hypothèse ou présomption à cet égard. Il n'y a qu'une seule explication plausible : c'est que Parvus s'est approprié cette somme. En effet, Lénine n'était pas le destinataire, il habitait la Suisse, non Petrograd. Ses proches et ses hommes de confiance sont également hors de cause, puisque nous avons la correspondance privée de l'époque, révélant l'isolement de Lénine : lettres de celui-ci à sa sœur, à son beau-frère, à Chliapnikov, à Kollontaï, à Inessa Armand, à Ganetski et autres (elles n'ont pas été écrites pour les besoins de la présente controverse , soixante ans plus tard). »

(9) Lev Danilkin, Vladimir Lénine: Le Pantocrator de la poussière du soleil, MACHA, 2020.

(11) Léon Poliakov, The History of Anti-Semitism, vol. 4 : Suicidal Europe, 1870-1933, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2003.

(12) Boris L'vovich Brasol naquit le 31 mars 1885 à Poltava, bien qu'il lui soit arrivé d'indiquer comme lieu de naissance Kharkov. Il aimait se vanter d'être de vieille souche cosaque. Étudiant à la faculté de droit de l'université impériale de Saint-Petersbourg, il était connu pour être un « fervent partisan du marxisme » ; en 1905, il avait été secrétaire d'un groupe d'étudiants révolutionnaires alliés au Parti ouvrier social-démocrate russe ou, pour citer un de ses dossiers au FBI, « [...] dans sa jeunesse, Brasol avait été trésorier d'une organisation radicale de l'université de Saint-Petersbourg et avait détourné une partie de l'argent. Lorsque le détournement de fonds fut découvert, il fut banni de l'organisation. Selon l'informateur, le détournement de fonds fut découvert par certains étudiants juifs et il en conçut beaucoup d'amertume envers tous les Juifs ». Brasol étudia l'art dramatique et la mise en scène dans le but de devenir critique de théâtre ; il obtint son diplôme dans les deux filières en 1908. À l'âge de 21

ans, Boris recevait l'équivalent de cinquante cents par mot pour ses critiques, ce qui faisait de lui le deuxième critique de théâtre le mieux payé de Russie. En 1913, il fut promu procureur général du quatorzième district de Saint-Petersbourg. Il servit comme sous-lieutenant dans le premier régiment d'infanterie de la Garde impériale pendant la Première Guerre mondiale, fut décoré deux fois pour sa bravoure lors des campagnes de Pologne et de Galicie et fut blessé trois fois. Ayant gagné le respect et la confiance du tsar en tant que procureur militaire, Brasol fut envoyé à Londres pour négocier un prêt britannique de 600 millions de dollars destiné à l'achat par la Russie de matériel de guerre et de munitions aux États-Unis. Venu aux États-Unis en 1916 en tant que membre du Comité anglo-russe, chef du département juridique du Comité d'approvisionnement russe et seul représentant de la Russie à la conférence interalliée, Brasol s'acquitta de ses fonctions jusqu'en 1917, date à laquelle il démissionna de tous ses postes plutôt que de servir le régime bolchevique. Peu désireux de retourner en Russie, Brasol dû chercher un emploi. Il fut coopté au Bureau d'enquête du ministère de la Justice des États-Unis, en qualité non pas d'agent, mais d'informateur confidentiel ; toujours en 1918, il devint vice-président, puis président du Comité général de la défense nationale russe (General Committee of Russian National Defense) et, l'année suivante, co-fonda Unity of Russia et rejoignit l'Association volontaire des officiers de l'armée et de la marine russes aux États-Unis (The Voluntary Association of the Russian Army and Navy Officers in the U.S.A.). Brasol travailla ensuite comme « enquêteur spécial » pour le service de renseignement du War Trade Board des États-Unis et, peu après la signature de l'armistice en 1919, il démissionna pour devenir conseiller confidentiel du major général Marlborough Churchill, chef de la division du renseignement militaire du ministère de la Guerre. En sa qualité d'« agent confidentiel B-1 », il rédigea au moins trente-six rapports numérotés sur des groupes radicaux et quelques mémorandums spéciaux connexes. En décembre 1919, il en envoya un sur une « bande judéo-allemande internationale » qui, de Stockholm, travaillait à la « révolution socialiste mondiale ». Ses douze dirigeants, précisait-il, étaient tous juifs, dont Trotski, le banquier américain Jacob Schiff et son ami et coreligionnaire allemand Max Warburg. Le plus important des rapports de Brasol au MID est son « Bolchevism and Judaism », marqué « Confidentiel » et soumis à Churchill au début de décembre 1918. Il y expliquait comment la révolution russe avait été manigancée à New York en 1916 par Jacob Schiff, Otto Kahn et d'autres banquiers juifs, comment Schiff avait financé Trotski, comment presque toutes les sommités bolcheviques étaient juives, comment d'autres Juifs américains comme Judah Magnes et Paul Warburg étaient de connivence avec eux et les soutenaient, comment les mêmes Juifs étaient également derrière les soulèvements rouges en Allemagne et comment, en bref, « les Warburg, Jacob Schiff, [Otto] Kahn et d'autres riches juifs visaient à la désorganisation complète du monde et, au moment opportun, à prendre le contrôle du monde dans l'intérêt des Juifs allemands ». Le capitaine Edwin Grosvenor estima que ses affirmations n'étaient absolument pas fondées et qu'elles « ne méritaient pas d'être prises au sérieux », tandis que le capitaine Carleton B. Hayes y vit « un autre signe de la tendance délirante d'un fanatique, sinon d'un cerveau malade ». Ce qui ne dissuada pas Brasol de continuer à essayer de discréditer le bolchevisme en utilisant toutes les armes à sa disposition, dont les Protocoles des sages de Sion, mais l'incita probablement à quitter le MID en avril 1920. Il fut vraisemblablement recruté comme agent dans le service de renseignement privé d'Henry Ford. Le New York Times lui ouvrit les colonnes de son courrier des lecteurs, où il lança un appel à une « expédition interalliée et panslave » pour libérer la Russie des Rouges. Son premier livre en anglais, Socialism vs. Civilization, fut publié en 1920 chez Charles Scribner's Sons, avec une introduction du président de

l'université de Harvard, Thomas Nixon Carver. En décembre 1920, Brasol se fit un nouvel allié dans sa lutte contre le judéo-bolchevisme, à savoir le comte monténégrin Arthur Ivanovich Cherep-Spiridovich, tout juste arrivé de Londres à New York. Il se présentait parfois comme le « Bismarck slave », avait été consul de Serbie à Moscou et avait travaillé dans les années précédant la Première Guerre mondiale comme agent de renseignement serbe et russe. Pie X l'avait nommé comte pontifical en 1907 en reconnaissance de ses services d'ambassadeur itinérant de l'Ordre Souverain de Saint-Jean (SOSJ), qui, sous le tsar Cyril 1er, avait recueilli des renseignements sur les mouvements révolutionnaires internationaux et avait mené des opérations de guerre psychologique contre les bolcheviks. Le comte était également un promoteur infatigable de diverses organisations obscures telles que la Fédération celto-slave et la Ligue latino-slave, qui mua ensuite en Ligue anglo-latino-slave. Spiridovich permit à Brasol de rencontrer des dirigeants du jeune parti national-socialiste, dont Alfred Rosenberg, avec qui il se serait lié d'amitié. Spiridovich connaissait Sergei Nilus, l'auteur de la première édition russe des Protocoles, dont Brasol faisait circuler des copies dactylographiées dans le but d'entraver les relations diplomatiques et commerciales des États-Unis avec la Russie et d'obtenir un soutien à l'intervention militaire alliée dans la guerre civile russe aux côtés des forces blanches dirigées par le général Kolchak. Il apparaît, d'après diverses sources, que Brasol fournit au ministère de la Justice un exemplaire des Protocoles en 1918. Avec ou sans l'aide du Dr Harris A. Houghton, alors en relation avec les services de renseignements militaires à New York, dont il avait fait la connaissance un peu plus tôt, il porta également les Protocoles à l'attention de la Division des renseignements militaires du Département de la Guerre. La bureaucratie fédérale n'ayant pas donné suite, il dut se résoudre à rendre publiques ses preuves de la conspiration juive visant à renverser la civilisation chrétienne. W. H. Allen, rédacteur en chef et éditeur du journal antisémite Anti-Bolshevist lui ouvrit ses colonnes. En 1920, il n'existait aucune traduction anglaise des Protocoles ; à la fin de l'année, les lecteurs pouvaient choisir entre trois éditions. La première et la plus célèbre était *The Jewish Peril* (Eyre & Spottiswoode, Londres, 1920), la deuxième avait été publiée par George Shanks, un émigré russe ; la troisième, qui serait (il nia en être l'auteur) celle de Brasol, *The Protocols and World Revolution*, avait été publiée anonymement ; elle fut en fait suivie d'une édition américaine rivale (*Praemonitus, Praemunitus: The Protocols of the Wise Men of Zion*) de son ami le Dr Harris A. Houghton. D'après la correspondance fragmentaire conservée dans les papiers de Brasol, on peut affirmer que *The Protocols and World Revolution* furent financés par un groupe qui sponsorisait les recherches de Brasol et payait ses dépenses et auquel appartenait E. G. Rich, directeur général de Small, Maynard, éditeur de Brasol et détenteur des droits d'auteur du livre. Il fut, en dépit de l'accueil favorable réservé au texte par la presse états-unienne, un échec commercial. En revanche, la série d'articles qu'il publia dans *Dearborn Independent* de Ford de mai 1920 à la mi-1927 connut un franc succès. Ils furent ensuite réunis sous le titre de « *The International Jew: The World's Foremost Problem* ». Un ancien membre du gouvernement russe qui avait précédé celui de Kolchak en Sibérie jura plus tard (bien qu'anonymement) que la croisade anti-juive de Brasol et de Ford avait été encouragée entre autres par un éminent avocat juif du nom de Maurice Leon, beau-fils du professeur de Columbia et activiste sioniste Richard Gottheil et ennemi de Jacob Schiff. À partir de 1926, Brasol fut le conseiller juridique de nombreuses banques, cabinets d'avocats et compagnies d'assurance new-yorkaises, dont la National City Bank, Guaranty Trust, New York Life, Equitable Life et les cabinets d'avocats Cravath et Coudert Brothers. Dans les années 1930, il entretenait de nombreux contacts avec des Russes de droite aux États-Unis, ainsi qu'avec des « nativistes », des antisémites et des pro-fascistes

locaux, dont le Père Charles Coughlin qui claironnait que la dépression était l'œuvre des « banquiers juifs internationaux » et publiait Social Justice, pour lequel Brasol aurait écrit sous le nom de « Ben Marcin ». Selon une source du FBI, Brasol était « un pont » du Blue Lamoo, dont le siège social se trouvait à Black Hills, dans le Dakota du Sud et qui se présentait comme une société spirituelle et chevaleresque aryenne fondée sur la sagesse mystique de l'ancienne Atlantide. Le Blue Lamoo était une branche de l'Ordre souverain de Saint-Jean. Brasol se rendit en Allemagne tous les ans de 1933 à 1939. Durant l'été 1938, il participa à l'organisation d'un congrès clandestin anti-Komintern en Allemagne, avec l'approbation de la Gestapo et de Himmler.

Dans le dossier 10022487 du FBI du 28 août 1941 intitulé « Boris Brasol: Summary of Information » on lit : « En 1925, [visé par une enquête], BRASOL a été appelé à témoigner à Washington au sujet de la controverse sur l'argent laissé ici par le gouvernement impérial russe et il a fait un témoignage en faveur du Soviet, ce qui lui a permis d'établir de bonnes relations avec le Soviet. Au cours des huit ou neuf années qui ont suivi, il a été un agent d'Amtorg [le bureau commercial soviétique à New York] et du G.P.U., tout en gardant un contact étroit avec les Russes blancs. » Peu après Pearl Harbor, il proposa ses services à la division du renseignement militaire des États-Unis, puis offrit de coopérer pleinement avec le FBI. Les accusations contre lui furent abandonnées en 1944. Dans l'après-guerre, Brasol se fit discret, mais, au début de la guerre froide et surtout en raison du maccarthysme, il créa le Bureau exécutif du Front monarchiste panrusse, dont il se fit président. Ses activités consistaient principalement à dénoncer les groupes et les individus « communistes » (voir Richard Spence, *The Tsar's other lieutenant: the antisemitic activities of Boris L'vovich Brasol, 1910-1960 Part I: Beilis, the protocols, and Henry Ford*, The Free Library. 2014, consulté le 23 juin 2022 ; id., *The tsar's other lieutenant: the antisemitic activities of Boris L'vovich Brasol, 1910-1960 Part II: White Russians, Nazis, and the Blue Lamoo*, The Free Library. 2012, *Journal for the Study of Antisemitism*, consulté le 23 juin 2022 ; id., *The tsar's other lieutenant: the antisemitic activities of Boris L'vovich Brasol, 1910-1960 Part II: White Russians, Nazis, and the Blue Lamoo*. *Journal for the Study of Antisemitism*, vol. 4, no. 2, décembre 2012, p. 679, Gale Academic OneFile, link.gale.com/apps/doc/A324982469/AONE?u=anon~4d5769eb&sid=googleScholar&xid=659dec80, consulté le 22 juin 2022 ; Robert Singerman, *The American Career of the 'Protocols of the Elders of Zion'*, *American Jewish History*, vol. 71, n° 1, septembre 1981 [p. 48-78] ; Kevin Coogan, *The Spy Who Would Be Tsar: The Mystery of Michal Goleniewski and the Far-Right Underground*, Routledge, 2022).

(13) Cité in Léon Poliakov, op. cit.

(14) Roger Lambelin, *Le péril juif: le règne d'Israël chez les Anglo-Saxons*, 1921, p 147.

(15) Records of the Security Service, National Archives, United Kingdom, MI5,KV2/502, CX 625.

(16) Robert Spence pose ici la bonne question : « La vraie question est de savoir ce que Schiff aurait gagné à soutenir Trotski » : « Il s'intéressait essentiellement à la Russie parce qu'il souhaitait la liberté et le bien-être des Juifs de l'Empire. Il a compris que la révolution était le moyen le plus sûr de mettre fin à leur oppression et de leur donner un avenir meilleur. Il s'ensuit qu'une révolution influencée par les Juifs

aurait une chance encore plus grande d'atteindre ce but. Trotsky était un nom important parmi les révolutionnaires russes, juifs et non-juifs confondus et il s'était révélé être un homme énergique et compétent ».

(17) Au sujet d'Alfred Milner, que Sutton, comme Gary Allen, porte-parole de la John Birch Society et auteur de *Nixon: The Man Behind the Mask* (1968) et de *None Dare Call It Conspiracy* (1971) et W. Cleon Skousen, ancien employé du FBI et auteur de *The Naked Communist* (1962), accuse d'avoir été le trésorier-payeur des banquiers new-yorkais à Petrograd pendant la révolution bolchevique, en s'appuyant ou, plus exactement, en lisant entre les lignes des écrits de Carroll Quigley, historien, professeur d'histoire états-unien à l'université de Georgetown de 1941 à 1976 qui avait ses entrées dans les milieux de la haute finance, Quigley écrit, au sujet des deux derniers auteurs : « ils me citent constamment à tort pour prouver que Lord Milner (le principal administrateur du Cecil Rhodes Trust et un poids lourd du groupe de la Table ronde) a aidé à financer les bolcheviks. J'ai parcouru la majeure partie des documents privés de Milner et je n'ai trouvé aucune preuve à l'appui de cette affirmation. De plus, *None Dare Call It Conspiracy* insiste sur le fait que les banquiers internationaux formaient un seul bloc, étaient tout puissants et le sont toujours aujourd'hui. Au contraire, j'ai déclaré dans mon livre qu'ils étaient très divisés, qu'ils se combattaient souvent, qu'ils avaient une grande influence, mais pas le contrôle de la vie politique et que leur pouvoir a été fortement réduit vers 1931-1940, lorsqu'ils sont devenus moins influents que les industries monopolistes » (Rudy Maxa, *The Professor Who Knew Too Much*. *The Washington Post Magazine*, *Potomac magazine*, *The Washington Post*, 23 mars 1975). Il ajoute : « Les déclarations d'Allen sur Milner sont presque toutes fausses. Il n'était pas du tout un homme riche, mais, après une enfance pauvre, il a obtenu une bourse d'études à Oxford et est devenu un administrateur du gouvernement dans les finances publiques et finalement chef des administrateurs de Rhodes. Il n'a jamais été millionnaire. Son revenu en 1907, alors qu'il avait 53 ans, était d'environ 2 600 livres sterling (selon son journal du 1er janvier 1908). Il est absurde de dire, comme le fait Allen, qu'il voulait une révolution en Russie en 1917 et qu'il a donné 21 millions de roubles pour la financer... Allen se trompe aussi totalement sur les idéaux politiques de Milner. Il n'était pas du tout un partisan du gouvernement mondial (One-World) mais un nationaliste britannique extrême qui croyait que la Grande-Bretagne et les États-Unis, agissant de concert, pouvaient tenir le monde en échec. Il n'était lié en aucune façon aux Rothschild, comme le dit Allen ... » (ibid.

<https://sites.google.com/site/ernie124102/skousen/carroll-quigley>)

Bibliographie

Kerry Bolton, *Russia and the Fight against Globalisation*, Black House Publishing Limited, 2018.

Bernard Bruneteau, *Les permanences de l'antisémitisme antimondialiste (fin XIXe-début XXe siècle)*, *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 2015, vol. 2-3, n° 62 [p. 225-44].

Barnes Carr, *The Lenin Plot: The Untold Story of America's Midnight War Against Russia*, Amberley Publishing, 2022.

David S. Foglesong, *America's Secret War against Bolshevism: U.S. Intervention in the Russian*, The University of North Carolina Press, 1995.

Zacharie Leclair, Woodrow Wilson, Charles R. Crane et la Révolution de février 1917. Le rêve d'une diplomatie évangélique, *Relations internationales* 2016, vol. 2, n° 166 [p. 69 -86].

Shay McNeal, *The Plots to Rescue the Tsar*, HarperCollins, 2003.

Catherine Merridale, *Lenin on the Train*, Metropolitan Books, 2017.

S. S. Popova, *Entre deux coups d'État. Les témoignages documentaires des événements de l'été 1917 à Petrograd*, M. 2010, p. 453.

Alfred Erich Senn, *The Myth of German Money during the First World War*, *Soviet Studies*, vol. 28, n° 1, janvier 1976, p. 83-9.

G. L. Sobolev, *Le Mystère de l'« or allemand »*, Saint-Pétersbourg, 2002 ; id. *La Révolution russe et l'« or allemand »*, Saint-Pétersbourg, 2002.

Robert B. Spence, *Wall Street and the Russian Revolution, 1905-1925*, Trine Day, 2017.

V. I. Startsev, *L'Argent allemand et la révolution russe – le roman non écrit de Vladimir Ossendovski*, 3e éd., Saint-Pétersbourg, 2006.

Alan Woods, *Bolshevism: The Road to Revolution*, Well Red Publications, 1999.

Notes du livre

Chapitre I

1. Norman E. Saul, *The Beginnings of American-Russian Trade, 1763-1766*, *William and Mary Quarterly* 26, 1969, p. 596-600.

2. « Jusqu'en 1780, rapprochée de l'Angleterre par son alliance avec la Prusse, liée même directement avec elle par un traité de commerce, Catherine fait montre en toute occasion d'une sympathie très prononcée pour la nation britannique et d'une disposition très ouverte à favoriser ses intérêts. Les souvenirs laissés dans son esprit et dans son cœur par le chevalier Williams y sont peut-être pour quelque chose. Cette amitié était cependant destinée à de singuliers revirements.

« En 1779, l'Angleterre se trouve, on le sait, aux prises avec les forces combinées des insurgés américains, de la France et de l'Espagne. En février 1780, Catherine ne craint pas d'annoncer publiquement qu'elle fera une distribution d'argent aux pauvres de Saint-Pétersbourg si elle apprend que Rodney a battu la flotte espagnole. Quelques jours après, elle donne un bal et dit à l'envoyé anglais, Harris, que c'est « comme acompte » sur les succès de Rodney Elle l'invite à souper en tête-à-tête avec elle sur une petite table de jeu, où l'on dresse deux couverts. Le lendemain, la fameuse déclaration de neutralité armée a vu le jour. Catherine eut toujours du goût pour le théâtre et les coups de théâtre.

« A ce moment, il est vrai, la portée véritable de cet acte célèbre ne ressort encore aux yeux de personne. Peut-être même Catherine, personnellement, ne s'en rend pas compte. L'opinion générale prend le change, va jusqu'à attribuer à cette mesure un sens favorable à l'Angleterre; les envoyés de France et d'Espagne à Pétersbourg s'en émeuvent; le comte Panine, qui combat les inclinations de Catherine pour la Grande-Bretagne et lutte d'influence à cet égard avec le favori Patiomkine, s'en irrite au point d'être malade. En fait, la résolution de l'impératrice a été prise à la suite d'un attentat contre la liberté de la navigation, dont les Espagnols se sont rendus coupables : un vaisseau russe, chargé pour Malaga, a été capturé par une croisière battant pavillon du Roi Très Catholique. Aussitôt, Catherine a ordonné d'armer quinze vaisseaux de guerre, appuyant cette démonstration par une note adressée au cabinet de Madrid, dans laquelle elle annonçait l'intention de faire respecter par tous les moyens, et même au besoin par la force des armes, ses droits de puissance neutre. La neutralité armée n'a pas été autre chose à l'origine.

« Catherine a eu cependant la gloire de formuler dans cet acte les principes du droit maritime moderne, et, en les formulant, elle a porté à la suprématie maritime de l'Angleterre un coup dont celle-ci ne s'est jamais relevée. Ces principes se trouvaient, au fond, établis déjà dans le règlement français de 1778. Il leur manquait la consécration du consentement général. La ligue des neutres, qui fut une conséquence de la déclaration impériale et le couronnement naturel de l'œuvre accomplie par Catherine, y a pourvu. Plus tard, l'impératrice ne s'est pas fait faute de réclamer pour son compte l'honneur et le mérite entier de cette œuvre. Denina s'étant avisé d'attribuer à Frédéric la paternité de l'idée, elle écrivit en marge du livre: « C'est faux, l'idée a germé dans la tête de Catherine et pas

dans une autre. » Et cependant encore, car l'histoire, l'histoire des règnes féminins surtout, a de ces surprises, il s'en est fallu de bien peu, en effet, que cette ligue des neutres, barrière redoutable opposée avec le temps à l'ambition britannique, ne prît une tout autre forme et une tout autre direction : celles d'une coalition dirigée contre la France et l'Espagne et enrôlant sous sa bannière, à la suite de la Russie, la Suède, le Danemark, la Prusse, l'Autriche, le Portugal, les Deux-Siciles...

« Ce fut la souplesse dont les cabinets de Versailles et de Madrid firent preuve à cette occasion et la raideur dont le cabinet de Londres ne sut pas se départir, qui donnèrent à l'aventure sa tournure définitive. La France et l'Espagne s'empressèrent d'adhérer à la nouvelle formule de droit international. L'Angleterre se buta, bouda, tergiversa et perdit finalement l'heure propice » (Kazimierz Waliszewski, Le roman d'une impératrice Catherine II de Russie: d'après ses mémoires, sa correspondance et les documents inédits d'archives d'État, 7^e éd., Plon, Paris, 1893, p. 378-80). [N.D.T.]

3. V. I. Lénine, *Collected Works*, vol. 28, Moscou, 1965, p. 68.

4. N. N. Bolkhovitinov, *Stanovlenie Russko-Amerikanskikh otnosheniy, 1775-1815*, Moscou, 1966, p. 377.

5. Thomas A. Bailey, *America Faces Russia: Russian-American Relations from Early Times to Our Day*, Ithaca, N.Y., 1950, p. 2.

6. *The State of the Union Messages of the Presidents, 1790-1966*, New York, 1966, p. 112.

7. N. N. Bolkhovitinov, *Iz istorii Russko-Amerikanskikh nauchnykh svyazey v XVIII-XIX vekakh*, SshA, ekonomika, politika, ideologiya, n° 5, 1974, p. 17-25.

8. N. N. Bolkhovitinov, *Doktrina Monro*, Moscou, 1959. « La doctrine Monroe formule le droit que les États-Unis revendiquent comme corrélatif au devoir de neutralité qu'ils ont spontanément assumé. Considérant que les républiques du Sud et du Centre de l'Amérique représentent le même principe que les États-Unis, celui de la souveraineté du peuple, et qu'elles ont obtenu leur indépendance par suite de l'influence de l'exemple des États-Unis eux-mêmes, les États-Unis se croient en devoir de les protéger contre toute attaque de la part des puissances européennes qui menacerait leur indépendance. A cet effet, ils proclament hautement que l'Amérique ne doit plus servir de terrain de colonisation aux États monarchiques de l'Europe, parce que l'introduction de leur système de gouvernement en Amérique serait un danger pour le principe républicain des États-Unis mêmes » (Joseph Hornung (éd.), *Revue de droit international et de législation comparée*, t. 17, 1885, n°1, p. 173-4 ; Si la Doctrine Monroe est un produit de l'expansionnisme bourgeois esclavagiste des États-Unis, elle a également été paradoxalement un facteur positif dans la lutte des colonies d'Amérique latine pour l'indépendance en raison du principe de noncolonisation qu'elle contient ; doublement paradoxale, puisque « Washington s'est servie de l'argument de la non-colonisation pour justifier ses propres acquisitions territoriales en Amérique latine et il a même invoqué la non-intervention pour expliquer ses propres interventions » (Dulce Maria Cruz Herrera, *États-Unis/Cuba: Les interventions d'un empire, l'autodétermination d'un peuple*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2007, p. 90). [N.D.T.]

9. Clarence A. Manning, *Russian Influence on Early America*, New York, 1953, p. vi-viii.

10. Foster Rhea Dulles, *The Road to Teheran: The Story of Russia and America, 1781-1943*, Princeton, N.J., 1944, p. 44.

10. Ce point de vue a été exprimée aussi dans la littérature soviétique. Voir S. B. Okun, *Rossiysko-Amerikanskaya Kompaniya*, Moscou/Leningrad, 1939, p. 81-2.

11. N. N. Bolkhovitinov, *Russkaya Amerika i provozglashenie doktriny Monro*, *Voprosy istorii*, n° 9, 1971, p. 79-80 ; John Quincy Adams, *Memoirs of John Quincy Adams*, 12 vols., Philadelphie, 1874-77, vol. 6, p. 163.
12. *State of the Union Messages*, p. 218.
13. Dulles, p. 44.
14. N. N. Bolkhovitinov, *Zaklyuchenie torgovogo dogovora mezhdru Rossiei i Soedinennymi Shtatami*, 1832 g., *Istoriya SSSR*, n° 1, 1974, p. 153-67.
15. Stanley S. Jados (éd.), *Documents on Russian-American Relations: Washington to Eisenhower*, Washington, D.C., 1965, p. 8-11.
16. Norman E. Saul, Beverley C. Sanders and the Expansion of American Trade with Russia, 1853-1855, *Maryland Historical Magazine*, été 1972.
17. Frank A. Golder, *Russian-American Relations during the Crimean War*, *American Historical Review*, n° 31, 1926, p. 467.
18. *State of the Union Messages*, p. 296, 446.
19. *Ibid.*, p. 777.
20. Dulles, p. 46.
21. Bailey, p. 51.
22. N. N. Bolkhovitinov, *Dekabisty i Amerika*, *Voprosy istorii*, n° 4, 1974, p. 97.
23. N. G. Chernyshevsky, *Polnoe sobranie sochineniy*, 16 vols., Moscou, 1939-53, vol. 3, p. 353.
24. M. M. Malkin, *Grazhdanskaya voyna v SShA i tsarskaya Rossiya*, Moscou-Leningrad, 1939, p. 38.
25. Max M. Laserson, *The American Impact on Russia: Diplomatic and Ideological. 1784-1917*, New York, 1950, p. 173.
26. *Documents Relating to Russian Policy during the American Civil War*, *Journal of Modern History*, n° 2, 1930, p. 603-7.
27. *Grazhdanskaya voyna v SShA i Rossiya: K prebyvaniyu Russkikh voennykh korabley v SShA*, 1863-1864 gg, *Novaya i noveyshaya istoriya*, n° 6, 1973, p. 90.
28. E. Adamov, *Russia and the United States at the Time of the Civil War*, *Journal of Modern History*, n° 2, 1930, p. 586-602. Il s'agit d'une traduction du russe d'un article de l'historien soviétique E. A. Adamov.
29. *State of the Union Messages*, p. 1125.

30. T. M. Batueva, Prokhozhdenie dogovora o pokupke Alyaski v Kongresse SShA v 1867-1868 gg., Novaya i noveyshaya istoriya, n° 4, 1971, p. 117-24.
31. Frederick L. Schuman, American Policy toward Russia since 1917, New York, 1928, p. 21-3.
32. Laserson, p. 306.
33. Ibid. p. 303-4.
34. N. A. Borodin, Severo-Amerikanskije Soedinennye Shtaty i Rossiya, Petrograd, 1915, p. 299. 35. V. G. Korolenko, Povesti i rasskazy, Moscou, 1953, p. 476.
36. Dulles, p. 74.
37. I. K. Mal'kova, Istoriya i politika SShA na stranitsakh Russkikh demokraticeskikh zhurnalov Délo i Slovo, Amerikansky yezhegodnik, 1971, Moscou, 1971, p. 273-94.
38. I. P. Dement'ev, Ideynaya bor'ba v SShA po voprosam ekspansii (na rubezhe XIX-XX vv.), Moscou, 1973.
39. William Appleman Williams, The Tragedy of American Diplomacy, New York, éd. revue, 1962, p. 27.
40. State of the Union Messages, p. 1767.
41. William Appleman Williams, American-Russian Relations, 1781-1947, New York, 1952, p. 28. 42. Dulles, p. 77.
43. Pauline Tompkins, American-Russian Relations in the Far East, New York, 1949, p. 5.
44. Krasny Arkhiv, n° 52, 1935, p. 133.
45. Ibid., p. 141.
46. Williams, American-Russian Relations, p. 45.
47. Richard B. Fisher, American Investment in Pre-Soviet Russia, American Slavic and East European Review, n° 8, 1949, p. 90-105.
48. V. A. Val'kov, SSSR i SShA: Ikh politicheskie i ekonomicheskie otnosheniya, Moscou, 1965, p. 10.
49. V. V. Lebedev, Russko-Amerikanskije ekonomicheskie otnosheniya, 1900-1917 gg., Moscou, 1964, p. 97.
50. Ibid., p. 42.
51. Ibid., pp. 123-24.
52. Bailey, p. 215.

53. Leonid I. Strakhovsky, *American Opinion about Russia, 1917-1920*, Toronto, 1961, p. x-xi.
54. Cyrus Adler et Aaron M. Margalith, *With Firmness in the Right: American Diplomatic Action Affecting Jews, 1840-1945*, New York, 1946, p. 265.
55. Bailey, p. 218.
56. M. Pavlovich (M. P. Vel'tman), *RSFSR v imperialisticheskome okruzenii*, vypusk tretiy: *Sovetskaya Rossiya i kapitalisticheskaya Amerika*, Moscou/Petrograd, 1922, p. 25.
57. Bailey, p. 222-23.
58. Laserson, p. 370.
59. V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochineniy*, 55 vols., Moscou, 1958-65, vol. 22, p. 214.
60. Samuel N. Harper, *The Russia I Believe in*, Chicago, 1945, p. 7.
61. Maxim Gorky, *V Amerike*, *Sobranie sochineniy*, vol. 4, Moscou, 1960, p. 21.
62. Philip S. Foner, *History of the Labor Movement in the United States*, vol. 4, New York, 1965, p. 68.
63. Jeanette E. Tuve, *Changing Directions in Russian-American Economic Relations, 1912-1917*, *Slavic Review*, n° 31, 1972, p. 67.
64. Lebedev, p. 242.
65. Oral History Collection of Columbia University. John C. White, p. 19.
66. Lebedev, p. 263.
67. David R. Francis, *Russia from the American Embassy, avril 1916-novembre 1918*, New York, 1921, p. 82.
68. U.S. Department of State, *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States* [cité ci-après sous le nom de FRUS], 1918, Russie, vol. 1, Washington, D.C., 1931, p. 108.
69. G. K. Seleznev, *Krakh zagovora: agressiya SShA protiv Sovetskogo gosudarstva v 1917-1920 gg.*, Moscou, 1963, p. 27.
70. A. E. Ioffe, *Missiya Ruta v Rossii v 1917 godu*, *Voprosy istorii*, n° 9, 1958, p. 87-100 ; M. Boltze, *Die Root-Mission in Russland*, 1918, Munich, 1972.
71. L'organisateur et le principale sponsor de la mission de la Croix-Rouge américaine en Russie en 1917 était en même temps l'un des meneurs de la campagne en faveur de la reconnaissance politique et diplomatique du régime bolchevik par Washington : William Boyce Thompson, directeur de la Réserve fédérale de New York. Bien que Thompson ne considérât pas le bolchevisme comme la forme définitive de gouvernement, il le voyait comme l'étape la plus prometteuse vers un « gouvernement représentatif

» et estimait qu'il était du « devoir » des États-Unis de « sympathiser avec » et d' « aider » la Russie « en cette période de crise ». Il déclara que, en réponse à la surprise suscitée par ses sentiments pro-bolcheviks, il ne voyait pas d'inconvénient à être traité de « rouge », si cela signifiait qu'il sympathisait avec 170 000 000 de personnes « luttant pour la liberté et une vie équitable. » Selon l'assistant de Thompson, Cornelius Kelleher, la mission n'était « rien d'autre que le masque » d'intérêts purement commerciaux. Tout « bolchevik de Wall Street » qu'il était (surnommé), il n'en envoya pas moins à Washington ce télégramme de Russie le 7 octobre 1917 : « Les maximalistes (bolcheviks) cherchent maintenant activement à contrôler tout le congrès russe des députés des ouvriers et des soldats qui se réunit ici ce mois-ci. S'ils réussissent, ils formeront un nouveau gouvernement avec des conséquences désastreuses, dont probablement une paix séparée. Nous utilisons toutes les ressources mais nous avons besoin d'un soutien immédiat ou il sera trop tard » (Bolshevik Propaganda: Hearings Before a Subcommittee of the Committee on the Judiciary Unuted States Senate, Washington, 1919, p. 779). [N.D.T.]

72. Francis, p. 97-98.

73. R. S. Ganelin, Rossiya i SshA, 1914-1917, Léningrad, 1969, p. 339.

74. Val'kov, p. 14.

75. Robert Lansing, War Memoirs of Robert Lansing, New York, 1935, p. 332.

76. Lebedev, p. 295.

77. Seleznev, p. 24.

78. Francis, p. 141.

79. FRUS, 1918, Russie, vol. 1, p. 177.

80. Ibid., p. 181, 187, 190 ; Francis, p. 145.

81. Ganelin, p. 350-51, 391.

82. FRUS, 1918, Russie, vol. 1, p. 221.

Chapitre II

1. Lénine, Collected Works, vol. 25, Moscou, 1964, p. 359.

2. Ibid., vol. 27, Moscou, 1965, p. 71.

3. Dokumenty vneshney politiki SSSR, 21 vols., Moscou, 1957-77), vol. 1, p. 488-9.

4. KPSS v rezolyutsiyakh i resheniyakh sezdov, konferentsiy i plenymov TsK, 10 vols., Moscou, 1970-73, vol. 2, p. 122.
5. Dokumenty. vol. 2, p. 639.
6. Ibid., vol. 5, p. 191-2.
7. Ibid., p. 385.
8. Pavlovich, p. 46.
9. I. I. Genkin, Soedinennye Shtaty Ameriki i SSSR, Moscou-Leningrad, 1934, p. 19.
10. E. A. Kunina, Proval Amerikanskikh planov zavoevaniya mirovogo gospodstva v 1917-1920 gg., Moscou, 1951, p. 230.
11. A. V. Berezkin, Oktyabr'skaya Revolyutsiya i SShA, 1917-1922 gg., Moscou, 1967 ; L. Gvishiani, Sovetskaya Rossiya i SShA, 1917-20, Moscou, 1970 ; E. I. Popova, Politika SShA na Dal'nem Vostoke, 1918-1922, Moscou, 1967 ; V. K. Furaev, Sovetsko-Amerikanskie otnosheniya, 1917-1939, Moscou, 1964 ; G. N. Tsvetkov, Shestnadsat' let nepriznaniya, Kiev, 1971.
12. U.S. Congress, Congressional Record, vol. 57 (pt. 2), p. 1103.
13. Schuman, p. 88.
14. Christopher Lasch, American Intervention in Siberia: A Reinterpretation, Political Science Quarterly, vol. 77, 1962, p. 220.
15. Nation. 19 July 1919, p. 67.
16. Hoover Institution on War, Revolution, and Peace. Eugene M. Kayden, A Memorandum on the Political Changes in Russia since the Revolution, 13 août 1918.
17. Sigmund Freud et William C. Bullitt, Thomas Woodrow Wilson, Twenty-eighth President of the United States: A Psychological Study, Boston, 1967, p. 234.
18. Washington Post, 22 janvier 1919.
19. Voir Pauline Tompkins, American-Russian Relations et John A. White, The Siberian Intervention, Princeton, N.J., 1950.
20. Bailey, p. 236-7.
21. University of Chicago, Joseph Regenstein Library, Special Collection: Samuel Northrup Harper Papers, carton 57, dossier 12. The American-Russian Chamber of Commerce, Russian-American Relationships in 1917, 15 février, 1918.

22. Ibid., carton 57, dossier 4. An American Policy for Russia, Advocated by the American-Russian Chamber of Commerce, septembre 1918.
23. Catherine Breshkovsky, A Message to the American People, New York, 1919, p. 13.
24. FRUS, 1918, Russie, vol. 1, p. 229.
25. Ibid., p. 266.
26. Francis, p. 173-7, qui a déclaré le 21 février 1918 : «L'histoire montre que les Russes sont incapables de grands mouvements ou de grandes réalisations, car tout ce qu'ils ont accompli de valable leur a été inspiré de l'étranger. Le moment est venu pour les Alliés d'agir. » (FRUS, 1918, Russie, vol. 1, p. 384)
27. Francis, p. 231-32.
28. Jados, p. 43.
29. Lansing, p. 341.
30. State of the Union Messages, p. 2584.
31. William A. Williams, American Intervention in Russia, 1917-1920 (Part I), Studies on the Left, vol. 3, n° 4, automne 1963, p. 35.
32. George F. Kennan, Soviet Foreign Policy, 1917-1941, Princeton, N.J., 1960, p. 29-30 ; id., The United States and the Soviet Union, 1917-1976, Foreign Affairs, vol. 54, juillet 1976, p. 671-90.
33. George F. Kennan, Soviet-American Relations, 1917-1920, vol. 2: The Decision to Intervene, Princeton, N.J., 1958, p. 470.
34. Ibid., p. 471.
35. Ruhl J. Bartlett (éd.), Record of American Diplomacy: Documents and Readings in the History of American Foreign Relations, New York, 1947, p. 459-61.
36. FRUS, 1918, Russie, vol. 1, p. 395-6.
37. Ibid., p. 519.
38. Istoriya Pol'shi, vol. 3, Moscou, 1958, p. 386.
39. William A. Williams, American Intervention in Russia, 1917-1920 (Part II), Studies on the Left, vol. 4, n° 1, hiver 1964, p. 53.
40. FRUS, 1918, Russie, vol. 2, Washington, D.C., 1932, p. 288.
41. Ibid., p. 289.
42. Tsvetkov, p. 36-37.

43. Ibid., p. 36. 44. William S. Graves, *America's Siberian Adventure, 1918-1920*, New York, 1931, p. 356.
45. Ibid., p. 187, 206.
46. Ibid., p. xxi.
47. Hoover Institution on War, Revolution, and Peace. John F. Stevens, p. 2-3.
48. Tsvetkov, p. 43.
49. Herbert C. Hoover, *Memoirs*, 3 vols., New York, 1951-52, vol. 1, p. 411.
50. *The Bullitt Mission to Russia: Testimony before the Committee on Foreign Relations, United States Senate*, of William C. Bullitt, New York, 1919, p. 89-90.
51. Samuel Northrup Harper Papers, carton 57, dossier 9. The Russian-American Chamber of Commerce Statement of American Policy toward Russia, 23 décembre 1920, p. 3.
52. Popova, p. 65.
53. FRUS, 1920, vol. 3, Washington, D.C., 1936, p. 717.
54. Ibid., p. 463-8.
55. Vera Dean, *The United States and Russia*, Cambridge, Mass., 1948, p. 15.
56. Peter G. Filene, *Americans and the Soviet Experiment, 1917-1933*, Cambridge, Mass., 1967, p. 47.
57. CR, 57 (pt. 2), p. 1392, 1394.
58. Ibid., pt. 4, p. 3377.
59. Ibid., pt. 5, p. 4883.
60. Ibid., pt. 1, p. 342.
61. Ibid., pt. 2, p. 1101.
62. Ibid., p. 1167.
63. E. I. Popova, 1920-1922: Amerikantsy i Sovetskaya Rossiya, SShA: ekonomika, politika, ideologiya, n° 11, 1970), p. 56-62; D. N. Stashevsky, *Progressivnye sily SShA v bor'be zapriznanie Sovetskogo gosudarstva, 1917-1933*, Kiev, 1969.
64. Vladimir V. Mayakovsky, *Izbrannye protzvedeniya*, Moscou, 1956, p. 259 (En russe, le mot pour seau (vedró) rime avec le nom Woodrow, prononcé avec l'accent sur la dernière syllabe).
65. Dokumenty, vol. 1, p. 292.

66. Lénine, Collected Works, vol. 30, Moscou, 1965, p. 51. Voir aussi Chicago Daily News, 27 octobre 1919.
67. Christian Science Monitor, 17 décembre 1919.
68. Lénine, Polnoe sobranie sochineniy, vol. 40, p. 152. Voir, pour une version anglaise, The World, 21 février 1920.
69. Dokumenty, vol. 1, p. 628-30.
70. Sovetsko-Amerikanskie otnosheniya, 1919-1933, p. 37.
71. Dokumenty, vol. 2, p. 105.
72. Ibid., vol. 3, p. 445.
73. Georgi V. Chicherin, Stat' i i rechi po voprosam mezhdunarodnoy politiki, Moscou, 1961, p. 176.
74. Lénine, Collected Works, vol. 31, Moscou, 1965, p. 444-5.
75. FRUS, 1921, vol. 2, Washington, D.C., 1936, p. 787-8.
76. Herben Hoover Presidential Library. American Relief Administration, Russian Operations 1921-23, vol. 3, p. 133.
77. Ibid., p. 137.
78. Ibid., p. 169-70.
79. Ibid., p. 169.
80. Ibid., p. 175.
81. Ibid., p. 447.
82. Harold H. Fisher, The Famine in Soviet Russia, 1919-23: The Operations of the American Relief Administration, New York, 1927, p. 553.
83. G. Ya. Tarie, Obuchastii rabochikh organizatsiy SShA v vosstanovlenii narodnogo khozyaystva Sovetskoy Rossii v 1921-1925 gg., Mezhdunarodnye otnosheniya, politika, diplomatiya XVI-XX veka, Moscou, 1964.
84. V. S. Golubtsov, V. I. Lenin i obrazovanie AIK-Kuzbass, Vestnik Moskovskogo Universiteta, Istoriya, n° 2, 1960 ; The American at Kuzbass, 1922-24: A Story of Internationalism, New World Review, vol. 39, no. 4, automne 1971, p. 68-103.
85. V. F. Lopatin, Provalantisovetskikh planov SShA: Genuya-Gaaga, Moscou, 1963, p. 326.
86. Dokumenty, vol. 5, p. 579.

87. FRUS, 1922, vol. 2, Washington, D.C., 1938, p. 834.

88. Dokumenty, vol. 5, p. 579.

89. Ibid., vol. 6, p. 20, 602.